

Etat-nation et capitalisme

(Notes de lectures 1)

- **Balibar – Wallerstein : *Race Nation classe, les identités ambiguës* (éd. La Découverte 1988)**
- **Saskia Sassen : *Critique de l'Etat, territoire, autorité et droits de l'époque médiévale à nos jours.***
- **Michel Beaud : *Le système national mondial hiérarchisé***
- **Alain Lipietz : *Le capital et son espace* (La Découverte / Maspéro, 1^{ère} édition 1977, ici édition 1983)**
- ***Marseille au XVIII^e siècle* (éd. musées de Marseille 2016)**
- ***Histoire de la France rurale*, t.3
1789-1914 « Apogée et crise de la civilisation paysanne »**
- **François Allisson et Nicolas Brisset : *Robert Brenner et le marxisme politique* (éd. ENS éditions 2023)**

Balibar – Wallerstein : *Race Nation classe, les identités ambiguës* (Ed. La Découverte 1988)

95 Wallerstein *La construction des peuples : racisme, nationalisme, ethnicité*

105 « La "nation" est censée être une catégorie socio-politique, liée de quelque façon aux frontières réelles ou virtuelles d'un Etat »

106 le sens du passé se forge toujours au présent. Des façons d'inventer le passé

« Le concept de "race" est lié à la division axiale du travail dans l'économie-monde, c'est-à-dire à l'opposition entre centre et périphérie. Le concept de "nation" est lié à la superstructure politique du système historique, aux Etats souverains qui forment le système interétatique et sont définis par lui. »

107 « ... maintien du système interétatique inégalitaire qui contrôle et perpétue la division axiale du travail. »

108 « Cette différenciation spatiale à l'échelle du monde a pris au début la forme politique de l'expansion d'une économie-monde capitaliste principalement européenne pour inclure ensuite l'ensemble du globe... » **[pour Bihr c'est immédiatement l'ensemble du monde qui est inclus]**

→ « Au fur et à mesure que l'économie-monde dépassait les limites originelles de l'Europe » **[≠ Bihr]**

109 « ...la nation résulte de la structure *politique* du système monde. Des Etats qui sont aujourd'hui membres de l'ONU sont tous des créations du système-monde moderne. »

[OK, mais comment et surtout pourquoi le système-monde implique (nécessite) une structure politique]

« La plupart d'entre eux (ces Etats) n'existaient même pas à titre de nom ou d'entités administratives il y a un siècle ou deux (...) même ces Etats (ceux qui peuvent revendiquer un nom et l'existence d'une entité administrative permanente sur le même territoire depuis une période antérieure à 1450) ne sont devenus des Etats souverains modernes qu'avec l'émergence du système-monde actuel. »

110 « ...l'Etat a précédé la nation, et non l'inverse (...) Certes à partir du moment où le système étatique a commencé à fonctionner, des mouvements nationalistes ont vu le jour dans de nombreux endroits, pour réclamer la création de nouveaux Etats souverains... »

« Pourquoi faut-il que la création d'un Etat souverain particulier à l'intérieur du système interétatique crée parallèlement une "nation", un "peuple" ? (...) Les Etats, dans un tel système ont des problèmes de cohésion. »

111 « Il y a une autre raison à la montée du nationalisme. Le système interétatique n'est pas un simple assemblage de prétendus Etats souverains, c'est un système hiérarchique où l'ordre de préséance est stable, mais susceptible d'être modifié ... » [voir plus loin notes sur Michel Beaud]

111-112 « Les entités politiques qui existaient en dehors du développement de ce système (système interétatique) comme superstructure politique d'une économie-monde capitaliste n'avaient nul besoin d'être des "nations" (...) la catégorie de nation a été, à l'origine, un moyen d'exprimer la rivalité entre les Etats. »

113 Définition d'ethnisation en relation avec peuple et Etat : **[la nécessité de l'uniformisation pour l'Etat capitaliste constitué comme Etat-nation]**

115 « ...le concept de classe est une construction tout à fait différente de celle de peuple (...) les classes sont des catégories objectives, c à d des catégories analytiques, c à d un moyen de formuler les contradictions d'un système historique et non de décrire des communautés

sociales. Le problème est de savoir où et dans quelles circonstances une communauté de classe peut se créer. C'est la célèbre distinction en soi / pour soi. Les classes *pour soi* ont toujours été une entité relativement insaisissable. »

117 Balibar : *La forme nation : histoire et idéologie*

120 « Des appareils d'Etat non-nationaux, visant de tous autres objectifs (par exemple dynastiques) ont progressivement produit les éléments de l'Etat-national ou, si l'on veut ils se sont progressivement "nationalisés" et ont commencé de nationaliser la société – qu'on pense ici à la résurrection du droit romain, au mercantilisme, à la domestication des aristocraties féodales, à la formation de la doctrine de la "raison d'Etat". » (type de problématique que l'on retrouve chez Sassen).

Il s'ensuit selon Balibar la « question décisive » : celle du « seuil d'irréversibilité ». Réponse approximative de Balibar : vers le milieu du XVI.

→ La diffusion de proche en proche de la forme nation à la quasi-totalité des sociétés humaines à travers 2 siècles de conflits violents.

« J'admets que ce seuil correspond au développement des structures de marché et des rapports de classes propres au capitalisme moderne (en particulier la prolétarisation de la force de travail qui la soustrait progressivement aux rapports féodaux et corporatistes). Mais cette thèse communément admise appelle plusieurs précisions. Il est tout à fait impraticable de "déduire" la forme nation des rapports de production capitalistes. (je souligne)»

That is the question

121 « **La circulation monétaire et l'exploitation du travail salarié n'impliquent pas logiquement *une* (souligné dans le texte) forme d'Etat déterminée** »

De plus l'accumulation => dépassement de toute limite nationale

La formation de la nation comme « projet bourgeois » est un « mythe historique » (Balibar)

→ « Mais il semble que nous puissions lever la difficulté en reprenant à Braudel et Wallerstein le point de vue qui lie la constitution des nations, *non à l'abstraction du marché capitaliste*, mais à sa forme historique concrète : celle d'une "économie-monde" toujours déjà organisée et hiérarchisée entre un "centre" et une "périphérie", auxquels correspondent des méthodes différentes d'accumulation et d'exploitation de la force de travail, et entre lesquels s'établissent des relations d'échange inégal et de domination. »

[Balibar supprime le problème – comme toujours avec le « capitalisme historique ». L'explication devient tautologique : dans ce qu'elle est censée expliquer car le principe de cette explication n'est que l'empiriquement constaté élevé au rang de concept expliquant ce que l'on a constaté.]

« Les unités nationales se constituent à partir de la structure globale de l'économie-monde en fonction du rôle qu'*elles* (je souligne) jouent dans une période donnée, en commençant par le centre. Mieux, elles se constituent les unes contre les autres en tant qu'instruments concurrents de la domination du centre sur la périphérie. »

[Donc, ces « unités nationales » se constituent à partir du rôle qu'elles jouent ... Bravo le raisonnement circulaire. Est-ce qu'à partir de la péréquation, des aires de péréquation et de leur concurrence (échange / domination) on ne déduit pas alors tout cela du concept. Il faut entre autre se demander pourquoi Balibar pose la question à partir de « l'abstraction du marché capitaliste. Donc on peut tout de même faire découler la formation des nations, par la médiation du marché mondial et dans ses lois d'inégal développement, du concept de capital. La question devient : comment se forme une aire de péréquation et un marché devenant intérieur ? Devenant « intérieur de par sa relation avec l'agriculture (le chapitre du *Capital* sur le « contrecoup »)]

Chez Balibar : si les « unités nationales » se constituent « les unes contre les autres », cela permet de « substituer au *capitalisme idéal* (je souligne) de Marx et surtout des économistes marxistes un "capitalisme historique" dans lequel les phénomènes précoces de l'impérialisme et l'articulation des guerres avec la colonisation jouent un rôle décisif. En un sens toute nation moderne est un produit de la colonisation : elle a été à quelque degré colonisatrice ou colonisée, parfois l'un et l'autre. » (on est toujours dans la tautologie).

[et la colonisation est le produit de quoi ???]

122 D'autres formes étatiques que la forme nationale ont surgi :

- La forme empire
- Et surtout la forme du réseau politico-commercial-transnational centré sur une ou plusieurs villes

→ « La bourgeoisie naissante semble avoir hésité ».

→ « Disons qu'il existait des bourgeoisies différentes »

→ « Les bourgeoisies nationales » l'ont emporté c'est

- a) Besoin d'utiliser la force armée des Etats existants et
- b) Assujettir la paysannerie au nouvel ordre économique, pénétrer les campagnes pour en faire des marchés d'acheteurs de biens manufacturés et des gisements de force de travail libre.

« En dernière analyse ce sont donc les configurations concrètes dans la lutte des classes, et non la "pure" logique économique qui expliquent la constitution des Etats nationaux chacun avec son histoire, et la mutation correspondante des formations sociales en formations nationales. »

[Ce développement théorique (p.122) peut justifier une autre conclusion à partir de la « logique du capital » en dépassant peut-être cette notion de « logique économique » dont les guillemets masquent mal l'imprécision et la connotation d'emblée péjorative. Les deux points de Balibar (force des Etats et assujettissement paysannerie) sont développés par Marx dans *La genèse du capitaliste industriel*. La question est alors à déplacer : est-ce que le capitaliste marchand devait nécessairement se muer en capitaliste marchand-producteur (c'est la bonne démarche), et comment (par l'Etat et la relation à la paysannerie) ? : la synthèse par l'Angleterre de toutes les caractéristiques développées antérieurement de façon séparée (*Genèse du capitaliste industriel*).

Le passage du capital marchand au capital industriel est nécessaire à la fin du Moyen-âge : c'est l'expulsion des paysans donc le travailleur libre, ce qui ne s'était pas passé à Rome ou à Byzance (K t.3, pp. 192-193). Il faut ici revenir à ce qu'écrit Althusser dans *Lire le Capital* sur « la prise » : tous les éléments peuvent naître séparément par des nécessités et des processus spécifiques et puis « ça prend » ou non. Pourquoi la plèbe romaine n'est pas devenue le « travailleur libre » ? « La scène a pu se présenter des dizaines de fois » écrit Alth mais il fallait des circonstances particulières pour la « prise », *à partir de la prise tout devient nécessaire*.

123 « Le privilège de la forme nation est venu de ce que, localement, elle permettait (du moins pour toute une période historique) de maîtriser des luttes de classes hétérogènes et d'en faire surgir non seulement une "classe capitaliste" mais des bourgeoisies proprement dites, bourgeoisies d'Etat à la fois capables d'hégémonie politique, économique, culturelle, et produites par cette hégémonie. Bourgeoisie dominante et formations sociales bourgeoises se sont constituées réciproquement par un "procès sans sujet", en restructurant l'Etat dans la forme nationale et en modifiant le statut de toutes les autres classes. »

MENA → p.124 la question : « "Pour qui, aujourd'hui est-il trop tard ?" C'est –à-dire : quelles sont les formations sociales qui, en dépit de la contrainte globale de

l'économie-monde et du système des Etats qu'elle a suscité, ne peuvent *plus* effectuer complètement leur transformation en nations –sinon de façon purement juridique, et au prix d'interminables conflits sans issue décisive ? »

124 → « ... pour ce qui est du vieux centre, il est entré à des degrés divers, dans la phase de décomposition des structures nationales, liées aux formes anciennes de sa domination, même si l'issue d'une telle décomposition est à la fois lointaine et incertaine. »

125 L'histoire des formations nationales : la nationalisation de la société, une tâche infinie. Pour la France, elle s'achève au début du XX. La paysannerie française n'a été finalement nationalisée qu'au moment où elle allait disparaître comme classe majoritaire.

« Pour cerner complètement les raisons de la stabilité relative de la forme nationale, il ne suffit pas de se référer au seuil initial de son émergence. Il faut se demander comment ont été pratiquement surmontés le développement inégal des villes et des campagnes, l'industrialisation et la désindustrialisation, la colonisation et la décolonisation, les guerres et le contrecoup des révolutions, la constitution des "blocs" supranationaux ... tous événements et processus qui comportaient au moins le risque d'une dérive des conflits de classes au-delà des limites dans lesquelles ils avaient été plus ou moins aisément cantonnés par le "consensus" de l'Etat national. »

[Comment concevoir ce « consensus » sans l'implication réciproque, même s'il faut la ressaisir dans le cadre et la problématique de la nation et de son Etat]

126 Pour Balibar : ce qui empêche la forme nation de se défaire c'est l'institution de l'Etat *national social* → intervenant dans la reproduction de l'économie et surtout dans la formation des individus : famille, santé, éducation, vie privée.

[Là on pourrait également se référer à Foucault. Cependant Foucault place cette politique (biopolitique ?) au début de l'Etat-nation. Ce que (de façon un peu contradictoire) reconnaît également Balibar : cf. « devient dominante XIX-XX »] → ***Produire le peuple.***

127 Toute communauté sociale est imaginaire : projection de l'existence individuelle dans la trame d'un récit collectif.

« Dans le cadre des formations nationales, l'imaginaire qui s'inscrit dans le réel est celui du "peuple". C'est celui d'une communauté qui se reconnaît *par avance* dans l'institution étatique, qui la reconnaît comme "sienne" face à d'autres Etats, et surtout inscrit les luttes politiques dans son horizon (...) des projets de transformation de son Etat national. »

→ **[Le problème fondamental est donc de produire le peuple. Mieux c'est que le peuple se produise lui-même en permanence comme communauté nationale.]**

128 « Comment les individus sont-ils nationalisés, c'est-à-dire socialisés dans la forme dominante de l'appartenance nationale »

[Pas d'opposition entre identité individuelle et identité collective. Toute identité individuelle est historique, c'est-à-dire construite dans un champ de valeurs sociales, normes de comportements et de symboles collectifs.]

130 Ethnicité fictive, la communauté institué par l'Etat national : « ...comme si elles formaient (les formations sociales nationalisées) une communauté naturelle possédant par elle-même une identité d'origine, de culture, d'intérêts qui transcende les individus et les conditions sociales »

131 « L'ethnicité fictive » : sans elle la nation n'apparaît précisément que comme une idée ou une abstraction arbitraire (...) c'est elle qui permet de voir dans l'Etat l'expression d'une unité préexistante.

→ « ... l'idéologie nationale fait beaucoup plus que justifier les stratégies utilisées par l'Etat pour contrôler les populations, elle inscrit par avance leurs exigences dans le sentiment de l'"appartenance", au double sens du terme : ce qui fait qu'on s'appartient soi-même, et qu'on appartient à d'autres semblables. Ce qui fait qu'on peut être *interpellé* en tant qu'individu, *au*

nom de la collectivité dont on porte précisément le nom. La nationalisation de l'appartenance et la sublimation de la nation idéale sont deux faits d'un même processus. »

→ Produire l'ethnicité : la langue, la race

132-133 : à propos de la langue : produire une communauté linguistique. ?

134-135 « La communauté linguistique induit une mémoire ethnique terriblement contraignante » (...) « La langue maternelle n'est pas nécessairement celle de la mère réelle »

136 à propos de la race : « L'idée d'une communauté de race fait son apparition quand les frontières de la parenté se dissolvent au niveau du clan, de la communauté de voisinage et, théoriquement au moins, de la classe sociale, pour être reportées imaginativement au seuil de la nationalité. »

137 « ... la famille - comme la propriété – devient un rapport contingent entre les individus. »
« ...pénétration des rapports familiaux par l'intervention de l'Etat national »

138 « ...émergence simultanée de la "vie privée", de l'"intimité" familiale restreinte et de la politique familiale de l'Etat (...) l'intimité familiale moderne est tout le contraire d'une sphère autonome aux bords de laquelle s'arrêteraient les structures étatiques. »

139 « ... substitution qu'opère la nation d'un imaginaire à un autre ».

140 L'importance fonctionnelle de l'école et de la famille ne vient pas uniquement de leur place dans la reproduction de la force de travail : subordination de cette reproduction à la constitution d'une ethnicité fictive.

143 Le "peuple" produit d'un processus *national* d'ethnicisation.

144 Wallerstein : *Les structures du foyer domestique et la constitution de la force de travail dans l'économie-monde capitaliste.*

MENA

[Cet article est à utiliser à propos de l'Egypte et de l'économie souterraine informelle : le revenu hybride par foyer]

145 nécessaire flexibilité du travail

146 mais « assurer la reproduction globale et dans le temps de la force de travail » => certaines formes de stabilité et de redistribution

147 la synthèse dans le foyer domestique. Le foyer peut être territorialement éclaté : « rompre le lien entre l'organisation du foyer et la territorialité → la division sociale de la production a été conçue sur la base d'une force de travail qui n'était que partiellement salariée

148 la synthèse stratifiée en termes de nationalité, ethnicité et sexe.

149 Stratégie des foyers pour leur reproduction

150 Le foyer à la fois « centre d'adaptation » et « résistance »

151 La marchandisation de la vie quotidienne.

152 « ...aujourd'hui, les problèmes relatifs à la vie familiale, aux droits des femmes et à l'organisation de la vie quotidienne apparaissent au centre de la vie politique. Si ces problèmes deviennent de plus en plus aigus, c'est justement à cause du progrès séculaire de la prolétarianisation

[Le chapitre suivant *Les classes : polarisation et surdétermination* peut être utilisé soit à la suite de ce qui précède pour l'informel et le foyer domestique pour le texte *Kochari*, soit pour *Les idiots utiles*.]

XXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXX

XXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXxxx

Saskia Sassen : Critique de l'Etat, territoire, autorité et droits de l'époque médiévale à nos jours.

7 De l'ère médiévale à l'ère globale actuelle le passage obligé par l'Etat-nation : le global comme désassemblage partiel du national. Il est impossible de considérer le global comme une « reprise (répétition) des territoires soumis à maints systèmes de pouvoir telles qu'existaient dans l'ère médiévale européenne.

11 « Dans l'ère globale actuelle des capacités étatiques historiquement construites pour la poursuite d'objectifs nationaux sont redirigés vers des projets globaux. »

12 « ... les problèmes de la formation d'un souverain national américain, étant donné l'absence de lignages médiévaux. »

13 XVI^e siècle : formation d'une échelle mondiale des activités économiques

Mais l'échelle mondiale favorisa alors le développement du national ce qui diffère totalement de ce que représente l'échelle mondiale actuelle pour l'Etat national actuel ;

La thèse de Sassen : « ... la dénationalisation de conditions historiquement construites comme nationales »

→ diffère de Bihr : « Pour moi l'échelle mondiale antérieure s'est constituée par la projection de jeunes Etats territoriaux nationaux dans le monde pour le développement de systèmes nationaux » (Sassen)

(...) « L'échelle mondiale actuelle provient pour une bonne part de l'insertion de projets globaux dans un nombre croissant d'Etats nation en vue de former des systèmes globaux, d'où mon hypothèse sur la dénationalisation actuelle de capacités étatique particulières. »

p. 15 Chap I « Territoire, autorité, droits et l'élaboration du national »

15 « **Pourquoi l'Etat-nation a-t-il surgi du féodalisme ?** »

16 « ... pour que le changement advient, il fallait que de puissantes dynamiques réorientent le processus vers de nouvelles logiques de rationalités significatives », c'est-à-dire réorientation d'éléments existants et non leur élimination.

Moyen âge : recoupement de juridictions multiples, absence d'autorité territoriale exclusive

17 Cependant tous les pouvoirs entremêlés avaient des insertions territoriales. [**Comment passe-t-on d'allégeances entre individus au pouvoir sur un territoire ? Tout était en nature : la loi de la valeur modifie le territoire qui par l'argent devient abstrait : n'importe quelle obligation peut être traduite et transférée d'un individu à un autre**]

18 L'autorité seigneuriale sur un territoire n'était jamais totale

22 La frontière moderne : délimitation de juridictions égales n'existe pas pour l'empire romain ou pour l'Empire franc (il y a seulement une limite que l'on fixe comme à ne pas franchir).

[**La domination sur un territoire présuppose l'abstraction des relations entre individus et des relations de subordination (purement économiques sans enjolivements, Marx *Manuscrits 1863*)**]

23 Tilly ≠ Arrighi

- Tilly : les cités commerçantes centralité par rapport à l'arrière-pays, la cité accumule les "excédents"
- Arrighi commence par le système mondial et non par les Etats individuels

Opposition entre logique capitaliste des Hollandais et logique territoriale des Britanniques.

25 « La monétarisation, le commerce, la richesse croissante des villes et leur nombre de plus en plus élevé modifièrent l'organisation politique de l'époque, en affaiblissant le système de transferts en nature, essentiel à l'organisation féodale antérieure. »

Au XII extension des villes : c'est à cette époque que la souveraineté de l'Etat territorial fut inventée. Ce type d'Etat est une invention du XII (Wallerstein).

[Le mouvement essentiel (conceptuel) : valeur → monnaie → abstraction → territoire]

30 monétisation des échanges XIII

« Les rois et les grands seigneurs à qui un service était dû acceptaient d'être réglés en espèces au lieu de l'être en nature. » (voir Marx le passage à la rente en argent K t.8, p.164)

→ « Les villes sont apparues comme des sources vitales de revenus pour les rois capétiens. Ces rois eurent délibérément pour stratégie de s'allier avec elles afin de centraliser l'autorité dans le royaume. (...) L'expansion des villes engendre ainsi une infrastructure indispensable à l'accroissement de la monétarisation des transactions. »

[La monétarisation est une abstraction et ainsi –il faut produire des médiations, c'est un peu rapide – une spatialisation de l'autorité : tout individu ou tout territoire peut trouver à se résoudre quantitativement en un élément semblable.]

31 Les villes rendirent possible le développement d'une administration territoriale centralisée.

32 Comme en Angleterre : les villes acteurs de premier plan pour la formation d'un régime territorial distinct → les villes dans leurs relations entre elles (Italie du Nord) inventent des limites externes (**frontières**) avec la reconnaissance de juridictions rivales mais égales.

33 XII-XIII Un nombre croissant de déracinés de tout poil s'installent → les marchands quittent les villes pour en fonder de nouvelles, les nouveaux bourgs contre les anciennes fortifications féodales.

34 Extension main-d'œuvre libre : relation bourgeoisie des villes et paysans environnants → formation bourgeoisie commerciale [les villes encouragent une agriculture de rapport]

35 Apparition de nouveaux ordres institutionnels : l'Etat souverain territorial, les cités-Etats et les ligues urbaines ;

[définition de la légitimité hégémonique : fournir des avantages collectifs]

36 Dans la différence des villes on trouve cependant : « ... un type d'économie politique du territoire radicalement différent de l'Etat souverain territorial. L'un et l'autre se distinguent à leur tour des régimes non-territoriaux des seigneurs féodaux, de l'Eglise et de l'Empire. (...) cette période comme une phase de sélection décisive pour l'avènement ultérieur de l'Etat souverain territorial y compris les villes en tant que forme institutionnelle prépondérante. »

[voir problématique de Wallerstein et Balibar : les « options possibles »]

37 « ... la connexion Etat-Empire joua dans les deux sens : la nature de l'Etat européen détermina la forme de son expansion hors du continent [voir traité de Tordesillas où sont **fixées des frontières géographiques, territoriales entre l'Espagne et le Portugal. Et la forme de l'Empire exerce une profonde influence sur le fonctionnement de la métropole.**]

Entre le milieu du XI et le début du XIII, environ 5000 cités virent le jour. Dans les villes une nouvelle culture politique vers le régime territorial urbain.

38 Création d'un droit lié à la territorialité à partir du XI : enchâssement du temps et de l'espace dans tout un ensemble d'institutions.

[Il n'y a pas de rap de prod sans la façon de vivre le rapport aux rap de prod, c à d sans idéologie (les classes sont définies par les rap de prod en ce qu'ils intègrent ce rapport idéologique) : « l'heure solitaire de la dernière instance, etc. » Mieux dit : pas de rap de prod qui n'inclut pas la façon de vivre le rapport aux rap de prod, ce rapport c'est l'idéologie –le sujet produit - . Ce rapport est toujours en lui-même insatisfait de lui-même d'où la théorie (il faudrait expliciter cette dernière proposition : « ce rapport est toujours en lui-même insatisfait de lui-même » *Pourquoi ??*)]

[sur le droit comme idéologie dominante et structurante des pratiques, cf. Engels, lettre à ... ?]

→ « La loi comptait non pas simplement en tant que norme abstraite mais aussi comme capacité structurante des intérêts, une capacité susceptible de se perpétuer dans les périodes ultérieures alors même que le contenu de ces intérêts pouvait se modifier. »

[On est ici au cœur de la réalité de l'idéologie et simultanément de son *autonomie* et dans celle-ci de sa *puissance* à structurer de nouveaux intérêts (cf. Balibar sur le droit romain in lire le Capital –sur le droit romain Balibar y revient dans son livre avec Wallerstein).]

39 « Au nom de leurs intérêts particuliers, les bourgeois *imposèrent* un changement de la pensée rationnelle, instrumentale concernant les droits de propriété et les procédures juridiques. »

→ capacité permettant de passer à un nouvel ordre politique.

[cette « imposition » n'est pas une conséquence de leurs intérêts mais leur mise en forme en tant qu'intérêts dans la structure sociale de l'époque et les conditions, les codes de la lutte pour leurs intérêts.]

40 « Dans la cité médiévale, les clans perdirent de leur importance en tant que groupes constitués quand les villes devinrent des "confédérations de bourgeois individuels" »

[abstraction des relations <=> abstraction du territoire]

42 « Par le biais de ces pratiques, des embryons de citoyenneté commencèrent à se constituer, ce qui fait de la ville un site privilégié pour l'innovation et l'action politique. Qui plus est, ces pratiques ont ensuite dépassé le sujet formel du bourgeois, membre de la *communitas* urbaine, et favorisé *l'apparition de formes nationales d'appartenance politique*. »

[C'est l'individualisation de l'appartenance à une communauté qui crée – implique - un territoire.]

46 « ... au cœur de ce processus (assembler et fusionner territoires, autorités et droits en unités nationales) il y avait la formation d'un bureaucratie d'Etat pour l'obtention de fonds, notamment par la normalisation de l'impôt (...) Le pillage ultérieur qui caractérise le XVI et favorisa le capitalisme national, fut, dans une large mesure, organisé et mis en œuvre par le seul acteur doté des capacités pour le faire, à savoir l'Etat. »

« ... les formes abstraites d'autorité à distinguer du pouvoir matériel brut (...) l'autorité souveraine introduit l'abstraction dans les aspects concrets du pouvoir souverain. »

47 « Je pense que les villes et les mobilités interurbaines constituèrent une formation territoriale réticulée élargie, émanant de la base, qui finit par fonctionner comme capacité intégrée pour la territorialisation émergentes des Etats nationaux. »

Chap II « L'assemblage des économies politiques nationales centrées sur les géographies impériales »

49 Fin XIX, l'échelle mondiale : intensification des colonisations nationales en concurrence. Il s'agissait d'une échelle mondiale orientée vers l'édification d'Etats nationaux et du capitalisme national.

50 L'Etat acteur décisif dans la formation de l'échelle mondiale au XVI et fin XIX

→ Au cours des XVI et XVII, une dynamique diffuse ; cette dynamique concernait la notion d'unité nationale, centrée sur l'origine de la richesse du prince en tant que bien public, puis étendue à la notion d'un domaine public centré sur la prospérité des marchands, des banquiers et des manufacturiers. [**≠ Bühr**]

→ « ... des capacités peuvent être amenées à servir des objectifs autres que ceux pour lesquels elles furent conçues à l'origine (...) la construction nationale par le développement des géographies économiques impériales. »

L'Etat en tant qu'acteur essentiel.

51 XI-XII : formes d'autorité multiples : liens personnels, féodalisme ; universalité chrétienne pouvoir romain ; le St Empire ; la monarchie territoriale française

« Les interactions complexes et souvent conflictuelles de ces trois principaux types d'autorité contribuèrent à la différencier les uns des autres. Cependant au XIII, l'Etat en tant que forme d'organisation avait acquis la capacité de réunir des ressources financières bien plus importantes que celle de n'importe quelle personne privée ou communauté. »

Au XV : Louis XI en France, Henry VII en Angleterre, Ferdinand et Isabelle en Espagne.

La grande prospérité économique des XII et XIII (=> financement des bureaucraties d'Etat et monétisation de l'économie) était révolue au XIV-XV, mais la bureaucratie d'Etat était là et continuait à prélever.

53 Pour Tilly (*Contrainte et capital dans la formation de L'Europe*, éd. Aubier 1990 ; le titre anglais : *Coercition, Capital et Etats européens* ; le terme d'Etat disparaît du titre français)

Distinction entre :

- Etat territorial
- Etat-nation
- Etat national

Les Etats nationaux : « des Etats gouvernant plusieurs régions contigües et leurs villes au moyen de structures centralisées.

Etat-nation : « un Etat dont les habitants ont en partage une identité symbolique, religieuse et linguistique très affirmée. » [définition étrange]

54 Au XVI : *l'Etat territorial* était l'acteur émergent, agencement des territoires, des autorités et des droits finissant par fusionner en unités territoriales.

⇒ Les limites de la juridiction souveraine devinrent alors géographiques : « Etat territorial national ».

« ... dans d'autres régions du monde jouissant d'une croissance économique matérielle similaire, on n'assiste pas à l'émergence d'un système étatique (...) il nous faut considérer qu'en Europe quelque chose d'autre était à l'œuvre. Selon Wallerstein, l'apparition d'un Etat "partiellement autonome" est le résultat de conflit d'ordre matériel entre bourgeoisie et aristocratie. »

55 Pour les nouvelles couches capitalistes, l'Etat fort (monarchie absolue) : rempart contre le brigandage local et international ; un mode de légitimation sociale ; une protection préventive contre la création ailleurs de hautes barrières étatiques. La forme de l'Etat est liée ici au conflit entre les classes, qui est lui-même fonction du MPC. La nécessité structurelle abstraite est insuffisante : « ces structures sont enchâssées dans les pratiques concrètes de l'interdépendance sociale ». Les Etats participent de manière active à la production et reproduction des structures.

57 XVI

- Tension entre la constitution d'une économie politique nationale et la création de géographie impériale *pour la soutenir*.
- Tension entre la préservation de la richesse du prince et le projet émergent d'accumulation de richesse : distinction entre « l'intérêt public » et « l'intérêt du prince ».

→ 1559 : *traité de Cateau-Cambresis* (voir Mallet-Isaac) : impossible à un seul Etat de se rendre maître de l'économie mondiale européenne et d'établir un Empire sur le continent : Etats centraux en concurrence pour exploitation des ressources périphériques.

58 → Les Etats du centre s'engagèrent dans un processus spécifique de création de capacités en matière de gouvernance économique : mise en place de contrôle à l'exportation, surveillance de la balance commerciale et de la production nationale, ce afin de renforcer leurs capacités financières internes.

→ Le pillage XVI, une gigantesque opération d'Etat

59 certaines corporation des cités-Etats furent (villes italiennes) intégrées à des formes d'organisation politique radicalement différentes (Espagne et Portugal). Insertion de capacités développées précédemment dans une logique organisationnelle contraire.

→ les politiques mercantilistes : la politique et la richesse du prince. Politique mercantile cruciale dans la construction d'Etats nationaux forts.

60 Ce n'est qu'au XVII qu'une bourgeoisie s'imposa comme force économique et politique et que la richesse devint une valeur [voir Postone, édition anglaise pp. 24-27 ; Postone **distingue valeur et richesse**]

→ la richesse mesurée en temps de travail social

→ avant la richesse est une captation par la force de l'excédent [un peu vrai,, mais pas vraiment, voir Marx Manuscrits 1863]

→ des formes plus abstraites de domination économique

→ selon Brenner : c'est le fermier capitaliste qui a amené à déposséder les paysans de leurs terres et à amener la production de richesse à être structurée par la loi de la valeur.

60 Du marché national à l'unité nationale

Milieu XVI : formation de l'unité nationale par le développement d'un marché national : « un projet de production nationale articulée sur la personne du monarque (production nationale = ne pas exporter de métaux).

61 « Au XVI, les rois d'Espagne, de France et d'Angleterre allèrent tous dans la même direction : c'est ainsi qu'ils créèrent des manufactures, octroyèrent des monopoles ou des privilèges pour les nouveaux produits, interdirent l'exportation de matières premières et l'entrée de biens étrangers ou instituèrent à leur encontre des tarifs douaniers. »

⇒ Une tension entre ce renforcement d'une échelle nationale et la dépendance vis-à-vis de circuits globaux

62 → fin XVI partout en Europe un excédent de main-d'œuvre : baisse des salaires réels (inflation générale en Europe).

Deux dynamiques :

- Emergence d'un proto Etat-nation, né de la fusion entre la phase impériale de pillage et le projet d'accroissement de la richesse du prince [**attitude mercantiliste mais dépendant des circuits globaux des métaux précieux**]
- L'échelle mondiale prenant forme se fonda sur autre chose que le pillage. Remise en circulation par l'Espagne de l'or et de l'argent dans toute l'Europe. Importations espagnoles (Italie, France, Hollande, Angleterre) => activités douanières, contrats, etc.

Apparition d'appareils étatiques destinés à gérer les transactions économiques transfrontalières

Ce qui était jadis la richesse du prince commença à être représentée comme nationale.

63 Au milieu du XVI, les grandes puissances européennes eurent toutes besoin de géographies impériales pour bâtir leurs économies politiques nationales et accumuler la richesse nationale

→ voies distinctes pour accéder au capitalisme national. Ce processus est national quelle que fut l'ampleur de la géographie impériale.

Mais chaque pays avec des capacités particulières : des logiques anciennes intégrées à des nouvelles.

Distinction entre les capitalismes nationaux (développée p.64)

Début XVII : *spécificité des Pays-Bas*

Commerce prospère, agriculture moderne, presque pas de nobles, bourgeoisie forte, marine dominante capable d'interdire le commerce aux autres pays dans les Indes. Mais pas de développement du capitalisme industriel.

[Le concept de conjoncture permet de saisir une situation révolutionnaire dans les linéaments d'une restructuration par la défaisance des instances que ces linéaments introduisent comme moments même de la crise : actuellement reproduction des classes, droits, idéologie, la dénationalisation des Etats.]

Spécificité de l'Angleterre

Lutte contre la Hollande au XVII ; contre la France XVIII. Chaque grande puissance cherche à créer sa propre géographie impériale. La bourgeoisie anglaise alterne libre-échange et mercantilisme.

Le pouvoir royal distribue privilèges et monopoles, contrôle des manufactures, interdiction de l'exportation de la laine (baisse du prix de la laine en faveur des manufactures). Taxes sur les étoffes importées.

→ les nobles perdent leur pouvoir : Cromwell et le Parlement

Spécificité de la France

Alliance roi-bourgeoisie contre noblesse ≠ Angleterre où bourgeoisie cherche à instaurer le libre-échange.

En France rôle prépondérant de l'Etat empêche l'émergence d'une bourgeoisie comme sujet historique doté d'un projet distinct.

69-70 « En simplifiant des configurations complexes, on peut dire que en Hollande, la bourgeoisie fut, dès l'origine du développement du capitalisme, l'acteur essentiel. En Angleterre ce fut l'Etat, sous la forme d'un roi et d'un Parlement en association avec la bourgeoisie, qui lança le capitalisme, et en France, ce fut surtout l'Etat. (...) Quand elle finit par émerger comme l'acteur essentiel du développement du capitalisme industriel, la bourgeoisie fut un sujet contraint différemment dans chacune des grandes puissances, à la fois en tant qu'acteur social et que personne juridique. Cette construction fut primordiale pour le façonnement d'un détenteur légitime des biens de production autre que la noblesse ou le monarque. »

[La question soulevée par Wallerstein et/ou Balibar sur l'impossibilité de déduire abstraitement l'Etat et plus précisément l'Etat national du MPC est peut-être mal posée. De façon provocatrice on pourrait dire que c'est le MPC qui est abstraitement déduit de l'Etat. Cette proposition évidemment est fausse, mais souligne la limite de la proposition inverse. L'erreur se trouve dans la question. Il faudrait montrer non pas seulement historiquement mais abstraitement (conceptuellement) que le MPC naît par et dans l'Etat comme Etat-nation. La question ne réside pas dans le fait de savoir comment on déduit abstraitement l'autre mais que leur osmose est nécessaire. Le moyen terme qui fait l'osmose c'est la bourgeoisie se constituant en classe (voir Idéo ALL) sans laquelle il n'y a pas de MPC. Encore que le passage au capitaliste industriel est une pratique de la bourgeoisie (le marchand devient fabricant voir Le Capital) le moyen-âge avait légué deux formes de capital (marchand et usuraire) qui rencontrent leurs limites (contradiction interne : ne contiennent pas leur propre renouvellement) dépassées par le capital industriel (attention ne pas faire du Chris Arthur). Mais aussi et conjointement pas de constitution de la bourgeoisie en classe sans Etat menant l'accumulation nationale selon ses propres intérêts. Pas de constitution de la bourgeoisie sans Etat et sans constitution de la bourgeoisie pas de MPC. On ne déduit pas abstraitement l'Etat national du MPC car sans Etat national, pas de MPC.]

Au Moyen-âge : capital marchand et capital usuraire : contradiction de ces deux formes de capital. Contradiction surmontée par capital industriel nécessitant le marchand devenant fabricant. Mais attention pas de passage purement logique (Chris Arthur), il

faut la force de travail libre qui répond à un autre processus historique (il faut la « prise » Alth). Dans certaines circonstances, les contradictions internes des deux formes antérieures du capital sont surmontées par la création, dans et par l'Etat, de la classe bourgeoise constituée en tant que telle, *en tant que classe*, et non une collection d'individus partageant une même condition. Ces individus ne se constituent en classe que dans leur lutte et leur lutte est dans l'Etat. Il n'y a de MPC que dans la bourgeoisie et il n'y a de bourgeoisie que dans et par l'Etat.

Si l'on veut échapper à l'histoire, il faut *conceptuellement* considérer le MPC comme existant tel quel et *déduire ses déterminations* et non faire l'inverse. *Faire fi de l'histoire*, c'est là la vraie démarche théorique.]

70 « ...une tension curieuse dans le cheminement historique d'une bourgeoisie nationale qui avait besoin d'institutions politiques nationales (en particulier du Parlement dans le cas de la bourgeoisie anglaise) *pour se constituer*, alors même que ses intérêts naturels résidaient dans les géographies économique impériales »

[Sassen néglige un peu le fait que la bourgeoisie avait aussi des contradictions dans les économies locales et dans les structures agraires : voir Brenner, mais aussi Vidal Lablache, Duby et Bloch. En outre la « géographie impériale » c'est la Compagnie des Indes concédée par l'Etat « national » : voir Marx dans ses articles sur la compagnie des Indes (Œuvres politiques).]

71 Au XVIII, la bourgeoisie anglaise était assez forte pour défier l'absolutisme et légitimer une nouvelle forme de gouvernement (...) Le Parlement : une forme de légitimation politique de son projet économique. »

[Passage d'un rôle commun dans l'économie au statut d'acteur et de sujet politique en tant que tel – c-à-d dans les termes propres de la politique et de l'Etat. Pour que la bourgeoisie devienne classe il a fallu traduire la puissance économique acquise en termes politiques.]

72 → En Angleterre, fin XVII la bourgeoisie prend le contrôle de la « couronne » (Banque d'Angleterre 1694 et le Parlement contrôle la *New East Company*).

73 « Les notions émergentes de la démocratie libérale donnèrent à la bourgeoisie *une forme institutionnelle* qui favorisa le développement "légal" d'un système "légitime" de lois et de règlement, en sa faveur et en faveur de la propriété comme critère pour l'octroi de droits dans des zones géographiques étrangères.» La bourgeoisie voulait disposer d'une autorité et pas simplement du pouvoir brut du capital. »

[Sur le « pouvoir brut : voir ma reprise d'Alth sur la violence transformée de l'Etat – livre sur l'Iran]

[Reprendre ici l'idée que la constitution comme classe de la bourgeoisie ne va pas sans sa constitution dans l'Etat. Et l'Etat, elle le configure à son image ; image qu'elle construit dans sa concurrence comme étant nationale. Si elle construit la nation, il faut alors arriver à la question suivante : où et pourquoi la concurrence délimite des frontières – nations (construite par l'Etat) - et pourquoi la concurrence n'est pas universelle ?? Si la concurrence implique le conflit elle définit en même temps une unité pour ceux des groupes en concurrence qui ne sont pas eux-mêmes sans concurrence interne. Quel est l'« intérieur » (« national ») quel est l'« extérieur »????]

74 → « ... la notion d'unité nationale cessa d'être construite en termes de monarque (...) à la fin du XVIII, l'idée de nation, liée au mercantilisme, fut utilisée contre le roi. »

80-81 Exemples de la France et de l'Allemagne : les alliances entre classes furent déterminantes dans la construction de l'espace capitaliste comme espace national (on peut – différemment - prendre également comme exemple l'Angleterre). En Allemagne :

pas de révolution bourgeoise. Bismarck : la bourgeoisie accède à la domination politique : une révolution par le haut (cf. Marx / Engels).

Les pages 93 à 102 sont consacrées à la lente élaboration d'un Etat national centralisé aux Etats-Unis (mouvement qui s'impose entre 1877 et 1937).

102 « Plus que tout autre période antérieure, la fin du XIX montre bien que l'échelle mondiale était à l'époque en grande partie constituée par la projection des capitalismes nationaux. Colonisation et commerce extérieur restèrent des composantes essentielles du processus de constitution du capitalisme national. »

→ « ...l'internationalisation du capital, au XIX, se déroula à l'intérieur d'un nouveau système étatique. »

103 « Entre 1780 et 1880, première échelle mondiale du capitalisme industriel. »

104 Durant cette période et celle de la « grande dépression du XIX » (1873-1895) : concentration et centralisation du capital industriel, formation de trusts et de monopoles nationaux, expansion à l'échelle mondiale de tous les grands capitalismes, tarifs protecteurs, cartels, accords commerciaux à l'intérieur des pays.

105 L'économie globale actuelle constitue un projet tout à fait différent (dénationalisation du capital).

109 « En résumé , l'ère hypernationale qui démarra à la fin du XIX et se poursuivit pendant une bonne partie du siècle suivant, fut l'aboutissement complexe de plusieurs dynamiques. Mais la principale fut peut-être la construction de capitalismes nationaux dans un monde de grandes puissances qui rivalisaient et interagissaient dans l'économie mondiale naissante du XX. Les diverses tentatives de colonisation se déroulèrent dans le cadre de l'expansion domestique et impériale des capitalismes nationaux. L'internationalisme économique des cartels et des marchés, soutenu par la coordination interétatique, visait à bâtir des capitalismes nationaux. A maints égards, le keynésianisme des années 1930 qui suivit fonctionna comme une version éclairée du nationalisme. Il se caractérisa essentiellement par un véritable effort pour reconnaître les revendications des acteurs économiques nationaux, y compris les forces de travail et les populations nationales (...) Au cours de cette période, on assiste à toute une série d'internationalismes dans le monde capitaliste, mais toujours en direction du capitalisme national. » **[citation à vérifier]**

La note 49, p.391

Wallerstein : la bourgeoisie s'identifia à l'Etat-nation, mais aurait pu aussi bien s'identifier à d'autres entités.

Elle prit conscience d'elle-même dans le cadre de l'Etat-nation, elle aurait pu prendre conscience d'elle-même en tant que classe mondiale.

Mais échec de l'Empire (les Habsbourg) => le sort de la bourgeoisie lié à l'Etat-nation

[Mais c'est précisément en prenant conscience d'elle-même comme classe mondiale qu'elle se fractionne et s'identifie à l'Etat-nation. Le super impérialisme de Kautsky est en contradiction avec l'échelle mondiale du MPC.]

Situation présente

Jusqu'à la fin des années 1960, l'échelle mondiale était la projection des capitalismes nationaux : colonisation puis « impérialisme, développement du commerce extérieur et firmes multinationales étaient des composantes essentielles du processus de construction, d'affermissement et de domination de capitalismes nationaux. De multiples façons, le fordisme et le keynésianisme des années 1930 et de l'après Seconde Guerre mondiale, le

monde des accords de Bretton Woods fonctionnèrent comme une version éclairée du nationalisme.

L'économie globale construite dans les années 1970 constitue un « projet » tout à fait différent, celui de la « dénationalisation de l'Etat » (Saskia Sassen)¹.

« Les Etats du monde entier, l'un après l'autre, dénationalisent une partie de leur cadre institutionnel et juridique afin qu'une entreprise étrangère puisse opérer en leur sein comme si elle était globale. Et ces réseaux d'espaces dénationalisés, les Etats les ont installés au cœur même de leurs territoires. » (Sassen, *Critique de l'Etat*, éd. Demopolis et Le Monde diplomatique, 2009, p.3)

Dans la mondialisation actuelle, ce que l'on peut qualifier de global ne se limite pas à quelques institutions « mondiales », le global investit les institutions et les territoires nationaux. La visée de Bretton Woods était de prémunir les Etats nationaux contre les fluctuations excessives du système international. Celle de l'ère globale initiée dans les années 1970 est tout autre puisqu'il s'agit de mettre en place des systèmes et des modes de fonctionnement globaux *au sein des Etats nationaux*, quels que soient les risques encourus par leurs économies. La dénationalisation des capacités étatiques est une insertion de projets globaux dans les Etats-nations (politiques monétaires, fiscales ou de protection sociale). L'Etat n'est pas un tout, la mondialisation n'est pas un affaiblissement général de l'Etat, elle passe par des transformations en son sein, c'est-à-dire un travail de dissociation des éléments étatiques.

Les politiques des années 1980 et 1990, promouvant la privatisation, la dérégulation et la marchandisation, sont des politiques nationales mais qui entraînent une mutation fondamentale de la notion même de « national ». On ne peut pas amalgamer ce qui se passe à l'intérieur de l'Etat national avec le « national », au sens historiquement construits par les siècles passés. Il faut éviter le dualisme du global et du national, qui s'excluraient mutuellement, et d'assimiler le global à l'externe et le national à l'interne.

Actuellement, principalement la logique du secteur financier *s'intègre* à la politique nationale pour définir ce qu'est une politique économique *adéquate*, une politique financière *saine*, une bonne « gouvernance », ces critères ont été transformés en normes pour la politique économique nationale : indépendance des banques centrales, politique anti-inflationniste, parité des taux de changes, conditionnalités du FMI. A l'inverse de la « dénationalisation », les politiques keynésiennes étaient une illustration de ce que Sassen appelle « *le national intégré* » : combinaison d'économie nationale, de consommation nationale, de formation et éducation de main-d'œuvre nationale et maîtrise de la monnaie et du crédit. Ce processus de dénationalisation institutionnelle au sein de l'Etat national signifie une tension entre d'une part l'ancrage de la globalisation dans les institutions et les territoires nationaux et, d'autre part, un système de droit et d'administration qui avait mis en place l'autorité exclusive nationale et territoriale de l'Etat national. Les structures du global investissent et dénationalisent en partie ce qui a été historiquement conçu et institutionnalisé comme national. La dénationalisation des capacités étatiques est une insertion de projets globaux dans les Etats-nations (politiques monétaires, commerciales, fiscales, de protection sociale ou environnementale).

Pour Sassen, la *dénationalisation de l'Etat* est vue comme reconfiguration et non seulement comme *perte*, sans dénier aux Etats « dénationalisés » leur préalable nature d'Etats-nations, bien au contraire dans la mesure où Sassen insiste sur la réorientation en vecteurs globaux d'organes internationaux organisant auparavant les relations entre constructions nationales.

¹ La notion de « dénationalisation de l'Etat » se trouve dans deux ouvrages de Sassen : *Critique de l'Etat* (éd. Demopolis et Le Monde diplomatique, 2009) et *La globalisation. Une sociologie* (éd. Gallimard 2009).

XXX
XXX

Michel Beaud : Le système national mondial hiérarchisé

[les passages indiqués MENA sont utilisables pour la reprise de »Kochari... «]

5 Système national/international/multinational/mondial diversifié et hiérarchisé [définition des termes par Beaud.]

7 « ...national, international, multinational et mondial sont indissolublement imbriqués, *puisque'ils se constituent mutuellement.* »

8 le développement capitaliste est parallèle à l'Etat-nation : « Cette relation particulière qu'il convient d'autant plus de souligner qu'elle ne résulte d'aucune nécessité théorique ou logique » [voir **Wallerstein et Balibar ??**]

9 « ... comme si l'économie nationale était une évidence »

10 « ... il est aussi vrai que les multinationales s'enracinent dans des réalités nationales. »

11 Citation de Wallerstein : « Le développement de l'économie-monde capitaliste a entraîné la création de toutes les grandes institutions du monde moderne : classes, groupes ethniques / nationaux, ménages, ainsi que les "Etats". Toutes ces structures sont postérieures, non antérieures, au capitalisme ; elles en sont la conséquence non la cause. »

[ici en faisant des Etats une conséquence du capitalisme, Wallerstein semble contredire toutes ses propres propositions sur l'impossibilité de déduire abstraitement l'Etat – (ici il est évident qu'il s'agit de l'Etat-nation-du capital dans la mesure où l'Etat est annoncé comme une structure postérieure au capitalisme.)

Beaud critique cette assertion de Wallerstein : « Mais comment expliquer qu'une "économie-monde" en pointillé, à peine embryonnaire, ait pu "entraîner la création" des grands Etat-nations et des grands capitalismes nationaux de chaque période ? » (Beaud). On peut répondre que cela peut s'expliquer du fait que ces « grands Etats-nations » ne sont pas apparus eux non plus d'un coup et tels-quels, c'est dans la suite interminable des guerres des XVII et XVIII qu'ils se forment et apparaissent. La position que défend ici Wallerstein permet de renverser la fameuse question de la déduction abstraite. On ne se demande plus comment déduire abstraitement l'Etat et spécifiquement l'Etat-nation du capital, mais on *affirme* que (une fois entendu que le capitalisme ne peut être sans Etat et que la bourgeoisie *comme classe* se constitue dans sa confrontation à d'autres classes et cela *dans l'Etat*) *l'Etat-nation est la structure politique produite par le capitalisme* (quand de par les contradictions internes des formes médiévales –marchand, usuraire – il passe à la manufacture et au capital industriel).

C'est-à-dire que nous n'avons aucune définition préalable de ce qu'est l'Etat-nation et simplement nous appelons ainsi la structure politique créée par le capitalisme dans sa nécessaire division concurrentielle utilisant la force concentrée des organismes politiques existants dont il fait ce que l'on nommera « Etats-nations ». Beaud poursuit sa critique de Wallerstein : « En fait il y a une dialectique du national et du mondial (lequel n'existe qu'à travers l'inter et le multinational... ». Mais le mondial n'existe pas toujours à travers l'inter et le multinational : voir le « global » de Sassen.]

15 « On ne devrait plus faire semblant de croire qu'une économie nationale est tout simplement assimilable aux activités repérables sur un territoire national » [OK]

16 Pour analyser l'international, il faut prendre en compte le *rôle structurant* des économies dominantes.

Pour les pays dominants, l'économie nationale se développe sur d'autres territoires nationaux, elle devient mondiale tout en restant nationale. Ainsi se constituent des « économies nationales mondiales » et dans leur interaction, se structure « l'économie mondiale » [OK].

21 Exemple de L'Egypte dans Rosa Luxemburg

23 Boukharine : « Le processus d'internationalisation des intérêts capitalistes ne peut se comprendre sans l'étude du processus de nationalisation des espaces capitalistes ».

[Fouiller cette idée de « nationalisation des espaces capitalistes ». Comme si le capital ne produisait son espace qu'en le nationalisant. D'où le fait que la question du « choix » de l'Etat-nation n'en est pas une]

→ La citation de Boukharine faite par Beaud est fautive : il ne s'agit pas « d'espaces capitalistes » mais « d'intérêts capitalistes ». Chez Boukharine voir aussi p.74 (la fautive citation de Beaud est p. 54). Il n'empêche que l'idée de « nationalisation des espaces » est intéressante à conserver.

26 L'économie dominante :

- a) Plier intentionnellement ses partenaires à sa stratégie économique particulière.
- b) Contrôle des activités économiques clés
- c) Faire accepter la règle économique à tous sans compromettre son avenir
- d) Assumer ses responsabilités, notamment celle de participer activement au rééquilibrage des relations internationales et mondiales

[Est-ce que les Etats-Unis aujourd'hui accomplissent encore ces conditions ? La Chine en est bien loin]

29 « ... les structurations internationales / mondiales qui sont suscitées par la dynamique des économies nationales dominantes »

→ L'Etat souverain est devenu pour un grand nombre de peuples une recette impraticable (p.28)

30 « Or, le trouble vient de cette constatation simple, et fondamentale : il n'y a, en théorie, aucune nécessité à ce que soit associés "économie" et "nation", ou "capitalisme" et « nation".

A l'inverse, un regard sur l'histoire ou sur la réalité actuelle fait apparaître qu'il y a un lien fort, constant, récurrent entre ces réalités, de telle sorte qu'on ne peut presque jamais ne pas prendre en considération les "économies nationales" ou les "capitalismes nationaux". »

[En fait, toujours la même question de la déduction abstraite.]

32 Marx systématise la théorie du MPC sans jamais faire intervenir le fait national (sauf dans les chapitres sur l'accumulation primitive où ce n'est pas exactement le « fait national » mais l'Etat qui intervient).

34 Wallerstein / Braudel : pourquoi cette « économie-monde » ne s'installe pas simplement déployée par le jeu de l'échange et des marchés à travers les provinces, les régions et les continents.

[Le capitalisme est inimaginable sans l'Etat, à partir de là, l'Etat que crée le capitalisme est l'Etat-nation. Ce dernier n'a pas de forme ou de définition préexistante, c'est l'Etat que crée le capitalisme que nous appelons « Etat-nation »]

38 L'économie nationale est celle de l'Etat-nation, elle se réfère à un territoire mais sans s'y réduire.

39-40-41 **[Beaud s'enferme dans une tautologie à partir de son utilisation de la notion de « formation sociale », à la fois utilisée comme pré-mode de production (groupe humain cherchant à se reproduire) et comme constituée par des modes de production dont le MPC dominant].**

41 « ... c'est dans la même période, peut-être dans le même mouvement, que se constituent les Etats-nations, s'affirme le capitalisme, se met en place l'Etat moderne. Simple simultanéité ? C'est peu probable »

42 « ...il est possible de reconstruire le mouvement d'ensemble du système capitaliste sans la moindre nécessité d'introduire ni l'Etat-nation ni l'Etat. »

« Peut-on, comme le font certains auteurs prétendre que c'est le capitalisme naissant qui suscite la formation et l'affirmation des Etats modernes. Mais comment expliquer que des capitalismes à peine embryonnaires aient pu s'assurer le soutien à la fois cohérent et finalisé de "leurs" Etats nationaux ? On peut simplement constater que des marchands et fabricants, dans différents pays d'Europe occidentale, ont su trouver l'appui de "leur" Etat national pour structurer l'espace national (routes, canaux, ports) pour créer la monnaie et la législation nationale, bref pour créer le marché national (...) Ainsi le capitalisme naissant, le capitalisme jeune, a trouvé dans le cadre de l'Etat-nation, dans le cadre national, un espace et une base favorable à ses premiers développements. »

[Tout cela est bel et bon mais n'explique rien. Beaud reprend l'explication qu'il avait mise en doute, celle de la simple simultanéité mélangée à une heureuse convergence d'intérêts entre l'Etat-nation qui est ici présupposé comme *déjà existant* et le capitalisme naissant. Ce capitalisme naissant trouve l'appui de son Etat national. Mais ce « capitalisme naissant » a « suscité la formation des Etats modernes », comme le reconnaît Beaud. Il a « structuré l'espace national » (voir « *Marseille au XVIII* » et l'évolution des franchises portuaires), créer la monnaie, la langue et la législation nationales, etc. Le « capitalisme naissant » n'a pas heureusement rencontré des Etats-nations modernes, il les a lentement constitués comme tels, transformant un matériau existant issu d'un conflit qui originellement n'était pas le sien entre la royauté et les féodaux (conflit constamment interne à la féodalité). Ce capitalisme naissant n'a pas *trouvé* dans le cadre de l'Etat-nation une « base favorable ». Si, comme l'écrit Beaud : « A partir du XVIII vont s'affirmer toujours avec l'appui de l'Etat, de grands capitalismes nationaux » (p.43), c'est que ces grands capitalismes ont fait de l'Etat "leur Etat" en le *fabriquant* comme Etat-nation.]

43 Beaud semble confirmer, malgré lui, le commentaire précédent lorsqu'il écrit : « Dans cette formation liée des premiers Etats-nations modernes et des premiers capitalismes nationaux, l'Etat a joué un rôle décisif. Un Etat qui a su « patiemment tisser une société fortement intégrée et cohésive : la nation. » (Morin, *La méthode*, t.2, p.248, cité par Beaud).

[Beaud reconnaît ici la formation liée des Etats-nations et des capitalismes nationaux. *Formation liée* et non un « capitalisme naissant » rencontrant des formations étatiques existantes comme disponible pour lui. Que signifie alors « national » : le « national » ce sont les modalités d'expulsion des paysans qui le constitue : la relation pour le capitalisme industriel à la force de travail « disponible », sa relation longtemps problématique avec elle – cf. l'organisation des manufactures -. Au départ : quelle

révolution agricole ? Lié au développement des manufactures ce sont les *fermiers* (Marx le passage à la rente en argent) qui expulsent le paysan parcellaire – voir Brenner.]

45 Beaud revient sur sa double utilisation de la notion de « formation sociale » qui existerait comme une donnée première devant se reproduire et seulement *ensuite* la formation sociale est considérée comme étant toujours un système de modes de production avec toujours un mode de production dominant (même s'il ne s'agit que de moments logiques la « succession » est nécessaire au discours de Beaud). Il s'agit en premier, avant tout, chez Beaud, d'une sorte de nécessité anthropologique par laquelle un « groupe humain [c'est quoi ça ??] » (Beaud, p.39) cherche à se reproduire.

Cette notion de « formation sociale » que développe Beaud est l'expression d'une position politique *nationaliste en économie* : réguler au mieux le capitalisme pour le faire participer adéquatement à la reproduction de la nation. « L'économie nationale » structurée par le capitalisme « est à la base de la reproduction économique de "sa" formation sociale (...) Les principaux capitalismes nationaux vont être à la fois l'élément essentiel de la reproduction de "leurs" formations sociales nationales et les foyers à partir desquels vont se développer des relations internationales... » (p.45)

Cette « économie nationale » permet la reproduction d'une « formation sociale nationale ». Beaud poursuit : « Cette définition permet d'avancer plus vite dans l'analyse de classes de la formation sociale [*déjà cette proposition est étrange dans la mesure où elle suppose d'avoir distingué « formation sociale » et mode de production. Comme si la formation sociale était un objet autre et neutre auquel le capital vient donner sa structuration en classes*] (...) on peut plus rapidement analyser les classes en présence, les conflits, les alliances, les oppositions, mais aussi les *solidarités* (je souligne). Car si les conflits vont jusqu'à bloquer durablement l'activité économique nationale, c'est la *reproduction même de la société qui est en jeu* (je souligne). Et si les concurrences étrangères, voire les agressions, sont trop dangereuses, c'est non seulement les classes dirigeantes, mais toutes les classes – et souvent les plus démunies – qui seront atteintes. » Ici on voit bien le double jeu de la notion de « formation nationale » dans la théorie de Beaud, elle existe *d'abord* indépendante des conflits de classes, donc du mode de production dominant, elle est d'abord une nécessité, une existence anthropologique. C'est ce que l'on trouve p.339 et aussi pp.67 et 113.

→ Dans l'Etat se négocie des compromis

→ L'économie nationale actuelle imbriquée dans un ensemble international et multinational mais devant toujours assurer la reproduction de « sa formation sociale nationale.]

47

MENA

L'économie nationale dominante consacrée à sa propre autoreproduction et la reproduction de « sa » formation sociale se déploie hors de ses frontières.

« L'économie nationale dominée, influencée, d'une certaine manière, structurée de l'extérieur, soumise à des relations inégales, ne peut qu'en partie seulement se consacrer à la reproduction de "sa" formation sociale nationale et à sa propre autoreproduction. L'économie nationale dominante se déploie bien au-delà de ses frontières en une économie nationale / mondiale, tandis que l'économie nationale dominée est pénétrée de l'extérieur et amputée d'une partie de ses ressources. »

[Ce qui concerne l'économie nationale dominée peut parfaitement s'appliquer à l'aire Mena, surtout l'idée de « structurée de l'extérieur ». Cependant on retrouve toujours le fondement politique de la problématique de Beaud : comme si l'économie nationale dominée n'était pas toujours déjà aussi une économie capitaliste avec une classe

dirigeante dont la reproduction de la « formation sociale » (ici toujours déjà considérée par Beaud comme une sorte de nécessité et de substrat neutre) n'était pas le cadet de ses soucis.]

48 « ... c'est dans le cadre national que le capitalisme a trouvé les ressources, les facteurs ; les débouchés, les appuis, bref les éléments, d'impulsion de son premier développement. »

[Mais ce cadre national, c'est le capitalisme qui l'a produit, avec ses ressources, son marché, etc., il ne les a pas « trouvés », il les *produit*. Parce qu'alors d'où viendrait ce « cadre national » dit *préexistant* puisque le capital y *trouve* ce qui lui convient ? Beaud, lui-même, nous a dit que c'est « peut-être *dans le même mouvement* (je souligne) que se constituent les Etats-nations, que s'affirme le capitalisme et que se met en place l'Etat moderne » (p.41).]

50 Le triple mouvement d'internationalisation, de multinationalisation, de mondialisation (sur ces trois termes les meilleures définitions sont celles de Michalet) « ne gomme en rien les réalités nationales irrigant ce triple mouvement et en même temps celui-ci transforme, malaxe, déstructure / restructure les économies nationales (...) le capitalisme a conservé en ses espaces nationaux des façons spécifiques essentielles de fonctionnement » [toujours rappeler que Beaud distingue « économie nationale » et « formation sociale nationale ». Définition de l'économie nationale pp.44-45]

51 Hypothèse de base de Beaud : « ... c'est à partir de ses bases nationales que le capitalisme a construit ses dimensions internationales, multinationales et mondiales. » [Non, les deux dimensions se construisent conjointement et réciproquement, là-dessus Bihl et Wallerstein ont raison ainsi que Sassen : l'expansion impérialiste est nécessaire comme moment de la constitution du capital national.]

57 Le capitalisme s'enracine dans des sociétés ayant atteint un niveau élevé d'activités marchandes. Mais les cités du Nord de l'Italie n'ont pas donné racine au capitalisme, de même les grands empires malgré un haut niveau d'activités marchandes. « C'est en des Etats-nations de petite / moyenne dimension (Pays-Bas, Angleterre, France) que s'épanouira le premier capitalisme : c'est sans doute qu'il y avait une adéquation entre les moyens techniques de l'époque (de production, de transport, de communication) et la dimension géographique des différents marchés qui se constituaient (marché du travail, marché des produits) grâce notamment à la création de monnaies nationales, et à l'action, à la réglementation de l'Etat. Mais s'il utilise le cadre national pour se former et s'affirmer, le capitalisme le déborde très rapidement. »

[Remarquons à nouveau que Beaud présuppose encore ici l'Etat-nation antérieurement au capitalisme naissant qui « s'épanouit dans son cadre ». Nous sommes dans un raisonnement totalement circulaire. L'hypothèse de l'adéquation des moyens techniques et de la dimension moyenne des Etats-nations est très sujette à caution. D'abord elle présuppose le cadre comme existant avant le capitalisme et ne considère pas précisément le capitalisme comme constituant son cadre, le construisant. Que le capitalisme ait constitué des entités de « faible ou moyenne dimension » (et non qu'il se soit développé en elles) n'est pas lié aux moyens techniques quand, au même moment, Hollandais ou Anglais se lancent dans des opérations lointaines avec ces mêmes moyens de transport et de communication. On peut supposer que les dimensions dont parle Beaud sont plutôt liées aux contraintes de l'économie paysanne et aux conditions de création d'une force de travail libre car il ne faut jamais oublier que si le MPC est une économie marchande et même le paroxysme de l'économie marchande, on ne déduit ni logiquement, ni historiquement le capital de la marchandise, il faut cet événement qui est l'existence du travailleur libre (sinon Rome et Byzance, etc.). Les cités italiennes avaient des campagnes propres trop petites et étaient trop liées dans leurs échanges locaux avec

ces campagnes environnantes, souvent aux mains des bourgeois des villes (voir à Sienne la fresque du bon gouvernement : « Conjurer la peur », la seigneurie menaçante est une forme imitant de façon pervers l'Etat-nation. Au même moment – à vérifier – Machiavel pose la question : « comment construire l'Italie » contre toutes les puissances seigneuriales ou la papauté. « Partir de rien, d'un vide » dit-il). Les grands empires tributaires étaient trop tenus dans leurs revenus par la possession de la terre et le travail du paysan (voir Marx : le passage à la rente en argent très difficile si ce n'est impossible dans ces empires : la rente en argent est le préalable obligé du passage à la rente foncière spécifiquement capitaliste c-à-d un excédent du profit moyen du capitaliste agricole – fermier alors que la rente était identique au profit). En France, en Angleterre, le capitalisme met très longtemps à créer un marché intérieur unifié (en France, le mouvement ne s'achève qu'avec la Révolution, voir la guerre des farines et encore ... longue persistance de l'octroi et même des zones de salaires.)

Pour en revenir à l'essentiel, c'est le capitalisme qui crée son cadre et ce cadre c'est ce que nous appelons Etat-nation.

57 Rôle de l'irrigation du territoire *par la monnaie* pour créer l'espace de l'Etat-nation.

58 La base nationale, avec l'appui de l'Etat permet d'ouvrir des voies commerciales et d'accéder à de nouveaux marchés de par le monde.

De même appui essentiel de l'Etat en ce qui concerne l'expulsion des paysans et la création d'une main-d'œuvre salariée.

[Mouvement *fondamental* du passage de la marchandise au capital. Il faut voir si cette expulsion était possible et s'est produite dans l'environnement des villes italiennes. Non, la bourgeoisie urbaine tenait les paysans dans un état du quasi servage]

59 MENA

Dans les pays dominés : implantation du capitalisme par la monétarisation de l'économie à partir de centres marchands ou de l'impôt colonial. C'est aussi très largement à travers des relais locaux (marchands, familles ou groupes de commerce et de banques) que s'implante le capitalisme dominant : marchands et fabricants locaux tentés de se lancer dans l'aventure capitaliste mais aussi implantations de segments productifs des grandes entreprises des pays dominants.

60 La thèse centrale de Beaud : « C'est un fait observé, avéré : le capitalisme s'est formé, constitué, affirmé sur des bases nationales »

[La thèse serait parfaitement juste en ajoutant : « sur des bases nationales qu'il a constituées »]

61 « Ce développement à l'échelle mondiale, loin de gommer les réalités nationales, les accentue : renforçant à un pôle les capitalismes nationaux dominants... » [OK]

63 Dans une économie nationale dominante, les activités capitalistes « tiraillées entre d'une part la logique d'expansion à tout prix propre au système capitaliste ; d'autre part, la nécessité de contribuer à la reproduction de la formation sociale nationale de "son" pays. Tiraillées parce qu'il n'y a aucune raison que ces deux impératifs coïncident. » les contradictions sont résolues d'autant mieux que le capitalisme national dominant réussit son expansion à l'échelle mondiale.

[On retrouve ici, encore une fois, la distinction faite par Beaud entre « capitalisme national » et « formation sociale nationale », comme si la seconde n'était pas le fait

même du capitalisme national qui la produit, comme si le capitalisme ne faisait comme l'écrit Beaud qu'y « contribuer »]

64 « Un système national / mondial hiérarchisé qui se constitue *progressivement* (je souligne) à partir des économies nationales capitalistes "fondatrices". »

[Cette thèse est en contradiction avec Braudel / Wallerstein / Bihr / Sassen qui soulignent l'interaction entre l'expansion mondiale hiérarchique et la formation des capitalismes nationaux. « Nationaux » car dans la concurrence à l'échelle mondiale, ils produisent leur « nation » comme Etat-national.]

66 **[On peut alors être d'accord avec Beaud quand il écrit que l'on voit avec la multinationalisation s'accroître « à la fois des phénomènes de mondialisation et des affirmations multiformes du fait national ». Encore que : il faut considérer la profonde mutation du « fait national » dans la « dénationalisation de l'Etat » (Sassen)]**

67 « Economies nationales ; articulations spécifiques des modes et formes de production propres à des Etats-nations, soumises au contrôle, à la réglementation de leurs Etats, et assurant, dans le domaine économique, la reproduction des formations sociales concernées »

[On retrouve à nouveau le double rôle de la notion d'« économie nationale »]

70 L'économie dominante

- Une certaine dimension
- Pouvoir de négociation (avec moyens militaires)
- Contrôle des activités économiques clés
- Contrôle finance, crédit, monnaie

75 « ... les implantations d'entreprises étrangères sur le territoire d'une économie hégémonique ne traduisent pas une relation de domination, mais le souci d'avoir accès aux marchés (biens, services, technologies ...) de cette économie. »

81 « L'économie mondiale, à un moment donné, c'est l'articulation de ces "économies mondiales nationales" constituées sous la domination de capitalismes nationaux se déployant à l'échelle du monde. Une économie mondiale, oui ; mais structurée à partir des économies nationales dominantes ... »

90 « ... il est infiniment plus difficile de constituer une économie nationale relativement autonome que cela ne l'a été il y a un siècle... » **[Les classes dirigeantes des pays dominés fondent leur puissance et leur richesse sur la modernisation, l'industrialisation, c'est-à-dire sur l'insertion dans le capitalisme mondial. Il ne s'agit pas d'une simple imposition.]**

MENA

92 « Puisque partout les classes dirigeantes locales brûlent ou laissent brûler leurs vaisseaux : déstructuration / destruction des économies rurales (agricoles / artisanales) traditionnelles ; exode massif des populations vers les villes (...) Urbanisation sans frein ... ; prolétarianisation massive => **reconstitution d'une économie marchande souterraine.**

93 **[Les classes dominantes locales perdent toute autonomie sans qu'il s'agisse d'une simple imposition des choses par les capitalismes dominants.]**

96-97 « Dans son mouvement d'expansion à l'échelle mondiale, le capital des pays dominants, loin d'être amené à tout contrôler et à tout envahir, étend, à partir de quelques implantations ou relations stratégiques, le réseau de ses échanges et de ses influences à travers des relais locaux privilégiés : capital local, appareil d'Etat ou secteur étatique (...) c'est à travers les relais nationaux des pays dominés que les rapports de domination se déplacent jusqu'au producteur final (...) les relais ne sont jamais que relais : ce sont des formes sociales (locales ou nationales) qui ont des objectifs – parfois des stratégies – de pouvoir, de richesse,

d'accumulation (...) ils ne peuvent se reproduire que s'ils assurent, au moins au minimum, la reproduction des populations productives concernées. » (voir Luxemburg)

100 « ... l'économie dominée n'est que partiellement consacrée à la reproduction de sa formation sociale. »

102-103 Pour Beaud, en 1986, les « relais locaux » peuvent chercher à conquérir leur autonomie nationale : créer des alliances avec d'autres Etats-nations. [?]

105 « ... c'est dans chaque pays, dans chaque formation sociale nationale qu'il y a développement et sous-développement ». *Il n'y a pas simplement développement au centre et sous-développement à la périphérie.*

« Au contraire de l'économie dominante, l'économie dominée n'est qu'en partie consacrée à (et organiser pour) la reproduction de "sa" formation sociale ; elle subit les effets d'une spécialisation dépendante constituée à travers l'histoire ; elle est soumise aux influences directes ou indirectes des économies dominantes ; elle doit tenir compte de mouvements de marché, de prix, de changements technologiques, monétaires, financiers ... »

[A nouveau Beaud tourne en rond entre « formation sociale nationale », « économie nationale » comme base de la reproduction de cette formation, puis « système économique », c'est-à-dire capitalisme.]

[Ce que l'on peut tirer de Beaud c'est d'appeler « *capitalisme national* », dans les aires dominantes, les fonctions du capital (et les instances politiques etc. déduites), visant à la reproduction des rapports sociaux capitalistes sur l'aire de l'Etat-nation construit. Le capitalisme national n'est pas une aire géographique, ce n'est pas les capitaux issus ou ayant leur siège dans ce territoire mais les fonctions assumées par les capitaux qu'ils soient originaires de cette aire ou étrangers assumant cette reproduction. Le capitalisme national ce sont des fonctions de reproduction des rapports de production capitalistes sur un territoire.]

XX

XXX

Alain Lipietz : *Le capital et son espace* (La Découverte / Maspéro, 1^{ère} édition 1977, ici édition 1983)

Remarque générale

[La mondialisation du capital n'est pas l'occupation par le capital d'un espace comme s'il y avait un espace, un monde « physique » donné qu'il s'agirait d'emplir. La mondialisation est la constitution, la construction, d'un espace qui est le *monde capitaliste*. Construction de formes de spatialités, objectivation de l'articulation des rapports sociaux et des inégaux niveaux de développement. En liaison également avec les mouvements « nationalistes », la mondialisation n'est pas extension dans un espace existant, le cadre mondial donné n'est ni un espace « géographique » objectif, limité, ni un espace politico-économique que l'on arriverait à considérer de la même façon.]

pp.2-3 L'objet de Lipietz au début des années 1970 : le redécoupage de l'espace français selon les spécialisations nécessaires de la main-d'œuvre.

10 « Quand donc les marxistes se sont-ils souciés de l'espace ? Quand le rapport entre exploités et exploités a pris une dimension spatiale, quand la lutte des exploités a mis en lumière cet enjeu. Marx et Engels ne parlent de l'espace qu'à propos des *origines* du mode d'exploitation capitaliste : *la division du travail*, *la séparation ville/campagne*.

→ la question de l'espace resurgit avec l'impérialisme et les luttes de libération nationale. [??]

→ En France depuis la guerre : la maîtrise de l'espace devient un enjeu de la lutte des classes : résistance des exploités à être traités comme des pions.

12 Qu'est-ce que l'espace lui-même ? Quelle relation avec le MPC ?

→ « Existe-t-il une loi de la valeur de l'espace qui régule spatialement l'activité des capitalistes individuels ? Nous verrons que non. »

→ « Les simples mécanismes économique ne permettent de maîtriser ni les conséquences socio-politiques du développement inégal, ni même les conditions de l'inscription dans l'espace des activités capitalistes, nous en arrivons ainsi au rôle de l'Etat. » [La production de l'espace implique l'Etat. Pas d'espace sans un mode de production qui le produit et pour le MPC pas d'espace sans Etat.]

16-17 Critique de la conception empiriste de l'espace : de la surface disponible qu'on consomme.

19 En géographie (Pierre Georges ; Yves Lacoste) : on montre qu'il existe plusieurs niveaux d'échelles : « ... des espaces différentiels de conceptualisation ». Lacoste pose le problème de leur articulation, mais il ne pose pas le problème de la structure du tout qui commande directement ces variations. » (cf. Althusser)

⇒ Rappporter la différence des espaces à la différence des formes de spatialité *objectivement* déterminées par la nature des différents rapports sociaux étudiés (le choix de l'échelle n'est pas un choix *subjectif*).

19-20 Définition du tout marxiste (Alth)

21 => articulation des spatialités entre les différentes instances des différents modes de production présents.

22 « ... la séparation du producteur direct de ses moyens de production a une dimension spatiale évidente » : **les enclosures ; le mur des manufactures.**

22 « Il est bien difficile d'échapper à la conception empiriste du "contenant" (plus ou moins déformable) : l'espace, et du contenu (plus ou moins contraint) : les rapports sociaux. »

Toute pratique est reproduction : dans un espace déjà donné (autoprésupposition).

24 « ... apparente autonomie de l'espace social par rapport aux activités privées qui s'y déroulent » Dans le MPC, le social comme somme de travaux privés => **l'espace social s'impose comme contrainte => apparente autonomie de l'espace social (Etat).**

23-24 **Dans une société où il n'y aurait pas de différence entre « travail social » et les travaux concrets, la question du rapport entre « l'espace social » et les « pratiques sociales » ne se poserait pas, ce serait l'espace de ses pratiques.**

33-34 « Les sociétés empiriquement définies dans le cadre des Etats-nations existants ne se présentent jamais comme réductible à un mode de production pur, mais comme une "formation sociale" (...) quelles sont les modalités d'articulation ? (...) Quel est le champ de ce complexe ? Une région ? Une nation ? Un ensemble de nations ? »

[Est-ce qu'au lieu de prendre l'Etat-nation comme un cadre existant dans lequel se déploie ce « complexe », ne pourrait-on considérer l'Etat-nation comme *formé* par ce complexe ? Le mode de production dominant formant et définissant son territoire par cette articulation avec d'autres modes de production dans la limite pour le mode

dominant de ses *possibilités* et de ses *nécessités* (pour sa propre reproduction) d'articulation et de subordination des modes de production eux-mêmes fortement territorialisés (agriculture, liaison artisanat – agriculture, propriété foncière précapitaliste). On en revient toujours à la question de savoir pourquoi malgré la concurrence (que Beaud place à la racine des hiérarchies nationales), *les marchands hollandais s'entendent entre eux et affrontent ensemble les marchands anglais ou français*. Le Problème ce n'est pas la concurrence mais ce qui détermine la relative union des capitalistes sur une aire nationale ou plus précisément qu'est ce qui fait que cette union devient et définit alors ce qu'on appelle une aire nationale. C'est ça la BONNE QUESTION.

→ « Le MPC a toujours besoin d'un rapport extra-économique pour prendre pied dans une formation précapitaliste : il doit rompre l'autosubsistance et le circuit fermé de l'artisanat et de l'agriculture ». Est-ce que nous avons là le processus propre au capital de constitution de l'Etat-nation ? Ma thèse est que l'Etat-nation est le territoire, l'espace, conçu par le capital, il faut maintenant ajouter que si c'est d'un territoire dont il s'agit, cela tient à son articulation / désagrégation des modes antérieurs dont il a besoin pour sa propre production et reproduction tout en les désagréant.

→ Dans les pages 66 à 79 (*Accumulation du capital*, Luxemburg, t.2, Maspéro 1969), Luxemburg livre une magistrale synthèse historique du développement du capitalisme aux Etats-Unis dans l'articulation des différents modes de production comme création (production) d'un Etat-nation en tant que territoire : « Le capitaliste combat et repousse partout l'économie naturelle (*cette appellation d'« économie naturelle » est un peu bizarre on la trouve également fréquemment chez Marx dans par exemple le passage à la rente foncière spécifiquement capitaliste, elle désigne les modes d'autosubsistance du producteur direct, la liaison agriculture-artisanat, tout en reconnaissant qu'il y a une instance supérieure, le propriétaire foncier – le seigneur ou l'Etat dans le mode de production asiatique – qui s'approprie en travail ou en nature le surtravail, nda*), la production pour la satisfaction des seuls besoins domestiques (*cela n'a jamais existé, nda*), la combinaison de l'agriculture avec l'artisanat, et leur substitue l'économie marchande simple. Il a besoin de l'économie marchande comme débouché pour sa propre plus-value (*thèse contestable mais ce n'est pas ici l'essentiel, nda*). La production marchande est la seule forme générale sous laquelle puisse se développer le capitalisme. Mais dès que l'économie marchande s'est installée sur les ruines de l'économie naturelle, le capital lui déclare la guerre. Le capitalisme entre en concurrence avec l'économie marchande ; après l'avoir fait surgir, il lui dispute les moyens de production, la main-d'œuvre et les débouchés. Tout d'abord il s'agissait d'isoler le producteur, de l'arracher aux liens protecteurs de la communauté (*créer un territoire abstrait, nda*), puis de séparer l'agriculture de l'artisanat ; à présent le capitalisme se donne pour but de séparer le petit producteur de marchandises de ses moyens de production. » (Luxemburg, op.cit., p.71).

Le processus que décrit Luxemburg est nécessairement spatialisé, il construit et délimite un territoire. En fait ce qui crée la différenciation des territoires dans leurs limites ce sont les inégaux niveaux de développement entre les *émergences* capitalistes. Leur développement inégal détermine là où elles se rencontrent. C'est tout cela le développement spatial du capitalisme comme formation des Etats comme Etats-nations. L'Etat-nation c'est le territoire abstrait de la production et de la circulation marchande. « A l'origine » nous avons les marchands, les usuriers-financiers (moyen-âge) donc A-A'. Mais A-A' doit par nécessité devenir A-A' passant par la production => relations avec la propriété foncière, les propriétaires parcellaires, etc. Donc relations avec d'autres modes de production. La relation entre le capital et d'autres modes de production définis par le

capital (et les capitalistes en cause), leurs relations toujours déterminées avec leur environnement en tant « paysannerie » à expulser ou à intégrer ; *donc limites territoriales déterminées par cette articulation.*

Jusqu'où tel capital marchand (toujours différent dans sa formation d'un autre) peut aller physiquement dans sa relation avec son environnement ? Ainsi se crée dans la période mercantile les frontières (XVI et XVII), au XVIII les choses sont quasiment acquises. Donc, c'est l'articulation que le capital dans sa genèse marchande et financière doit établir avec la propriété foncière et / ou la propriété paysanne parcellaire qui détermine le territoire devenant Etat-nation (rôle essentiel du *fermier* à la fois dans l'ancien et dans le nouveau monde, voir Brenner, Marx la rente en argent, Fehrenbach, *Les fermiers la classe sociale oubliée*, éd. Passés composés 2023). Le fondement c'est l'articulation nécessaire que doit exercer le capital marchand et / ou usuraire en ce que de A-A', il doit devenir A-A' par la production. Mais cette production historique ne va pas de soi et chaque articulation des modes de production a ses limites sociales devenant frontières spatiales.

Donc, le capital ne « choisit » pas l'Etat-nation : il lui faut un territoire parce qu'il lui faut intégrer la *production*. Et c'est cela l'espace, le territoire et, par là-même, les frontières. Chaque capital marchand / usuraire (A-A') s'articule au maximum avec les mêmes contraintes de son articulation (les mêmes mais concrètement chaque fois spécifique). Donc par là il s'unifie sous la construction d'un capital national : les Hollandais, les Français, les Anglais. Cela ne va pas de soi : les guerres continuelles du XVII (sans oublier les guerres de religions au XVI déjà).

C'est ainsi que le capital (A-A') nécessairement devenant A-A' par l'intégration de la production est une articulation (propriété foncière, parcelle) qui le fait territorial et *s'unissant territorialement* de par les caractéristiques propres de son articulation (Vidal Lablache avait vu la solution, cf. préface au Moyen Orient).

Mais, toute articulation se modifie simplement à partir d'elle-même, elle est son propre processus de modification. Les frontières sont toujours instables même une fois l'articulation advenue avec le capitalisme industriel. A ce moment-là, la *hiérarchisation des territoires nationaux existants* est un processus mobile, modifiable, instable de par les caractéristiques de leur existence et de leur insertion nécessaire dans le rapport avec les autres territoires nationaux. Aucun territoire n'existe en dehors de sa relation et comme en dehors du rapport aux autres territoires.

Il y a alors au travers de toutes sortes de conflits et par eux, une unité qui se crée et qui opère sous une idéologie : la nation. Unité constamment instable mais qui se modifie elle-même comme unification entre les divers types de capitaux et même avec la classe porteuse de la force de travail comme toujours le masse disponible même différemment face à tous les capitaux.

La « bonne question » est la suivante : le problème (le véritable mystère) ce n'est pas la distinction et l'affrontement dans la concurrence mais la relative union des capitalistes (comme classe) sur une aire nationale (cette relative union créant l'aire nationale). Ou plus précisément : qu'est-ce qui fait cette union définissant une aire nationale ? Réponse : le passage du A-A' médiéval au A-A' intégrant la production, donc les modalités particulières d'articulation avec la propriété foncière et de la création du travailleur libre.]

45 Différence du procès d'articulation entre France et Angleterre

(Marx, Chapitre inédit, éd. 10 / 18 pages 288 à 295)

[Il est convenu, ce qui n'est pas faux, de relier la persistance en France d'une masse pléthorique d'exploitation de polyculture-élevage à l'alliance contre le prolétariat de la bourgeoisie avec les tenants de la propriété qu'ils soient artisans ou petits paysans.

Cette alliance est sanctionnée par le protectionnisme des lois Méline. Cependant, si un tel compromis a pu prendre forme c'est que ses racines sont plus anciennes (cf. Marx, *Les Luites de classes en France et Le 18 brumaire*)

Dans *Chapitre inédit* (1867, donc bien avant les lois Méline : succession de lois et modifications des tarifs entre 1881 et 1892), Marx lie la différence de développement capitaliste en France et en Angleterre à la relation dans un pays et l'autre à l'agriculture et à l'expropriation des paysans. Ce sont les types de propriété foncière commandant les modalités diverses d'expropriation des paysans qui fonde l'unité territoriale d'une classe bourgeoise industrielle. Une étude fine des divers modes de propriété et des modalités d'expulsion des paysans en Europe occidentale pourrait servir de matrice à la configuration territoriale du capital dans ses Etats-nations. On peut voir la différence entre l'Espagne et le Portugal, les différences à l'intérieur de l'Espagne, de l'Allemagne, de l'Italie, etc. avec les problèmes d'intégration nationale (en France également fermiers du Nord et du Sud – attelage de bœufs ou de chevaux : l'assolement et les rendements ne sont pas les mêmes -). Voir également tous les Etats issus d'une colonisation où l'expropriation fut d'abord celle des « indigènes », puis celle des petits colons (Luxemburg, *Accumulation du capital*, pages citées supra)

« Bien que l'adresse et la technologie puissent être d'un grand effet, il importe essentiellement que l'élément du travail vivant soit prépondérant pour que se développe les manufactures. C'est pourquoi le système de la parcellisation du sol, en empêchant un accroissement de la population, tend indirectement à freiner l'extension des manufactures. Qui plus est, il a cet effet d'une manière direct, en tenant une nombreuse population attachée et occupée à la terre. (...) Devenir propriétaire, posséder une maison ou une parcelle de terre, tel devient aussi le but principal de l'ouvrier d'usine et de presque tous les paupérisés ayant déjà perdu toute propriété : de fait ils ont les yeux braqués sur la terre. Or il se trouve que le processus inverse s'est déroulé en Angleterre. Il suffit de considérer la nature des occupations d'une très importante classe de Français pour saisir que, contrairement à ce qui se passe en Angleterre, l'industrie manufacturière française se compose de petites entreprises. On constate une fois de plus combien l'expropriation des travailleurs de la terre est nécessaire au développement de la grande industrie. [Ici une citation de Marx en note : L'accumulation primitive n'est en fait rien d'autre que le processus au travers duquel les conditions de production deviennent autonomes, en étant séparées des producteurs, transformés en salariés. *Le processus commence dans l'agriculture* (je souligne). " La grande agriculture n'exige pas une plus grand masse de capitaux que la petite ou la moyenne culture, elle en exige moins au contraire ; mais dans ces divers systèmes, les capitaux appliqués à l'agriculture doivent se trouver entre les mains d'un petit nombre d'hommes qui salarient les bras qu'ils emploient." (cf. Mathieu de Dombasle, Annales agricoles de Roville, 1.2, p.218)]

« Le baron C. Dupin a une excellente définition : "l'industrie française est liée au système de tenure du sol". Il dit notamment : Etant notamment le pays de la propriété morcelée et des petits biens-fonds, la France est aussi le pays du morcellement de l'industrie et des petits ateliers." » (...) [*C'est exact, mais la grande propriété en France n'a pas, non plus de son côté, joué le jeu de l'expropriation et de la modernisation : voir infra les notes sur Histoire de la France rurale, t.3*]

« Comme on le voit, les deux pays ont un niveau de développement des forces productives et du *mode de production capitaliste* (souligné dans le texte), à la suite de *circonstances historiques entre autres* (je souligne), qui ont eu un effet complexe sur la *grandeur respective de la concentration des moyens de production* qui dépend de *l'expropriation* (je sur souligne) plus ou moins grande de la masse des producteurs immédiats.

« L'accumulation capitaliste est tout le contraire de l'épargne et de la thésaurisation *des producteurs immédiats* – bien supérieurs en France qu'en Angleterre (voir infra notes sur *Histoire de la France rurale*). Le » degré où le *surtravail* des producteurs peut être "épargné", "thésaurisé", "accumulé" et rassemblé en grande masse – bref être concentré et utilisé *comme capital* – correspond très exactement au degré de thésaurisation du surtravail. Il dépend donc du degré où la grande masse des producteurs réels est dépouillée des conditions nécessaires à l'"épargne", à la "thésaurisation" et à l'"accumulation", étant privée de toute possibilité de s'approprier son propre surtravail du fait qu'elle est expropriée de ses moyens de production. » (Fin de la longue citation de Marx)

[*C'est là qu'il faut raccorder les notes sur la France rurale, t.3*]

MAIS →

Cette union en classe capitaliste nationale qui produit et nécessite ce que l'on appelle l'Etat (voir le cas paroxystique du « despotisme éclairé ») si elle a une sorte d'acte de naissance dans son articulation à la propriété foncière et à l'expulsion des paysans n'acquiert jamais une nature fixe, elle est constamment en mouvement. On peut cependant considérer qu'elle traverse plusieurs phases. Cet « acte de naissance » est ouvert à tous les conflits intérieurs et extérieurs, qui vont modifier les configurations entre les aires nationales, mais cette modification suivra dans des linéaments souvent fortuits, parfois nécessaires, la « carte génétique » de leur conception et de leur naissance.

57-58-59

- → *Mercantilisme* (Smith : la « loi des coûts absolus »)
Commerce extérieur au-delà du marché intérieur paysan ; dissolution artisanat
- → *Stade concurrentiel* (?) (est-ce que l'appellation est bonne ?)

Malgré l'appellation : la « loi des avantages comparatifs » (Ricardo). Les ensembles nationaux créés se modifient et surtout se hiérarchisent. Se hiérarchisant, ils se « figent » ; cette « fixation » renforce leur unification interne (unification de la classe bourgeoise qui se spécialise créant un intérêt commun vis-à-vis des autres constructions nationales – toujours insister sur le fait que les constructions nationales sont un système de nations), simultanément (dans le même processus) apparaît « *l'échange inégal* » qui configure la classe bourgeoise des pays dominés et dominants dans un même ensemble avec leurs classes dominées, ouvriers et paysans qui deviennent les « pauvres de la planète ». Même ensemble extrêmement conflictuel dans les pays dominés dans la mesure où la classe dominante n'assure sa reproduction et son insertion internationale que par une exploitation éfreinée des classes dominées (la productivité étant entravée par le système même des échanges)

- → *Stade monopoliste international* (?)

La constitution des différences par lesquelles se forment ce que l'on peut qualifier d'« unité » sur une aire nationale se poursuit dans ce qui peut entraîner la modification de ces aires nationales dans ce que Lipietz qualifie de « stade monopoliste international » (Lipietz passe totalement à côté des notions de subsumption formelle et subsumption réelle avec l'intégration de la reproduction de la force de travail).

« Dès qu'apparaissent pour le capital du centre les moyens formels (capital financier) et réels (capital d'ingénierie) de se délocaliser, il aura tendance à se redéployer mondialement en intégrant cette fois directement les formations sociales dominées à son procès. » (Lipietz, p.59). *Directement et non plus seulement par l'échange.*

→ **La double existence du travailleur : cette double existence est une déconnexion entre reproduction de la force de travail et valorisation du capital.]**

61 L'échange inégal (sens large et sens restreint) tend à fixer / formaliser des aires plus ou moins homogènes où vis-à-vis de l'extérieur (une aire n'apparaît comme homogène qu'en rapport à un extérieur) règnent des conditions de production (composition organique, productivité, niveau de salaire) « identiques ».

64 Le cas de l'accumulation autocentrée

70 Retour sur les « coûts comparatifs » de Ricardo :

« En réalité, l'interprétation marxiste de cette théorie montre que l'inégale productivité du travail est liée à une inégale composition technique et organique du capital, et que l'échange aux coûts comparatifs est lui-même un échange inégal (en valeur-travail) aboutissant à une inégale capacité d'accumulation. » (sur l'échange inégal retour à la p.60).

82 « Nous touchons à la description d'une économie capitaliste mondiale au stade de l'intégration, où le développement inégal des régions mondiales (définies comme zones homogènes d'articulation des modes de production et de domination réelle du capital) permet au capital monopoliste de redéfinir l'allocation du capital et le procès de travail international ; *en appréhendant ces différences mêmes comme fonctionnelles à la division du travail, à l'intérieur d'un procès de valorisation du capital unique* (je souligne), lequel procès d'ailleurs reproduit les inégalités de développement entre régions autocentrées et extraverties. »

89 **[Les différenciations nationales sont toujours mobiles entraînant les frontières avec elles ou la création d'ensembles régionaux franchissant ces frontières]**

« D'une façon plus générale la *restructuration spatiale* de processus productifs est toujours la trace d'une *restructuration du rapport entre les classes* et en particulier l'effet de la lutte que mène le capital pour décomposer et recomposer la classe ouvrière... »

[Dans la restructuration des années 1970-80 : mondialisation comme restructuration du rapport entre les classes et vice versa (voir TC 22, le chapitre sur la mondialisation)]

90 « La structuration de l'espace est la dimension spatiale des rapports sociaux, et, ceux-ci étant lutte des classes, la structuration de l'espace est lutte des classes, non seulement en ce qu'elle en est le produit, mais en ce qu'elle en est un enjeu et même un moyen. C'est parfaitement évident au stade de l'accumulation primitive, dans la première phase l'articulation **[Voir Marx, *Manuscrits de 1861-1863* sur la violence d'Etat nécessaire au début du MPC]** **[Cette structuration de l'espace par la violence d'Etat est la naissance de l'Etat-nation dans l'articulation entre A-A' et la production de main-d'œuvre - de force de travail libre – articulation qui crée l'unité d'une bourgeoisie nationale en tant que relation commune aux modalités d'expropriation des paysans. Mais il y a une action en retour des paysans, cf. la Révolution française – Aguhlon in Histoire de la France rurale, t.3]**

Suite de la citation : « C'est la même lutte, principalement politique, menée par la bourgeoisie contre les "masses pauvres" des anciens modes de production, qui, d'un même mouvement, enclot les communaux, organise l'exode rural, ouvre manufactures et Workshop, traque les vagabonds. Plier le prolétariat aux besoins spatialement déterminés par l'accumulation du capital devient dès ce moment un impératif constant, et le reste dans les stades ultérieurs du capitalisme. »

91 → **toujours renouveler et approfondir la dépossession et la séparation des producteurs directs d'avec les moyens de production. Remise en cause de la force collective du prolétariat, délocalisation : la séparation est toujours une lutte spatiale. Retrouver le passage où Marx écrit que dépossession n'est jamais achevée, cité dans TC 27.**

93 [Les inégalités régionales résultant des modes de formation de l'espace capitaliste dans son articulation aux modes de production antérieurs, sont le point d'appui des réorganisations spatiales du capitalisme national. Réorganisation régionale surdéterminée par la relation induite et constitutive de chaque capital national avec les autres aires nationales, relation par laquelle chaque aire nationale existe. La constitution d'une aire nationale est un procès par nature toujours inachevé dans la mesure où les contraintes et les conditions nées de sa propre existence le modifient sans cesse. D'où l'identification fréquente sous le terme d'Etat entre l'institution et le territoire. Page 129 citation de Lacoste : « L'espace n'est ni neutre, ni innocent, il est un des champs d'action par excellence des forces politiques. *L'Etat est aussi une entité géographique et l'appareil d'Etat organise l'espace géographique* de façon à exercer son pouvoir sur les hommes. ». L' « identification fréquente » est absolument légitime.]

95 Il existe toujours un rapport entre la division interrégionale du travail et la division internationale du travail. [Relation dans et par laquelle l'Etat-nation – même dénationalisé – se renouvelle continuellement]

108-109-110 : La rente ne suffit pas à réguler la distribution de l'espace, il faut l'intervention de l'Etat. [?]

121 [L'aménagement interrégional de l'espace sur une aire nationale présuppose une division internationale de l'espace (stations de ski ou espaces industrialo-portuaires).]

125 « L'intervention publique (l'Etat) (...) vise à pallier l'incapacité de l'initiative privée à susciter le développement de l'espace social (...) il s'agit plus profondément de l'inexistence d'une "loi de la valeur dans l'espace" de l'absence d'un mécanisme de régulation économique permettant de résoudre la contradiction "social / privé" (attention ici privé désigne la production privée, particulière et indépendante, nda) dans sa dimension spatiale. »

[Lipietz a défendu auparavant l'incapacité de la rente foncière à être cette loi de régulation de la distribution de l'espace]

128 [L'espace social est la dimension spatiale de la société considérée comme totalité, cet espace est produit dans l'articulation, toujours socialement limitée dans ses modalités du capitalisme avec les modes de production antérieurs essentiellement à base agraire. Cet espace est le produit de l'activité collective indépendante des activités particulières, il s'impose à chacune d'elles comme puissance étrangère, il entretient alors un rapport à la fois spécifique et nécessaire avec l'institution représentant « l'intérêt collectif » : l'Etat. L'espace social est celui de l'Etat.]

132 « L'activité urbanistique et planificatrice de l'Etat répond directement et explicitement à la carence d'une loi de la valeur dans l'espace »

135 (la note 9) : [Ce qui suit assez proche mais pas vraiment de ma thèse générale] « Plus profondément, la *constitution même* de la nation (et son parachèvement, la formation de l'Etat national) est le *processus* même par lequel une classe s'érige en classe dirigeante, hégémonique sur l'ensemble du peuple d'un territoire donné (voir E. Terray, chap I, note 22). C'est pourquoi le découpage des Etats nationaux est purement généalogique : il n'existe pas de frontières naturelles (ni géographique, ni de langue) Il peut arriver qu'un Etat-nation soit de construction tout à fait artificielle, produit d'un compromis entre les classes dominantes des nations dominantes déjà constituées : c'est le cas de la Belgique, des Etats africains, etc. certains de ces Etats peuvent ultérieurement devenir de "vraies" nations (suivant le déroulement des luttes de classes internes).

« On peut alors se demander (c'est le problème inverse de celui qui est posé ici) ce qu'il advient de ces Etats nationaux quand les rapports de production capitalistes, et par conséquent la bourgeoisie elle-même, s'internationalisent (...) Pour ma part, je pense que la définition que je donne ici de la spécificité du cadre national reste largement valable dans tous les cas, même dans des "Etats fantoches". Reste donc à préciser la question des rapports politiques au sein de ce que j'évoque sous le nom de "bloc impérialiste multinational". Je pense que les intérêts locaux du capitalisme multinational restent principalement défendus par les Etats nationaux locaux, mais qu'il existe des embryons d'appareils d'Etat multinationaux, qui s'appuient sur l'appareil d'Etat de l'Etat dominant. [Cette dernière proposition est très proche de celle défendue 40 ans après par Sassen].

« Par exemple, en ce qui concerne un bloc Europe-Afrique (lui-même rattaché à la chaîne impériale atlantique), on peut considérer que l'Etat Ouest-allemand joue déjà, pour son propre compte, ou au titre de proconsul des USA, un rôle d'appareil multinational. Dans ce cadre l'Etat français pourrait jouer le rôle de "ministre des affaires méditerranéennes et africaines" et pour ce faire pourrait s'appuyer sur les appareils d'Etat locaux (Maroc) ».

[Sur toute cette fin de la note, voir Beaud « Le système national mondial hiérarchisé » et Sassen]

XXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXX
XXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXX

Marseille au XVIII^{ème} s. (éd. musées de Marseille 2016)

1669 (Louis XIV) : la ville acquiert un statut de port franc, les lignes douanières sont reportées aux extrémités du terroir marseillais (p.18).

« Des marchandises de toutes sortes sont débarquées, triées, transformées ou conditionnées dans la ville puis redistribuées. Les Marseillais tiennent ainsi en Méditerranée du Nord le

marché de la morue sèche. Les bateaux de St Malo et Granville qui vont prendre le poisson au large de Terre-Neuve l'apporte à la fin de l'été dans le Lacydon. Marseille voit cependant se restreindre dans les dernières décennies de l'Ancien Régime ses débouchés italiens et espagnols face à la concurrence anglaise, ce qu'elle compense par la montée de la consommation intérieure dans le Sud-Est et par les expéditions aux Antilles. » (pp. 18-19).

19 « En liaison avec le commerce intérieur ou extérieur, des manufactures sont créées, dont les productions sont largement exportées hors de la ville » [**donc il faut une main-d'œuvre : passage du capitaliste marchand au capitaliste industriel, donc réorganisation du territoire pour créer cette main-d'œuvre. Et surtout, fluctuations dans la production d'un territoire national.**]

« Le cas de l'indigiennage (impression des toiles de coton) est plus incertain. L'importation ou la fabrication des indiennes ont été interdites dans le royaume en 1686. Mais en 1703, Marseille a obtenu une dérogation, à condition que ces toiles soient réservées à sa consommation et à l'exportation. A partir de 1759 la prohibition prend fin et les Marseillais sont confrontés aux taxes qui frappent leur production à l'entrée dans le royaume – contrepartie de la franchise du port – et surtout à la concurrence des productions de grande qualité de la manufacture d'Oberkampf à Jouy-en-Josas. »

[Marseille : un exemple des aléas et des conflits dans la construction d'un territoire national dans le passage de A-A' à A – m.p – A'.

Le principe du caractère mouvant des douanes, franchises et privilèges, se trouve dans le passage du capital marchand et/ou bancaire au capital industriel (c'est-à-dire A-A' passant par la production où la valeur ne se perd pas). Le capital industriel se constitue comme ensemble et reproduction dans la péréquation possible des profits. Possibilité que l'Etat encourage, avalise, organise à partir de conditions existantes qui tiennent quant à elles aux structures de la paysannerie, structures et « expulsions » qui ne peuvent être contraintes que jusqu'à un certain point. Le « certain point » qui crée les frontières et la Nation. Le MPC dans son passage au capital industriel ne choisit pas « l'Etat-nation » il le produit.

L'Etat-nation c'est un processus d'élaboration du capital industriel (dans sa contradiction, celle que lui-même a produit) avec la paysannerie – le travailleur libre. La fabrication du travailleur libre ne s'achève pas dans un moment historique déterminé avec la séparation de ses moyens de travail et de subsistance. Il doit être selon les circonstances construites par les nécessités de valorisation du capital toujours *absolument libre*. Absolument libre de toute attache ou origine (formation) territoriale, si ce n'est que le capitalisme intègre cette attache, cette origine et cette formation territoriale en les recomposant comme siennes dans la composition valeur de la force de travail.

La séparation n'est jamais achevée. A partir de la séparation initiale, le capitalisme renouvelle sans cesse ce dont le travailleur libre doit être séparé.

L'Etat-nation est inhérent au MPC en ce qu'il est A – m.p – A'. La production de l'Etat-nation a été un processus continu jusqu'à une sorte de renversement historique effectué dans la restructuration des années 1970-1980. L'« essence » de l'Etat-nation c'est la relation (*nécessaire, contrainte, conflictuelle*) de la formation du capital industriel avec la paysannerie. Elle doit devenir main-d'œuvre libre ; force de travail ; mais aussi production de matières premières donc transformation « imposée » des pratiques agricoles. Cette relation constitutive du capital industriel construit un espace limité, tendanciellement homogène (frontières). Cette relation-production a des contraintes (frontières) : les modalités de production sociale du travailleur libre (très variables selon

les zones). Modalités qu'il s'agit souvent même d'unifier par la force qui préside constamment à la formation de l'Etat-nation dans sa relation à la paysannerie selon les territoires, et qui persiste tout au long du XIX et première moitié XX. En France : « vivre au pays », la planification française sort les fils et filles de paysans bretons et normands des fermes : la régionalisation hiérarchique planifiée des territoires dans les années 1950-1960.]

En France, voir *Histoire de la France rurale*, t.3 :

- a) les migrations internes deviennent vers 1830 une amorce d'exode rural.
- b) La « première désindustrialisation » qui en concentrant la production industrielle unifie le territoire comme national.

Le capital industriel est toujours une relation d'absorption / élimination de la paysannerie, évoluant selon sa propre histoire / dynamique. L'Etat-nation c'est l'histoire de la relation du capital industriel avec la production puis l'existence du travailleur libre, histoire qui n'est jamais achevée, se transforme, se reproduit (tout bascule dans les années 1970-1980).

XXX
XXX

Histoire de la France rurale, t.3
1789-1914
« Apogée et crise de la civilisation paysanne »

[La problématique développée jusqu'ici dans les notes précédentes fait de la paysannerie une simple « victime » (sauf une référence rapide aux fermiers). Victime des expropriations, des expulsions, de la nécessaire production de la force de travail libre. Mais si nous nous en tenons à l'exemple français qui en 1789-92 invente la notion d'Etat-nation, la forme et la réalité de l'Etat-nation (voir *Les mots de la Géographie*) les paysans (il faut déconstruire cet ensemble) ou la « paysannerie » s'impose dans la révolution bourgeoise. *Et la révolution bourgeoise, avec l'Etat-nation, ne s'impose que par la paysannerie* dans les conflits même qui la traversent et par eux. La nécessité capitaliste de la création du territoire national, dans la révolution bourgeoise, s'impose « par derrière », *comme conjoncture*, à tous ses acteurs. Au travers du conflit, de la connexion, des alliances avec la paysannerie (elle-même divisée), le territoire national s'impose à la bourgeoisie.]

→ Revenir sur la séquence cahiers de doléances ; Etats généraux ; prise de la Bastille ; « Grande Peur » ; nuit du 4 août (Aguilhon : *La révolution et l'Empire*)]

[A côté du mode de production féodal que Samir Amin qualifie de « mode de production tributaire périphérique », ou antérieurement à lui, se trouvent majoritairement des modes de production tributaires dont l'empire est la forme politique. Le tribut est centralisé, il peut exister des marchands, de grands navigateurs assurant des échanges sur des « économies-monde » mais la paysannerie est liée au sol contrairement à l'Europe occidentale (malgré la formule consacrée concernant le serf). Les marchands recyclent le tribut dans les classes dominantes, mais ne parviennent jamais à s'émanciper d'elles. C'est la dispersion médiévale des échanges qui s'infiltre partout dans tous les pores de la société qui assure, qui constitue, la matrice d'où émergent la bourgeoisie et le capitalisme. Tout s'est joué sur la *rencontre* de la communauté antique classique et de la communauté germaine. Comme le montre la Chine, l'Inde, les civilisations amérindiennes, etc., le capitalisme n'était pas une nécessité inscrite dans « l'Histoire de l'humanité »]

La contradiction du servage (TC 1, 1977, pages 45 à 49) :

(En ce qui concerne les citations des « Formes antérieures » la traduction Anthropos diffère énormément de celle Pléiade et même l'organisation des paragraphes. Cependant le sens général demeure identique.)

La commune antique se fonde simultanément sur le rapport entre eux d'individus objectifs et sur l'indépendance de leurs rapports sociaux. La tendance et la possibilité d'extension de la commune contenues dans l'indépendance de la communauté se heurtent au fait que cette communauté indépendante n'est que l'autonomisation des rapports *d'individus objectifs*.

Dans la commune antique, « la propriété commune, sous forme de propriété d'Etat, - *ager publicus* – est séparée de la propriété privée [elle-même « clanique » **mais différenciée de la propriété commune, dans cette différence naît la plèbe que gonfle plus tard l'extension de l'empire, voir *L'origine de la plèbe romaine*, Références]**. Ici, la propriété de l'individu n'est pas propriété immédiate de la commune, comme dans la première forme (forme asiatique) où elle est liée à la commune, l'individu n'étant que possesseur. Il y a des circonstances où la propriété individuelle ne requiert pas un travail collectif pour pouvoir se valoriser (contrairement à ce qu'il se passe en Orient avec l'irrigation et la régulation des eaux) » (Marx, *Les Formes antérieures*, « Fondements », éd. Anthropos, t.1, p.439). Si la propriété de l'individu n'est pas propriété immédiate de la commune, inversement la commune possède en tant que telle une existence économique. La simple existence de la ville en tant que telle est autre chose que la multitude des maisons indépendantes. Le tout n'est pas

composé ici de la somme des parties. C'est en quelque sorte un organisme autonome, la commune existe en dehors des assemblées (tout cela différencie la commune antique de la commune germaine, voir plus loin).

Non seulement la guerre est pour la commune la grande tâche collective, le grand travail commun exigé soit pour s'emparer des conditions matérielles d'existence, soit pour défendre l'occupation existante, mais encore elle devient la raison d'être de cet organisme autonome qu'est la commune, elle contient d'autre part le développement de l'esclavage et la concentration de la propriété. Par l'extension des conquêtes (ce qui n'est que la propension naturelle de l'autonomie de la commune à se perpétuer et se renforcer), par l'extension de l'esclavage se développe la contradiction qui oppose la commune devenant un organisme de plus en plus autonome et le fait qu'elle ne demeure que le rapport de propriétaires libres et égaux, que le rapport d'individus objectifs. Jusqu'à son autonomie toujours contradictoire avec son fondement : suprématie de l'armée, de plus en plus formée de corps étrangers, qui à Rome choisit l'empereur. Déjà Octave-Auguste déclare à propos des sénateurs : « Odiunt ut timeant » (« Qu'ils me haïssent pourvu qu'ils me craignent »).

Cependant, le développement de la contradiction entraîne la dissolution de ces liens objectifs, c'est-à-dire l'appropriation de la terre publique par les patriciens qui représentent la décadence de la commune antique et de la contradiction qui la présupposait : d'une part, l'autonomisation de plus en plus manifeste de la commune et, d'autre part, la dissolution des liens objectifs qui unissent les individus à la commune. Rome en arrivera à accorder la citoyenneté romaine à tous les individus libres de l'empire et de l'empereur un étranger à la « gens ».

Toute l'organisation sociale du « Bas-Empire » (réformes de Dioclétien) tend à résoudre cette contradiction en fixant les individus dans leur fonction, en faisant de la fonction quelque chose d'inhérent à l'individu, mais fonction par rapport à l'Etat (Voir Latouche, *Les origines de l'économie occidentale*, éd. Albin Michel). Le rapport originel entre la commune et les citoyens est ainsi renversé. L'Empire proclamait par là-même sa caducité et sa dissolution, l'unité *objective* sur la contraction de laquelle il était fondé se réduisait à une forme politique autonome (indépendante). La commune antique dans sa merveilleuse autonomie proclamait elle-même qu'elle n'était plus une nécessité pour la reproduction des individus. Le développement de l'Empire politiquement et géographiquement était parvenu à un point où son affrontement-conjugaison avec les peuples germaniques constitua le dépassement de sa contradiction [le *limes* n'est simplement une limite militaire, il fixe là où la communauté antique ne peut plus accéder même au prix de sa transformation et de son accommodation comme avec les « cités » et la hiérarchie des « princes » gaulois. Au-delà du Rhin et du Danube, Rome (la commune classique) n'a plus de point d'appui pour asseoir sa conquête.

« Dans la forme germanique, le paysan (possesseur) n'est pas un citoyen d'Etat, c'est-à-dire se référant à une appartenance urbaine. La base c'est l'habitation familiale isolée et indépendante, garantie par l'association avec d'autres habitations semblables d'une même tribu. ; les assemblées convoquées à l'occasion des guerres, du culte et d'arbitrages juridiques, etc. constituent cette garantie mutuelle. La propriété foncière individuelle ne s'impose pas ici à la propriété foncière de la commune et n'est pas médiatisée par elle, au contraire. La commune n'existe que dans les relations mutuelles des propriétaires fonciers en tant que tels. La propriété communale n'y est que le complément collectif des habitations individuelles de la tribu ainsi que de la terre appropriée. La commune n'est pas la substance dont l'individu n'est qu'un accident ; elle n'est ni cet ensemble qui serait unité réalisée tant dans l'idée que dans l'existence de la ville et de ses besoins, en étant distincte des besoins individuels ; ni cette unité réalisée dans le territoire urbain qui a une existence propre, distincte de l'économie particulière du membre de la commune. Mais c'est à la fois la communauté de langue, de

sang, etc., base de l'individu, et l'assemblée effective des propriétaires, en vue de fins collectives. Certes, la commune a une existence économique propre dans les terrains communs de chasse, de pâture, etc., mais chaque propriétaire individuel les utilise à ce titre, et non en qualité de représentant de l'Etat, comme à Rome : c'est une propriété vraiment commune des propriétaires individuels, et non une propriété de la société de ces propriétaires qui, dans la ville, ont une existence distincte de celle qu'ils ont en tant que propriétaires individuels. » (Marx, *Fondements ...*, éd Anthropos, t.1, p.446).

Ce n'est pas la forme germanique en elle-même qui est le dépassement des contradictions inhérentes à la commune antique classique, c'est l'organisation sociale qui résulte de l'affrontement de cette forme là avec l'Empire romain dans lequel elle s'est coulée.

« A l'encontre de la Grèce et de Rome, le développement féodal débute donc sur un terrain bien plus étendu, préparé par les conquêtes romaines et par l'extension de l'agriculture qu'elles entraînaient initialement. Les derniers siècles de l'Empire romain en déclin et la conquête des barbares eux-mêmes anéantirent une masse de forces productives : l'agriculture avait décliné, l'industrie était tombée en décadence par manque de débouchés, le commerce était en sommeil ou interrompu par la violence, la population tant rurale qu'urbaine, avait diminué. Cette situation donnée, et le mode d'organisation de la conquête qui en découlait, développèrent, sous l'influence de l'organisation militaire des Germains, la propriété féodale. » (*Idéologie allemande*, éd Sociales, p.48). Mais, il faut continuer à lire : « Comme la propriété de la tribu et de la commune, celle-ci repose à son tour sur une communauté en face de laquelle ce ne sont plus les esclaves, comme dans le système antique, mais les petits paysans asservis qui constituent la classe directement productive.. » (ibid). La suite : « Parallèlement au développement complet du féodalisme apparaît en outre l'opposition aux villes ». **[Il serait intéressant de savoir quel terme emploie Marx pour « opposition » : le développement des villes est conflictuel mais à la fois inclus dans la nature même du féodalisme et de sa contradiction originelle].**

Dans le féodalisme, les individus qui entrent en rapport sont des individus objectifs, ils entrent en rapport en tant que membres d'une communauté, mais celle-ci n'a pas d'existence indépendante autre que le rapport entre le travailleur et le non-travailleur (servage) et entre les non-travailleurs (hommage). De même que chez les Germains la communauté n'a pas d'existence autonome propre différente de la multitude des relations que les individus entretiennent entre eux, c'est leurs propres rapports immédiats en tant que tels qui les dominent parce que du fait de la conquête l'organisation sociale des Germains n'est plus la relation de propriétaires se définissant ainsi comme travailleurs, mais elle est devenue une organisation de classe, elle organise selon son mode une société de classes.

La propriété féodale et le rapport du serf ou du vilain au seigneur incluent que la communauté fait totalement face au travailleur en la personne du non-travailleur, mais simultanément cette indépendance est posée contradictoirement comme le rapport immédiat entre le travailleur et le non-travailleur. Ainsi le féodalisme renouvelle la contradiction de la commune antique mais à un niveau supérieur, il la renouvelle en ce que l'indépendance des rapports sociaux exprime la limite d'individus objectifs ; à un niveau supérieur car le rapport du travailleur au non-travailleur ne laisse en propre au premier que ses moyens de subsistance.

L'élément fondamental du Moyen-âge et pas seulement du féodalisme qui ne commence qu'au X, c'est la propriété individuelle de la terre, propriété individuelle qui est constamment médiatisée par l'appartenance à une communauté, que cette communauté soit le village (vicus), la villa ou la seigneurie. Dans tous ces cas, l'exploitation de la terre est individuelle ou plutôt familiale, et dans tous ces cas également le caractère indépendant de la communauté ne prend pas une forme différente de la relation immédiate soit des travailleurs entre eux soit du travailleur au non-travailleur. L'importance du féodalisme consiste dans le fait qu'il généralise le rapport du travailleur à sa communauté comme un rapport du travailleur au

non-travailleur. En effet cela n'est pas le cas dans le village (*vicus* : rapport entre travailleurs) et le système de la villa aux époques mérovingiennes et carolingiennes est loin d'englober toutes les terres ; de plus, souvent la villa n'est qu'un regroupement de villages.

Cependant, même si fondamentalement l'exploitation est individuelle, le *vicus*, la villa ou la seigneurie proviennent de ce que cet exploitant individuel ne l'est que comme membre d'une communauté ; cette communauté n'est que la relation immédiate qu'ils entretiennent entre eux. Toutes ces formes témoignent de l'importance qu'avait la coopération, mais *coopération d'individus objectifs et simultanément exploitants individuels*, elle ne pouvait être qu'une coopération directe, immédiate, en vue de certaines tâches particulières, ou en vue de la réalisation d'instruments nécessaires à chacun. De quelque manière que se présente cette coopération, elle est la mise en commun de leurs forces par des individus objectifs, limités, d'où le caractère local de la puissance indépendante d'eux que revêt cette communauté car identique aux liens immédiats des individus.

Ainsi la seigneurie en tant que communauté limitée n'exprime que la propre limite des individus et les rapports qui leur sont inhérents. Mais face à la seigneurie, pour ces individus, leur propre limite devient une contradiction qu'ils doivent abolir. Leur propre limite étrangère à eux, dans la personne du seigneur, devient la contradiction entre d'une part, le mode individuel de leur exploitation et, d'autre part, leur existence d'individus objectifs. Cette contradiction se mue en contrainte externe et cela d'autant plus que leur objectivité les définit comme *exploitants individuels*. Leur propre limite, c'est-à-dire leur appartenance à une communauté qui se présente face à eux qui sont exploitants individuels, n'apparaît pas comme la condition de leur reproduction, mais comme quelque chose d'extérieur, une entrave. Le cadre de la seigneurie éclate, le paysan devient un paysan libre, c'est-à-dire que son rapport à la terre ne se présente plus comme quelque chose d'inhérent à son individualité mais comme son œuvre. « En Angleterre, le servage avait disparu de fait vers la fin du XIV. L'immense majorité de la population se composait alors, et plus entièrement encore au XV, de paysans libres cultivant leurs propres terres, quelques fussent les titres féodaux dont on affubla leur droit de possession. Dans les grands domaines seigneuriaux, l'ancien bailli, serf lui-même, avait fait place au fermier indépendant. » (Marx, K, t.3, p.157).

[Digression historico-conjoncturelle]

Dans la seconde moitié du XV^e siècle, la guerre, les épidémies et les migrations ont multiplié le nombre de villages abandonnés, les friches se développent. Le repeuplement intervient à la fin du siècle et s'accompagne, grâce aux capitaux urbains du développement de l'élevage. Les anciens propriétaires seigneuriaux sont quelque fois (de façon non négligeable) remplacés par des bourgeois ; la dépopulation favorise les tenanciers qui obtiennent des conditions plus favorables. La part que le seigneur exploite en propre (la réserve) diminue à la suite de la hausse des salaires (souvent constituée presque exclusivement de forêts, elle est mal exploitée, voir *Histoire de la France rurale*). Le servage devient de plus en plus rare soit par le développement du fermage ou du métayage, soit par le « déguerpissement vers les domaines en quête de main-d'œuvre.

Fin XV^e siècle, début XVI^e : « Les paysans moins assujettis à leurs seigneurs ; bénéficient du recul accéléré du servage, comme de l'allègement (conquis à la faveur du marasme) des charges et des redevances qu'ils doivent. En revanche, ils commencent à sentir sur leurs épaules une fiscalité royale passagère au départ, et maintenant continue. Dans le nord, une aristocratie de "marchands-laboureurs" s'implante et s'enracine... » (Hugues Neveux, in, s/dir Duby et Wallon, t.2, p.16-17)

« Sans doute la seigneurie, qui de toute façon conserve de très beaux restes, se relèvera-t-elle assez vite, après 1450 et plus encore après 1500, de ses ruines. Mais elle le fera sur des bases assez différentes de celles qui furent les siennes avant sa plongée au gouffre. Et

c'est ici qu'intervient le rôle déjà signalé de l'Etat ! Le long séisme de 1348-1440 a en effet sérieusement malmené les fondations du corps social. Mais, ô paradoxe, il n'en a pas détruit les superstructures, du moins les plus aériennes, celles qui concernent le gouvernement des hommes ! Pendant les XIV^e et XV^e siècles (...) le secteur étatique et ses officiers (eux-ci enracinés dans les petites villes quelquefois affaiblies, mais toujours vivantes) persévérèrent obtusément dans leur être qu'ils accroissent même. Ils agrandissent parfois, ils n'abandonnent pas, en tout cas, leurs pouvoirs de droit public ; ceux-là même que la seigneurie ci-devant "banale", dans des temps plus anciens, s'arrogeait sur ses dépendants. L'Etat du XV^e siècle continue même à court-circuiter de plus belle les justices locales. Il conserve ou confisque par conséquent l'exercice de cette "contrainte extra-économique" qui, à supposer que les classes seigneuriales l'eussent conservée dans une mesure suffisante, aurait pu seule pallier la défaillance de l'économie proprement dite, et regonfler pour ainsi dire de l'extérieur le revenu de la seigneurie. Celle-ci perd donc quelques-uns de ses crocs, déchaussés par les crises ou limés par les légistes du Roi ! Or, au moment même où elle est ainsi rognée au sommet, elle est contestée à la base, les communautés paysannes, dignifiées par l'Etat qui leur confie le soin de lever les impôts, récupèrent d'autre part (grâce à l'achat ou à l'usurpation) l'usage des rivières et la possession des fours, jadis détenus par les seigneurs. Dans l'ensemble, ceux-ci frustrés pour une part de leur puissance et de leur richesse pallient donc difficilement la baisse de leurs rentes foncières. Les plus grands ou les plus malins la compensent tant bien que mal par le service de l'Etat. » (Le Roy Ladurie, in *Histoire économique et sociale de la France*, t.1, s/dir Braudel et Labrousse, pp.527-528).

La fin du servage est « conjoncturelle », mais une conjoncture ne fait que rendre effective les contradictions de longue durée.]

En outre, non seulement le mouvement que nous venons de survoler nous mène de la dissolution de la commune antique à celle du servage, mais encore il inclut la dissolution des villes antiques et la lente formation de communautés urbaines ayant un tout autre contenu. La prédominance de la ville dans l'antiquité n'est que l'expression du fait que la communauté existe en propre comme puissance étrangère aux relations immédiates des individus (elle possède en propre une terre publique), la communauté a une vie particulière. « Chez les Anciens dont les Romains nous fournissent l'exemple le plus classique, dans sa forme la plus pure et la plus achevée, la propriété foncière de l'Etat s'oppose à la propriété foncière privée, que cette dernière soit médiatisée par la première, ou que la première apparaisse sous cette forme double. C'est pourquoi le propriétaire foncier privé y est en même temps citoyen urbain. Du point de vue économique, la citoyenneté se ramène à une figure simple : le paysan, habitant de la ville. » (*Fondements*, t1, p.446). Le développement de l'esclavage fera tout simplement de ce paysan un habitant de la ville de façon permanente. De cette façon, que ce soit grâce aux tributs de la conquête ou à l'esclavage, la ville antique va devenir un centre exclusif de dépenses, elle va être un corps parasite. La contradiction de cette forme de communauté que l'Empire romain, comme on l'a vu, mène à son paroxysme, contient dans sa résolution la dissolution de ces villes, et le ralentissement général de toute vie urbaine. Cependant, ce qui est d'une part la dissolution des cités antiques, le fait que la communauté ne possède pas d'existence différente des relations immédiates des individus, pose d'autre part les bases de la lente formation d'un nouveau type de vie urbaine. En effet le mode individuel d'exploitation d'individus objectifs qui s'exprime par une communauté limitée, pose que les échanges effectués entre seigneurie ou entre villa ne sont pas seulement le fait du représentant de la communauté, pose que ces échanges peuvent affecter non seulement le surproduit mais encore la partie de la production que le paysan destine à sa propre reproduction (le but de l'échange étant une valeur d'usage différente). Ainsi le mouvement qui mine le cadre de la seigneurie : la contradiction entre la mise en valeur individuelle et pour l'individu son

caractère objectif qui est une entrave, a pour développement nécessaire la création d'une coopération entre les diverses branches d'activités entre les hommes plus large que ce cadre. Durant l'époque mérovingienne et carolingienne, les marchés se multiplient et ce sont principalement des marchés locaux qui avaient pour centre la demeure du représentant de la communauté, que celle-ci prenne une forme religieuse, militaire ou plus directement « économique ». C'est le mode individuel d'exploitation qui permettait cette multiplication des marchés locaux qui, s'ils ne créaient pas d'emblée des centres urbains comparables à ceux de l'antiquité étaient le fondement d'un développement qui prenait un tout autre contenu.

A côté de ces marchés locaux, un grand commerce subsiste assuré par des marchands itinérants s'adressant aux représentants de la communauté ; ces marchands vont se fixer dans les centres locaux. « Les marchands étrangers, qui fréquentaient les marchés, amenaient le plus souvent par eau leurs marchandises et lorsqu'ils débarquaient il leur fallait les entreposer. Aussi, sporadiquement au IX, puis fréquemment et plus explicitement au X, apparaît le mot "*portus*" associé à celui de "*mercatus*" pour désigner le local qui abritait les marchandises déchargées. Mais il ne suffisait pas de garer les marchandises ; il fallait aussi loger les marchands. Le "*burg*" seigneurial, la vieille cité épiscopale les accueillait quelque fois ; mais de bonne heure ils ont préféré résider dans une agglomération neuve qui leur fût propre (...) deux éléments ont formé ces agglomérations de marchands : une population flottante, celle des marchands itinérants, véritables voyageurs de commerce qui allaient d'un lieu à l'autre avec leur pacotille, visitant foires et marchés ; une population stable, les "*manants* qui vivaient de l'exploitation du marché. » (Latouche, op.cit., p.244). L'étape suivante est le fait que les marchands s'attachent les artisans remplissant leur office pour le compte des seigneurs ou des grandes abbayes. Ainsi apparaît la ville médiévale avec sa caractéristique inédite d'intégration du commerce et de l'artisanat.

Ce qui résume l'ensemble de ce développement, c'est la contradiction incluse dans l'existence comme individu objectif de l'exploitant individuel ; le même mouvement qui face à lui pose son existence objective comme une entrave à son mode individuel d'exploitation et donc mène à la ruine du système féodal, est un procès où l'individu se fait valoir socialement en tant que tel, il donne donc de plus en plus d'importance à la valeur d'échange. »

(Fin de la reprise de TC 1)

Suite des notes sur *Histoire de la France rurale*, t.3 (1789-1914)

[Pourquoi la violence est nécessaire « au début » et après ça marche « comme les saisons » (Marx) ? Cette violence est celle de l'expropriation et de la création par la violence de l'Etat du travailleur libre, mais elle est une violence d'Etat, donc intrinsèquement à l'expropriation se crée l'Etat-nation (abstrait, uniforme) dans ses limites (frontières). Aucun terme n'est antérieur à l'autre : ni l'expropriation, ni l'Etat-nation.] (définition Etat-nation)

19 C'est cette situation particulière du paysan de l'Europe occidentale qui peut justifier ce qu'écrit Agulhon :

« ...les paysans, grande majorité du peuple, par eux seuls avaient assuré la *victoire de la Nation*, et ils ont obtenu en retour des bienfaits définitifs, à terme plus ou moins lointain. »

→ « La révolution est pour l'essentiel la "révolution bourgeoise", mais cette grande lutte de l'élite du tiers état a coïncidé avec l'explosion d'une "révolution paysanne largement autonome", et la première lutte a dû sa victoire, la rapidité de sa victoire, et peut-être aussi certaines modalités radicales de sa victoire, à sa conjonction temporaire avec la seconde. »

21 « La grande masse des paysans sans terre, sans la moindre réserve d'argent, sans ressources (car la récolte raréfiée demande moins de bras pour moissonner et battre) se voit

réduit à la mendicité ou à l'errance ; à la mendicité, recours normal du pauvre, et à l'errance parce qu'on espère toujours que la vie est moins dure ailleurs, dans telle "bonne plaine", ou bien dans les grandes villes. Vagabondage, mendicité en bande et, à la limite, brigandage, toujours plus ou moins présent dans les marges de la société rurale d'Ancien Régime, connaissent ainsi une recrudescence qui va les pousser au premier plan des problèmes sociaux et politique du temps. »

25 → « **La Grande Peur** » : « Le brigand redouté c'est donc à la fois le pillard séculaire qui va voler ou brûler des grains, et l'envahisseur (ici Anglais, là Piémontais) qui va aider le roi à disperser *les élus de la Nation* ? Contre ce danger, on ne se contente pas d'avertir les pays voisins, ce qui diffuse la panique, on se prémunit en prenant les armes, c'est-à-dire en faisant au village ce que Paris a fait les 13 et 14 juillet »

26-27 « Un peu partout, les paysans qui se sont armés pour préserver leur maison des brigands, profitent de leur force pour refuser de l'amputer : tout se passe comme si l'on voyait maintenant dans le seigneur féodal ou dans le receveur des dîmes des sortes de brigands, coutumiers certes, mais pas plus légitimes.

On sait comment la bourgeoisie s'est saisie du problème : parfois en résistant, en contenant les émeutes les plus violentes ; d'autres fois en faisant la part du feu. Ouvrir une répression anti-paysanne générale, ce n'aurait pas été seulement contredire quelques principes de justice et d'humanité (...), ç'aurait été aussi par la force des choses remettre en selle un pouvoir exécutif et une armée monarchiques qui risquait fort, la police rurale faite, de se retourner contre les députés et de faire le coup d'Etat. Il fallait donc d'urgence apaiser la révolte agraire, et cela par un moyen pacifique, le seul dont l'Assemblée disposait. Le moyen lucidement conçu, étudié et utilisé, ce moyen à la fois généreux et politique, ce fut la nuit du 4 août, abolition de la féodalité sous tous ses aspects. »

27 → « Aussitôt l'Assemblée constituante entreprend son œuvre grandiose et justement célèbre de reconstruction administrative, juridique et sociale du pays. » [**C'est-à-dire la construction de l'Etat-nation**]

28 Il ne s'agit pas seulement du paysan comme producteur, c'est aussi un habitant, il est devenu *citoyen*. Partout en France la cellule géographique de base est désormais une commune, avec ses institutions municipales élues. [**Création d'un territoire abstraitement appropriée et vécue (c'est-à-dire comme une surface juridique certifiée par un cadastre, voir histoire du cadastre à partir du Consulat : France rurale t.3). La disparition des communaux – territoires non abstraits. Par « abstrait » j'entends un espace n'existant que comme surface indistinctement appropriable pour un usage indéterminé – cette promotion de l'espace est très lente en France : en dernier lieu pour les pacages et surtout les bois. Napoléon III crée l'ONF]. (définition Etat-nation)**

28-29 En fait les droits seigneuriaux et ce dont la bourgeoisie s'était emparée ne disparaissent totalement qu'après le 10 août 1792. L'effervescence n'avait pas cessé dans les campagnes. Méfiance vis-à-vis des riches bourgeois qui auraient formé une aristocratie nouvelle.

[**Au travers de la lutte de la paysannerie, le territoire national s'impose dans une relation entre la paysannerie et la bourgeoisie. Relation qui entraîne la limitation du territoire du capital industriel comme territoire national (« limitation » inhérente au capital industriel dans son rapport à la production du travailleur libre ... et au « rentier ». La chose évolue différemment en France et en Angleterre). Mais il faudra voir : conflits à l'intérieur de la paysannerie, déjà la « Grande Peur » : moissonneurs contre « vagabonds »].**

30 Nationalisation des biens du clergé : les Constituants veulent des acquéreurs aisément solvables

32-33 Problèmes des biens communaux. 1793, décret pour le « partage » des biens communaux. Ce qui laisse de côté quelques millions de manœuvres ruraux indigents.

37 la « rationalité » du Code rural (rationalisme agronomique inhérent aux Lumières) contre les plus pauvres des paysans dont les intérêts correspondaient aux usages les plus traditionnels, les plus « archaïques » et communautaires. Le petit paysan contre les plantes fourragères et le murier. Pas d'adhésion spontanée des paysans pauvres à la Révolution.

46-47 Politiquement la capacité civique est liée à la propriété, ce que renforce la législation agraire. « La vente des biens nationaux était loin d'être achevée au moment du 9 thermidor » Les modalités de la vente sont à nouveau modifiées. Les clients solvables : la bourgeoisie ancienne et déjà possédante, les négociants et gens d'affaires et aussi des enrichis de fraîche date : par exemple les fournisseurs des armées. » La dépréciation monétaire incite tous ceux qui ont des réserves à acquérir du foncier. **Une grande partie du sol passe aux mains de la bourgeoisie non exploitante.** Les cultivateurs qui achètent sont ceux qui avaient quelque argent, propriétaires ou gros fermiers des terres à blé, bourgeoisie rurale des meuniers, maîtres de poste aux chevaux. A côté donc d'une grande propriété bourgeoise qui grandit, la moyenne propriété paysanne se consolide. « L'accession du pauvre à la propriété est bloquée ».

Tout ce mouvement souvent bloqué par la pression communautaire.

50 Hiver 94-95 réapparition de bandes de mendiants ou de brigands vagabonds (journaliers agricoles sans terre et sans travail).

52 Empire : début du recensement complet de la propriété foncière : le cadastre.

62 Après un taux record des recrues (conscription) en 1833-1834 (54%), la main-d'œuvre agricole amorce un reflux. En 1850, on aura 52,8 %, mais crise économique qui touche l'industrie et fait **refluer vers les campagnes les jeunes qui étaient partis.**

64-65 *Surpeuplement rural* ? Pas trop au Nord, là où le « prolétariat agricole », journaliers et domestiques est plus développé avec activités complémentaires du fait de la dispersion des industries dans les campagnes.

66-67 « Une population pléthorique, des conditions de vie misérables, tels sont les deux principaux traits que présente le monde rural. Comment les campagnards arrivent-ils à survivre ? » En exploitant le rythme saisonnier du travail agricole. « Utilisant l'inactivité hivernale et l'hyperactivité estivale, les campagnards se procurent des ressources complémentaires par le travail artisanal pendant la morte-saison, et par des migrations saisonnières à diverses époques. La diffusion de l'industrie, sous forme d'artisanat à domicile ou de petits ateliers, tient une grande place dans la vie des ruraux.

« A côté de ces paysans-artisans, on trouve des ouvriers-paysans pour lesquels l'agriculture n'est qu'une activité complémentaire, essentiellement estivale. (...) Il est donc difficile de dissocier dans les régions industrielles, la campagne de la ville, l'agriculture du travail artisanal ou semi-industriel. » Les manufactures mulhousiennes emploient plus de 5000 campagnards vers 1835, sans compter les paysans des Vosges qui pendant l'hiver tissent des cotonnades. L'industrie lainière de Champagne occupe environ 50 000 travailleurs dont les trois-quarts résident dans les campagnes.

69 « La combinaison de la vie agricole et de l'industrie textile est la clé de la carte de la densité. » Travail plus ou moins régulier aux femmes et aux enfants (70).

[Donc, pendant un temps, le développement industriel ne « dépeuple » pas les campagnes et même permet le maintien de fortes densités. Toujours la question de A-mp-A' à s'articuler avec les structures sociales paysannes et la population selon les territoires : les utiliser, les déstructurer, leur permettre leur reproduction]

71 Le manque d'activités complémentaires à l'origine des migrations saisonnières : le « peuple des campagnes un monde semi-nomade ». → exemples p.74 (migrations pas toujours pour des travaux agricoles).

80-81 L'exode rural commence réellement à partir des années 1830.

82 D'abord exode à partir des régions fournissant le plus de migrations saisonnières. Quelques progrès technologiques (réduction main-d'œuvre : la faux remplace la faucille, doublement de la productivité). Puis le code forestier de 1827, le partage des communaux (très lent) : plus de bois de chauffage, plus de droits d'usage.

84 « Ces causes d'exode ne sont pas les seules cependant. Il faut y ajouter un début de **désindustrialisation** dans certaines contrées » (diminution de l'activité, modernisation du matériel, concentration). « Le facteur qui semble le plus avoir agi sur l'exode rural est l'introduction puis le développement des métiers à filer mécaniques. Ils réduisent au chômage des milliers de fileuses de laine, de lin et de coton. (...) Ces ouvrières peuvent certes se reconverter si une industrie de la filature se développe, mais cette reconversion s'accompagne d'un exode rural. » [Ici, ce ne sont pas les transformations intervenant dans les pratiques agraires qui « libèrent » de la main-d'œuvre, mais les propres transformations du travail « industriel », elles sont alors déterminantes].

89 Avec l'Empire, puis la Restauration : « ... uniformité du système fiscal national, acquise depuis 1789, et l'excellent enregistrement statistique dû aux *fonctionnaires* de la monarchie restaurée... » [je souligne « **fonctionnaires** » : l'Etat avalise, étend et uniformise les transformations possibles - même par la violence - mais dans la mesure du possible selon les structures agraires.] (définition Etat-nation)

93 Le grand propriétaire entre 1815 et 1852 est encore souvent un ancien noble, un grand bourgeois de fortune ancienne ou un enrichi plus récent (acquéreur de biens nationaux).

100 Dans le Sud (Aquitaine, Languedoc, Provence) : « Le faire –valoir indirect prédomine. Guère par fermage (le manque de capitaux chez les preneurs, leur manque d'instruction technique, la présence fréquente d'une habitation du propriétaire sur l'exploitation, autant de faits qui contribuent à en empêcher l'extension). La terre est donc soit exploitée par des métayers (...) soit par des "maîtres-valets" ; ce qui serait presque de l'exploitation directe, puisque le maître-valet n'est pas un preneur de bail, mais un salarié loué à l'année. (...) Enfin au-dessous de cette couche de petits chefs d'exploitation que sont métayers et maîtres-valets, un peuple d'ouvriers agricoles, lui-même étonnamment diversifié ... ».

103 « Les non-propriétaires, paysans absolument sans terre, tout au bas de l'échelle sociale, formaient donc, au bout du compte, une couche bien restreinte. Il est peu de description de l'ouvrier agricole, quel que soit son statut ou les modalités de son emploi, qui n'indiquent qu'il a aussi en propriété un petit lopin de terre ... (...) La plus grande partie de la société paysanne relève de genres de vie mixtes au dosage très variable ... ».

104-105 « C'est précisément parce qu'il y avait au bas de l'échelle sociale, beaucoup de paysans micro-propriétaires pauvres et quelques non-propriétaires misérables que la propriété foncière n'avait pas pu se dégager encore des vieux usages communautaires qui limitaient son absolutisme. En le schématisant quelque peu (la diversité des situations locales était infinie), le "communisme agraire" subsistant comprenait trois éléments principaux : la vaine pâture et le parcours (des troupeaux sur les friches et sur les cultures après enlèvement des récoltes) ; les droits d'usage dans les forêts ; et enfin une certaine façon d'user des biens communaux non boisés. (...) Les classes sociales éclairées étaient très hostiles à ces vestiges d'un temps où la propriété privée n'était pas encore sacrée. Les auteurs du *Mémoire statistique sur la Moselle* (an IX) l'expriment ainsi : " Les droits de parcours, de vaines pâture, les communaux

sont, avec la passion d'acquérir, des obstacles au progrès de l'industrie parce qu'ils fournissent aux prolétaires les moyens d'élever et d'entretenir du bétail, dont ils obtiennent une partie de leur nourriture et de leurs vêtements, sans que le besoin les contraigne d'y pourvoir par le travail." C'était souhaiter ouvertement **une évolution rurale à l'anglaise**, où la campagne entière se partageait en bonnes propriétés closes, le prolétaire serait invinciblement poussé vers la domesticité, aux champs **et bientôt à l'usine (...)**. **Le fait est que cette politique n'a pas prévalu en France.** »

Le soulèvement de 1789-1792 était encore très présent : les préfets ayant le pas sur les conseils généraux élus (tenus localement par les « notables ») s'opposèrent au recul des usages communaux. Ce qui n'empêche que les communaux (sous la pression des municipalités et des gros exploitants) ont été souvent donnés en location au lieu d'être à la disposition de tous.

[C'est le problème qui a constitué vis-à-vis du capitalisme industriel, ce qui a été construit comme la France. L'Etat-nation c'est un territoire « abstrait » construit dans le passage de A-A' à A –mp – A' (capital industriel, donc force de travail plus ou moins libre et à libérer). Le dit « territoire national » se construit et se délimite dans ce processus avec ses contraintes héritées mais non déterminantes dans la mesure où c'est le passage qui en fait des « contraintes ». Pour comprendre la fabrication de l'Etat-nation (attention : là où il est endogène) – allégeance unique sur un territoire abstrait, c'est-à-dire défini comme une surface physique bornée et non comme entrelacement de pouvoirs - il faut toujours en revenir à la relation entre le capital et la terre et la paysannerie : de quelle façon à quel rythme et surtout dans quelles limites sociogéographiques le producteur direct fut séparé de ses moyens de production et de subsistance ? En Angleterre, avec son féodalisme pur et importé, la chose était plus « simple », comme pour d'autres raisons en Prusse.] (définition Etat-nation)

114-115

[La transformation du paysan en travailleur libre s'effectue dans la tenaille entre la rente et le salaire des journaliers. Entre 1830 et 1850 la rente augmente en moyenne de 20 à 25 %, (le fermage est très répandu). Au même moment « l'intensification des façons culturales » fait que la main-d'œuvre commence (1830) à se raréfier : la hausse moyenne du salaire des « journaliers non nourris » atteint 136 % entre 1792 et 1852. « La progression des salaires est économiquement grave, étant donné que les frais de main-d'œuvre constituent l'élément le plus important des coûts de production dans l'agriculture ».

⇒ Première législation protectionniste pendant les premières années de la Restauration.

117 Les années 1830 : grand tournant dans l'agriculture française.

124-125 : le chaulage des terres à partir de 1840 : les jachères 150 000 ha en 1840 ; 25 000 en 1890 (apogée en 1860)

→ 126-127 « Mais le paysan imaginait difficilement la fin du parcours et de la vaine pâture. Pour lui, il y avait là une violation sacrilège d'un ordre établi depuis des siècles » (nombreux refus d'appliquer la loi sur le morcellement des communaux). Les pâtures louées ou même vendues à quelques gros éleveurs. Quand le partage a lieu, dans certains cantons de Normandie le partage des communaux prévoit des attributions de lots à ceux devenus les nouveaux ouvriers de manufactures. En 1870, le Cantal compte encore 75 % des pâtures en pâtures communes (130).

131 : 1801 et 1807 les grandes dates des **débuts du cadastre**.

135 Vers 1850, les landes en jachères ne représentent que 28 % des terres au nord d'une ligne joignant St Malo au lac Léman, au sud de cette ligne elle représente 39 % des mêmes terres. **La question est comment une très grande diversité de situations aussi bien dans les**

modernisations culturelles que dans les types de propriété et de faire-valoir peut être unifiée. Quel est le commun qui permet l'unification (même contrainte).

140 Première moitié XIX : période de prospérité, démarrage de la « révolution agricole » : défrichements des landes, recul des jachères, amélioration des façons culturales, éléments fertilisants.

150 En cas de crise de subsistances (jusqu'en 1848), le paysan producteur et consommateur de grains **s'oppose aux besoins et aux intérêts du marché national que le commerce, avec la protection des pouvoirs publics s'efforce d'alimenter (voir les tentatives d'unification du marché qui échouent sous l'Ancien Régime). Toujours la question de la création d'un marché unifié (et de ses limites), dit « marché national ».**

158 « L'œuvre impressionnante de la monarchie de Juillet en faveur des routes et des ponts, des canaux et des chemins (sans compter même les premières ébauches du réseau ferré) ne répond pas seulement au dessein très évident de favoriser l'économie et l'enrichissement par les échanges. Elle a aussi un but moral et même politique : pénétrer, intégrer, éclairer la campagne. » [« **La politique au village** »] 159 : « On est impressionné par le nombre et l'importance des lois que le régime de Juillet a fait voter de 1830 à 1840, sur la vie municipale, c'est-à-dire sur la définition et la réglementation du cadre de vie fondamental des ruraux. »

160 Conflits sur la question des forêts privées augmentent dans les années 1840. « Les paysans titulaires des droits d'usage communautaire n'ont jamais été aussi nombreux. (...) Quant aux grands propriétaires, ils sont plus que jamais épris d'agronomie éclairée, donc de gestion individualiste, libre et rationnelle de leurs biens, et cela d'autant plus que le bois et le charbon de bois ne se sont jamais mieux vendus : on est en effet à cette époque critique où il y a déjà assez de machines à vapeur pour requérir du combustible, et pas encore assez de voies ferrées pour amener partout économiquement de la houille. »

162 Michelet dans *Le Peuple* (1846) prend la défense du paysan (« la meilleure partie du peuple ») : « Ils paient chaque année plus d'un demi-milliard à l'Etat ! Un milliard à l'usure ! Est-ce tout ? Non, la charge indirecte est peut-être tout aussi forte, celle que l'industrie impose au paysan par ses douanes qui, repoussant les produits étrangers, empêchent aussi nos denrées de sortir. » [à l'époque tout un libéralisme de gauche est adepte du libre-échange. **L'industrie dans sa relation à l'agriculture et à la main-d'œuvre a pu créer un marché national (droits de douanes) en tant que territoire délimité**]

Michelet poursuit : « L'industrie de nos villes a obtenu récemment un soulagement considérable, dont le poids retombe sur la terre, au moment où la petite industrie des campagnes, l'humble travail de la fileuse, est tué par la machine à lin. **Le paysan perdant ainsi, une à une ses industries**, aujourd'hui le lin, demain la soie peut-être, **a grand peine à garder la terre, elle lui échappe**, et elle emporte avec elle tout ce qu'il y a mis d'années laborieuse, d'épargne, de sacrifices. (...) Avant d'en venir là, avant de quitter la France (Michelet envisage une émigration française massive qui n'aura pas lieu – hors mis l'Alsace et le Pays Basque). *Le fils se vendra (remplacement lors de la conscription). La fille se fera domestique. Le jeune enfant entrera dans la manufacture voisine. La femme se placera comme nourrice* dans la maison du bourgeois ou prendra chez elle l'enfant du petit marchand, de l'ouvrier même... » [Il faut toujours relier dans la création d'un marché national l'industrie et l'agriculture. Si on peut admettre une antériorité chronologique à l'expulsion des paysans, celle-ci ensuite se poursuit et ne prend sens que dans la relation à l'industrie (avec la séparation des activités agricoles et artisanales ou semi-industrielle : subsumption formelle, les différentes formes de manufactures). Voir, Marx, Livre I, chap XXX, Ed. Soc t.3, p.187 : *Contre coup de la révolution agricole sur*

l'industrie. Etablissement du marché intérieur pour le capital industriel. Et Grundrisse, t.1, pp 217-218-219]

168 ; « La politique au village » : En 1848, en pays de fermage et de métayage, on vote conservateur, on est « tenu » par le propriétaire noble ou bourgeois ; en pays de propriétaires-exploitants, on peut devenir plus ou moins « rouge » parce qu'on est indépendant. **Au-delà des différences, l'essentiel réside dans la pénétration dans les campagnes de la politique nationale se référant à l'Etat.**

180 Second Empire : le marché intérieur s'élargit sans cesse, la production alimentaire parvient à y répondre, grâce aux progrès techniques, cela n'empêche pas une forte montée des prix agricoles. En même temps l'exode rural diminue le nombre des « co-partageants » de ce revenu, le niveau de vie de la paysannerie s'améliore nettement. En 1850-1880, le cadastre est enfin achevé et le partage des communaux se poursuit.

183 Désenclavement des campagnes (Second Empire)

221 Second Empire – débuts Troisième République (TR) : une période heureuse. La pénurie de main-d'œuvre (manque de salariés agricoles, la situation s'est renversée entre 1850 et 1860) entraîne une montée des salaires, l'accroissement de la demande fait monter les prix, l'enrichissement des agriculteurs permet l'application de techniques nouvelles, enfin l'adoption du libre-échange stimule les exportations. **Cependant les rendements à l'hectare ne progressent que peu et le commerce extérieur des produits agricoles reste déficitaire.**

222-223 Une crise de la main-d'œuvre : émigration vers les villes mais aussi de régions agricoles surpeuplées vers d'autres qui ne le sont plus (**redistribution géographique des travailleurs agricoles**).

En trente ans (1850-1880), la population vivant de l'agriculture perd seulement 7,5 % de son effectif initial, mais une augmentation de 8 % de la population active agricole ; la contradiction n'est qu'apparente, la pénurie porte essentiellement sur les salariés. Ceux-ci ont diminué de 850 000 unités, soit plus d'un tiers. Mais parallèlement le nombre de propriétaires s'accroissait. « Les journaliers qui tentaient l'aventure citadine réalisaient les quelques biens ruraux qu'ils possédaient et facilitaient ainsi l'ascension sociale des autres qui parvenaient à se constituer une petite ferme. Devenus chefs d'exploitation, ils n'éprouaient plus le besoin de se louer sur les terres des autres. Entre 1862 et 1882, le nombre des propriétaires exploitants augmente de près de 340 000. »

« Cependant l'exode rural continue de s'intensifier. De 1851 à 1881, le solde migratoire négatif s'élève à 1 715 000, soit une moyenne annuelle de 71 000 départs, contre 40 000 au cours des deux décennies précédentes. L'exode rural fait aussi tache d'huile, il touche 65 départements... » Le boom a lieu entre 1851 et 1856 (579 000 départs). »

« L'appel du dehors se faisait plus pressant. **Avant même le vrai démarrage de l'industrie, ce sont les grands travaux urbains du Second Empire et plus encore les chantiers ferroviaires : 20 000 kilomètres construits en trente ans. Les salaires y étaient doubles de ceux de l'agriculture et le journalier agricole qui se laissait tenter était un citadin en puissance.** »

Il faut ajouter que cela entraîne une forte augmentation des salaires agricoles (surtout entre 1851 et 1862), l'augmentation est plus importante pour la main-d'œuvre féminine (servantes de fermes) car **l'émigration féminine est plus forte que la masculine** (la domesticité offre des débouchés croissant dans les villes).

226 La cause fondamentale du développement du machinisme agricole réside dans la rareté et la cherté de la main-d'œuvre.

230-231 Les prix sont en hausse, les revenus agricoles s'améliorent. Mais parallèlement augmentation des charges : les salaires ; la fiscalité est plus lourde (+ 41 %) ; augmentation

des fermages (jusqu'en 1880) [mais les fermiers ont les moyens de la supporter, leurs revenus croissent plus rapidement que ceux des propriétaires exploitants]

231 Développement des échanges interrégionaux

232 **Retour au libre-échange** : le grand tournant se situe en **1860**. Derrière des tarifs protectionnistes, l'agriculture ne s'était développée que sous la pression de la demande intérieure... et la rareté de la main-d'œuvre.

237 Prospérité des années 1850-1880 ??? Les productions n'augmentent que de 30,8 % contre 71,9 % de 1820 à 1850. Un essoufflement. Modernisation insuffisante des techniques et faiblesse des investissements.

250-251 La prospérité est due essentiellement à la conjoncture favorable des prix. **Prospérité factice** : faible croissance de la productivité du sol. « Les rendements français restent en deçà de ceux obtenus dans les pays voisins. Pour les céréales, ils sont vers 1880, inférieurs de 38 % à ceux de la Grande-Bretagne, de 24 % à ceux de la Belgique et également de l'Allemagne. Les jachères couvrent 18 % des labours en France, 15 % en Bavière, 4 % en Grande-Bretagne, 2 % aux Pays-Bas ». (...) La France a un territoire sous-exploité et les techniques sont en retard.

La France n'a pas une agriculture "progressiste". (...)

« Le contraste est grand avec la première moitié du siècle. A cette époque d'importants **investissements humains** ont entraîné des progrès agricoles. Ensuite quand ces investissements doivent devenir **financiers**, les exploitants semblent être incapables de répondre à cette exigence. » [On retrouve la remarque de **Marx** sur **l'épargne** dans l'agriculture française, *Chap inédit*]

« L'aisance facilement acquise dans l'ensemble » : enrichissement des exploitants au moins jusqu'en 1870 => pas d'efforts supplémentaires puisque « le bas de laine se remplissait ».

252-253 « L'amour de la terre » ; « la voir aux mains de ceux qui la cultivent » => **accroître son patrimoine vs augmenter son capital d'exploitation** et de roulement, clef de tout progrès technique : (là aussi Marx, *Chap inédit*).

Après 1862, le nombre de propriétaires exploitants augmente, contraction du nombre de fermiers et métayers. Accentuation du morcellement de la propriété (la superficie moyenne diminue de 12,1 %).

« Cette soif d'acquérir ou d'arrondir son "bien" draine des capitaux qui deviennent ainsi improductifs et entraîne un pullulement d'exploitations microfondiaires sur lesquelles les investissements sont presque exclusivement humains. (...) la concurrence que se font les agriculteurs pour acheter des terres favorise la hausse de sa valeur vénale. »

Ce dernier point a une incidence sur la fuite des capitaux hors de l'agriculture. Le rentier du sol, ancien propriétaire retire une plus-value de cette hausse du foncier. Mais s'il demeure propriétaire, le fermage qu'il perçoit ne suit pas la hausse du prix des terres, le revenu réel du rentier se dégrade, la richesse foncière devient moins intéressante. « Le taux d'intérêt qu'elle offre, 3 à 3,5 % aux mieux, est nettement en deçà de celui que procure les valeurs mobilières : commerciales, industrielles, ferroviaires et les rentes d'Etat. Dans ces conditions le rentier du sol commence à investir une partie de ses profits dans le secteur boursier plutôt que de les faire participer à l'amélioration des exploitations agricoles. (...) Le drainage des capitaux par les emprunts d'Etat et les entreprises des secteurs secondaires et tertiaires lèse l'agriculture en réduisant le volume des réinvestissements, de l'autofinancement. (...) Finalement les rentiers du sol portent une lourde responsabilité. (...) Les propriétaires non exploitants parce qu'ils n'ont vu dans la terre qu'un capital monétaire alors qu'elle est un capital productif, ont, par leur attitude, asphyxié leur "poule aux œufs d'or". »

253 « En définitive la prospérité agricole de 1850 à 1870 a été une prospérité factice. Les techniques n'ont pas été suffisamment modernisées, les capitaux disponibles, fournis par la terre, n'ayant pas été utilisés à son profit. Ceux qui en avaient les employaient à d'autres fins : achat de valeurs boursières ou acquisition de biens fonciers. Ceux qui n'en n'avaient pas ne pouvaient s'en procurer qu'à des taux usuraires, rarement inférieurs à 8 %, pouvant même atteindre 12 % et plus, faute d'une véritable organisation du crédit. Pour ces raisons l'endettement hypothécaire restait le fléau de la petite propriété et de la petite culture, et l'investissement-travail était toujours plus important que l'investissement financier. Liée au dynamisme des prix, la "prospérité agricole" n'en était que plus fragile. »

357 *Les paysans dans la vie politique, début Troisième République* (TR)

358 « Comme on paraît loin, en 1871, de ces années de la Seconde République où la démocratie mettait ses espoirs dans l'alliance des paysans pauvres, en voie d'émancipation, avec les travailleurs urbains déjà gagnés. »

374 Cependant, élections municipales de 1878 confirmant les législatives de 1877 : victoire des républicains. Choix de la République par quelques centaines de milliers d'électeurs paysans : avec les mairies : enracinement dans les campagnes.

« Voter républicain, pour un paysan de 1876, c'est se déclarer émanciper du Grand et des prêtres. »

[La Nation à la place]

« Tout ce qui a sapé au long du siècle et la puissance sociale de la grande propriété, et l'autorité de l'Eglise peut donc ici être invoqué comme cause, de 1789 à 1830, 1848, 1870 ... (...) En 1876, c'est bien le vœu de 1789, ou mieux encore de 1792, qui achève de s'accomplir ... (...) Cela ne veut pas dire d'ailleurs que les paysans républicains se sont mis à élire des députés paysans ... (...) Le paysan républicain se reconnaît de nouveaux guides dans la moyenne bourgeoisie républicaine de médecins, gens de loi, professeurs, négociants, petits industriels qui évincent les marquis et les maîtres de forges. »

Causes profondes, mais les causes immédiates ?

375

« ... l'idée de République qui progresse est une idée jalousement laïque, sinon toujours anticléricale. On songera enfin qu'en face de ce parti clérico-monarchique qui effraie, apparaît une république qui rassure plutôt. »

378 Gambetta, Ferry : la République est solidement liée à la France provinciale (1881, le droit pour les conseils municipaux d'élire les maires).

381 Association du monde paysan et de la démocratie politique

L'ébranlement 1880-1914

387 Rareté et cherté de la main-d'œuvre ; amorce de concurrence internationale.

395 Un climat général de baisse des prix. Le mouvement récessif s'amorce au cours des années 1870 pour se terminer 20 ou 25 ans plus tard. Ce reflux est essentiellement lié à la mondialisation des échanges, née elle-même de l'amélioration des transports. »

399 Le **dépeuplement des campagnes** commence autour de 1830 : il s'agit beaucoup plus d'une **disparition des activités rurales non agricoles** que d'un recul de la main-d'œuvre employée au travail de la terre. [Même si ce recul est avéré chez les journaliers].

402-403 Baisse de la valeur locative du sol => « **déroute des rentiers** »

Dans quelques régions de véritables grèves organisées au moment du renouvellement des baux. La position des locataires est forte du fait de l'exode rural qui rend la concurrence moins forte. Les propriétaires doivent accorder des réductions pour trouver des fermiers. Les

fermiers ne payaient plus qu'à intervalles irréguliers. Le propriétaire non exploitant perd aussi sur son capital : un autre effet de la dépression est la baisse de la valeur vénale du sol => le mouvement qui porte les rentiers vers les valeurs mobilières depuis le Second Empire se trouve renforcé.

404 « Les paysans peuvent alors commencer à réaliser leur grand rêve : acquérir des terres. Cette opération est rendue plus facile par la baisse de la valeur vénale et l'affaiblissement de la concurrence interne, tandis que du côté des propriétaires non exploitants, les concessions sont de règle puisqu'il s'agit de vendre avant que la dépréciation ne soit trop forte. »

407 « La dépréciation a donc eu des effets sélectifs. Elle a favorisé les "gros" et pénalisé fortement les "petits". Ceux qui avaient les reins moins solides. Frappant le revenu des rentiers du sol et des petits propriétaires elle a rendu possible une amorce de regroupement de la terre et de concentrations des exploitations entre les mains d'un nombre réduit d'agriculteurs, renforçant ainsi la puissance de la bourgeoisie paysanne. »

409 *Une politique à courte vue : le protectionnisme*

409 La masse paysanne n'est conquise au protectionnisme que progressivement. Pour arriver à mobiliser la grande majorité des agriculteurs, ce qui fut réalisé après 1880, il fallut l'aggravation et la généralisation de la baisse des prix, l'accroissement de la concurrence étrangère.

410 partout réaction contre le libre-échange, sauf GB. C'est l'Allemagne sous la pression des grands propriétaires de l'Est qui donne le signal du protectionnisme (1879), les E.U (1883)

[Ce ne sont pas les petits propriétaires exploitants qui sont à l'origine du protectionnisme].

« Crise, baisse des prix, concurrence, trois éléments qui forment un tout et qui vont être exploités par la "Société des agriculteurs". Se recrutant parmi les hobereaux, l'aristocratie foncière, la riche bourgeoisie paysanne, des pays de grandes cultures surtout, elle est de tendance conservatrice prononcée. Or la crise avec la baisse des prix touche avant tout les chefs d'exploitations importantes, pratiquant une agriculture relativement spécialisée dans la production de grains et, son corollaire, l'élevage des moutons. La dégradation de leur situation ne peut être due qu'à la politique républicaine ! L'union du politique et de l'économique se réalise pour réclamer l'abrogation de la législation libérale et l'établissement de droits protecteurs. »

Ces « honorables agriculteurs » refusent d'admettre que les souffrances du monde céréalier sont dues à des techniques trop peu modernisées.

« En fait ce que veut la "Société des agriculteurs", c'est enrayer la baisse afin de **sauver** de la débâcle **la rente foncière** dont bon nombre de ses membres vivent. »

429 Fin XIX Succédant à une économie de subsistance, une agriculture régionalisée s'esquisse, chaque contrée cherche à adapter sa production à ses aptitudes naturelles et à sa structure sociale (aussi chemin de fer). Les exploitants abandonnent les terres marginales et concentrent leurs efforts sur les autres. Il ne s'agit plus de conquérir des terres à la culture, mais d'exploiter uniquement celles qui ont les qualités suffisantes.»

433 => création d'un marché national comme en témoigne une relative uniformisation des prix.

449-450 : 1890-1910 : poursuite de la raréfaction de la main-d'œuvre => augmentation salaires journaliers agricoles => améliorer la productivité du travail, accroître les rendements à l'hectare : diminuer le poids des salaires par machinisme (baisse des prix de la machinerie agricole).

456 exode rural => améliorer la productivité du travail plus qu'accroître la production.

457 A la veille de 1914, le monde rural est plus homogène professionnellement parlant. « Les artisans à domicile, petits commerçants, ouvriers des établissements industriels ruraux, qui collaboraient activement au travail de la terre, ont disparu ou, en tout cas, sont fortement moins nombreux du fait de la "déruralisation" de l'industrie. Il s'est produit une "paysanisation" de la population rurale en même temps que ses effectifs fondaient avec l'exode rural. »

La collaboration agriculture-industrie s'atténue lentement mais sûrement dès avant 1850.

459 Le paysan devient dépendant d'intermédiaires de plus en plus nombreux

461 *Les retards de l'agriculture française*

462 Des coûts de production trop élevés. Le protectionnisme ne parvient pas à compenser la différence avec les prix étrangers.

463-464-465-466-467 « Le monde agricole n'a pas su s'adapter aux nouvelles données de l'économie. Tant que la conjoncture ancienne s'est maintenue : démographie dynamique, faible exode rural, moyens de transports traditionnels, économie semi-autarcique, l'agriculture a progressé et même bien progressé, sans mal et sans crise structurelle véritable. Production et productivité sont allées de l'avant. Avec la révolution des transports tout change, d'autant qu'au même moment le gouvernement libéralise la réglementation douanière (1860). Les concurrences internationales et interrégionales projettent au premier plan le problème des coûts de production, problème nouveau. Simultanément l'exode rural va en s'intensifiant. La main-d'œuvre campagnarde disponible s'en trouve réduite ce qui facilite l'augmentation des charges salariales. Enfin la production agricole quitte le cercle étroit de l'autarcie régionale. Elle entre dans des circuits commerciaux allant en se compliquant et le paysan, producteur isolé, surtout le microproducteur, tombe sous la dépendance d'un nombre croissant d'intermédiaires. »

C'est durant les années 1850-1875 que tout se joue (période charnière) : « Alors qu'il fallait moderniser rapidement technique et matériel, ce qui était possible vu l'augmentation des revenus engendrée par la montée des prix, rien ou presque n'est fait. » [« La prospérité factice »].

Pourquoi les investissements ne sont pas réalisés au moment où ils étaient indispensables, alors que les profits en expansion les rendaient possibles ?

- Un grand nombre de micro exploitations : le travail humain compte avant tout.

Mais les exploitations inférieures à 10 ha ne couvrent que 30 % de la superficie effectivement exploitée.

- Aussi bien pour les "petits" que pour les "gros", tout profit passe dans l'achat de terres => faibles investissements.

- La ponction rentière : 47 % des terres sont tenues en fermage ou en métayage vers 1892. La ponction est d'environ 15 % du produit final de l'agriculture.

- Insuffisance de l'exode agricole (différent d'exode rural) => pas de rôle moteur de l'exode dans l'introduction de la machinerie. Pourquoi un exode agricole limité ? Parce que l'essor urbain est d'intensité limité comparé à la Belgique, Pays-Bas Allemagne, Grande-Bretagne. L'expansion industrielle réduite (en France, un essor fulgurant que dans l'entre-deux-guerres voir Noiriel, *Les ouvriers dans la société française*) n'a pu créer un marché de l'emploi suffisamment explosif pour attirer les campagnards. Même le Nord et le Pas-de-Calais n'ont qu'un habitant sur dix originaires du dehors.

[Est-ce qu'il ne faut pas inverser la causalité ? C'est-à-dire, en France : un exode rural, créateur de main-d'œuvre libre, insuffisant pour propulser l'essor urbain et l'expansion industrielle ? On en revient alors au fondement : l'Etat-nation dans son unité et ses

limites (frontières) tient à la liaison entre l'émergence du capitalisme industriel et les modalités de libération d'une main-d'œuvre disponible. Cette relation crée des limites que la violence armée – les guerres mercantilistes – peut plus ou moins transgresser. Ces guerres sont constitutives d'un pouvoir d'Etat se construisant dans ses propres termes politique (d'Etat). Ce sont les limites structurelles et guerrières de cette relation qui créent les frontières et non les frontières qui créent l'Etat-nation. Le capitalisme industriel est une contradiction : d'une part universel et, d'autre part, lié aux modalités de libération de la main-d'œuvre].

467 « Un patronat timoré, une paysannerie trop terrienne, mais aussi une bourgeoisie rentière qui prélève une part plus qu'appréciable des profits agricoles (...) Une bourgeoisie, surtout, qui utilise ses revenus fonciers à des fins somptuaires improductives, dans un premier temps, puis, ensuite, les convertit en emprunts d'Etat ou en obligations ferroviaires ... (...) Dans ces conditions, c'était à l'Etat que revenait la mission de donner l'impulsion, au besoin par des mesures autoritaires et peu populaires (je souligne) [comme en Angleterre trois siècles auparavant : « La bourgeoisie naissante ne saurait se passer de l'intervention constante de l'Etat ... » (Marx, *Le Capital*, t.3, pp.178). Dans ce chapitre, Marx expose un parallélisme peut-être forcé entre les législations anglaises et françaises – y revenir]

Après le second Empire (libre-échange) : « Les bourgeoisies conservatrices, quelle que soit leur couleur politique, se contentèrent de mesures ponctuelles puis abdiquèrent et élevèrent des barrières douanières. Par souci électoral, et aussi par intérêt personnel ; elles se refusèrent à prendre des décisions impopulaires risquant de mécontenter la paysannerie, et furent ainsi à l'origine du retard technologique de l'agriculture. »

471 « Le plus déterminant vient de ce qui est le plus extérieur et dont la paysannerie subit le contrecoup : l'état du marché (national voire mondial) et l'évolution de la ville. C'est la ville qui consomme les produits de la terre et qui en diversifie les provenances ; c'est la ville qui produit, de plus en plus, et dont la production (de tissus, par exemple) achève de ruiner l'industrie rurale ; c'est la ville enfin et surtout qui grandit, offre des emplois dans ses usines et ses bureaux, et y appellent les enfants des campagnes. » [Oui, mais l'attrait et la dominance de la ville dépend de la disponibilité de main-d'œuvre fournie par les campagnes. C'est-à-dire que dans l'espace se constituant comme territoire de l'Etat, l'évolution des campagnes ne fournit pas à la ville de quoi dominer les campagnes ou insuffisamment.]

473 Dans la deuxième moitié du XIX, il y eut en France une dépopulation rurale considérable, mais pas vraiment d'« exode rural » comme départ des agriculteurs se traduisant soit par un abandon des cultures soit par une concentration des exploitations. Le « monde rural » perd des habitants, mais presque uniquement des habitants d'activité non agricoles : ouvriers du textile rural travaillant à domicile ; ou bien encore gens sans terre, indigents, marginaux. « Une ruralisation des campagnes ».

475 Evident à partir de 1850 : fin des industries rurales et déclin final des usages ruraux communautaires combinent leurs effets pour priver les plus pauvres des ressources d'appoint.

478 Fin XIX : le vide des terres fertiles mais délaissées à la suite de la spécialisation est comblé par des migrations étrangères : Italiens en basse Provence, Espagnols sur les bords de la Garonne

488 Début XX, la main-d'œuvre saisonnière nécessaire vient moins des campagnes proches (la population indigente tend à disparaître) mais de pays plus lointains.

501 Début 3^e Rép extension et « triomphe » de la démocratie des petits propriétaires qui au lendemain de la Révolution française tenait autant de l'espoir que des réalités.

503 3^eRép : « La République et la majeure partie de la paysannerie se sont réciproquement acceptées, les ruraux s'accommodant de la démocratie et de *l'anonymat du pouvoir suprême*, et les républicains "opportunistes" heureux de leur côté d'avoir trouvé dans la sagesse rurale un contrepoids aux dangers citadins (agitations plébiscitaires ou montée du socialisme). »

509 **Les problèmes de « haute politique » pénètrent les villages** : loi de 1881 (école) 1906 (séparation des Eglises et de l'Etat) : il s'agit du prêtre, du budget municipal, du « maître d'école », des enfants.

519-520 Le monde rural, enjeu de luttes politiques : deux grandes associations (syndicats ?) ; Une des grands propriétaires souvent nobles, une bourgeoisie conservatrice, l'autre initiée par Gambetta (à l'origine du premier ministère de l'agriculture)

529 paysans pauvres, journaliers, métayers : influence socialisme et même anarcho-syndicalisme

544 Avant 1914 : « ... vigueur exceptionnelle des idées et des sentiments qui fleurissent autour de la Nation. Soit pour exalter une Nation France – patrie des Droits de l'homme, porteuse de Justice, et digne par conséquent de capter, en vertu de cette mission supposée, tous les dévouements que l'on doit, dans les conceptions de gauche, à ces hautes valeurs. Soit pour exalter une France – patrie des Français parce qu'ils sont français et que, dans les conceptions de droite, l'attachement politique légitime est l'attachement naturel. (...) ces deux systèmes étaient alors en plein épanouissement, et le culte de la France était le commun aboutissement concret des deux impératifs moraux, le progressisme démocratique, et le conservatisme traditionnaliste, dont les prémisses étaient pourtant parfaitement antagonistes. (...) L'énorme aventure nationale de 1914-1918 a été pour une large part déterminée par cette intégration des paysans à la Nation, intégration que 1789 a voulue, dont tout le XIX a vu les péripéties et les peines, et que la République de Ferry et de Gambetta a eu l'honneur et le mérite de mener à bien. »

« Des "rebelles primitifs" (Eric Hobsbawm) de 1789 aux citoyens fantassins de 1914 »

XXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXX

- **François Allisson et Nicolas Brisset : *Robert Brenner et le marxisme politique* (éd. ENS éditions 2023)**

Nous avons tous lu dans *Le Capital* le fameux chapitre sur « L'accumulation primitive », mais le titre de Marx était : « Die sogenannte ursprüngliche Akkumulation », c'est-à-dire « La *prétendue* (ou "soit disant") accumulation primitive ».

Dans la première traduction, Roy décide de ne pas traduire « sogenannte » (avec, semble-t-il l'accord de Marx), *idem* aux Editions sociales ainsi que Rubel en Pléiade. Enfin Jean-Pierre Lefebvre arriva et, dans sa traduction de 1983, donne « La *prétendue* accumulation initiale »². Cependant quand Brenner³ insiste sur le « sogenannte » comme « *prétendue* » en se focalisant exclusivement sur la révolution des structures sociales agraires et critiquant toutes les conceptions commerciales de la transition au capitalisme (les villes, le commerce qui auraient miné le féodalisme ...), il néglige une ambiguïté (voulue ou non ?) du terme : le préfixe « sog » désigne un courant, une aspiration, un sillage. L'accumulation « primitive » ou « initiale » peut être « *prétendue* » et n'exister que comme une *rupture* résultant de la séparation du producteur direct et de ses moyens de subsistances et de production, sans aucune présupposition antérieure (thèse de Brenner et Meiksins Wood même si cette dernière est plus nuancée et, antérieurement à eux, de Balibar) ; soit elle s'inscrit dans un « *sillage* » antérieur.

L'exposition de la transition du mode de production féodal au MPC présentée, à la suite d'Althusser, par Balibar dans *Lire Le Capital* (éd. Quadrige PUF, 1996) nous paraît pertinente (Balibar également cite le titre allemand du chapitre mais sans traduire « sogenannte »). Balibar, bien avant Brenner écrit : « La production de ce capital originaire constitue donc un seuil [c'est exactement le même terme de "seuil" que reprend Balibar dans sa critique de la "déduction abstraite" de l'Etat-nation à partir du capital, voir supra], dont le franchissement ne peut être expliqué par le pur et simple jeu de la loi d'accumulation capitaliste. » (*op.cit.*, p.524).

Dès les premières pages des chapitres sur « L'accumulation primitive », Marx fixe la ligne fondamentale de son analyse : « Au fond du système capitaliste il y a donc la séparation radicale du producteur d'avec les moyens de production. (...) Pour qu'il vienne au monde, il faut donc que, partiellement au moins, les moyens de production aient été arrachés sans phrase aux producteurs, qui les employaient à réaliser leur propre travail, et qu'ils se trouvent déjà détenus par les producteurs marchands, qui eux les emploient à spéculer sur le travail d'autrui. Le mouvement historique qui fait divorcer le travail d'avec ses conditions extérieures, voilà donc le fin mot de l'accumulation appelée "primitive" parce qu'elle appartient à l'âge préhistorique du monde bourgeois. L'ordre économique capitaliste est sorti des entrailles de l'ordre économique féodal. *La dissolution de l'un a dégagé les éléments constitutifs de l'autre* (nous soulignons). » (*Le Capital*, éd. sociales, t.3, pp.154-155).

² « *Prétendue* » car Marx réfute toutes les visions relatives à une période initiale durant laquelle, par son travail personnel et son épargne (c'est encore la thèse de Smith), le capitaliste aurait acquis la possibilité de s'approprier le produit du surtravail d'autrui.

³ Brenner, *Propriété et progrès : quand Adam Smith faisait fausse route*, in Allisson et Brisset, *Aux origines du capitalisme, Robert Brenner et le marxisme politique*, ENS éditions 2023.

La dite « accumulation primitive » n'est que la généalogie des éléments qui constituent le mode de production capitaliste. D'un côté, les voies par lesquelles s'est accomplie la séparation du travailleur de ses moyens de production et de subsistance ; de l'autre, la constitution du capital comme somme de valeur disponible. « L'analyse de l'accumulation primitive est de ce fait une analyse fragmentée (...) élément par élément. » (Balibar, op.cit., p.529). L'histoire de la séparation du travailleur et des moyens de production ne nous donne pas le capital-argent et, de son côté, l'histoire du capital-argent ne nous donne pas le travailleur libre.

Après avoir exposées « L'expropriation de la population campagnarde » puis « La législation sanguinaire contre les expropriés », Marx écrit en ouverture du chapitre sur « La genèse du fermier capitaliste : « ...nous ne savons pas encore d'où viennent, originairement, les capitalistes. Car il est clair que l'expropriation de la population des campagnes n'engendre directement que de grands propriétaires fonciers. » (*Le Capital*, éd. sociales, t.3, p.184). Marx fera la même remarque à propos du capital marchand (*Aperçu historique sur le capital marchand*, t.6, pp.334-336) et du capital financier : « C'est seulement là où sont réunis les autres conditions du système de production capitaliste et quand elles le sont, que l'usure apparaît comme l'un des moyens qui contribuent à faire naître le nouveau mode de production, d'une part en ruinant les seigneurs féodaux et les petits producteurs, et en centralisant les conditions de travail de façon à en faire du capital, d'autre part. (*Notes sur la période précapitaliste*, t.7, p.256).

Dans *Les formes antérieures à la production capitaliste*, Marx souligne que « ...la simple existence de la richesse monétaire ou même le fait qu'elle ait pu conquérir la suprématie ne suffit pas pour la dissolution de ces modes de production et de comportement aboutisse au capital sinon la Rome antique, Byzance, etc. eussent avec le travail libre et le capital, clos leur histoire, ou plutôt eussent commencé une histoire nouvelle. (...) On imagine à tort, que tout au début⁴, le capital commence par accumuler des moyens de subsistance, des instruments de travail et des matières premières, bref, les conditions objectives du travail déjà détachées de la terre et combinées au travail ; de même ce n'est pas le capital qui crée les conditions objectives du travail. Au contraire, il se forme à l'origine, par ce simple fait : la valeur qui existe sous forme de richesse monétaire a la faculté en raison du processus historique de la dissolution de l'ancien mode de production, d'acheter les conditions objectives du travail d'une part, et d'échanger le travail vivant lui-même avec les travailleurs rendus libres contre de l'argent, d'autre part. Tous ces éléments existent au préalable ; leur séparation est un processus historique, un processus de dissolution, et c'est lui qui donne à l'argent la faculté de se transformer en capital. » (*Fondements de la critique de l'économie politique*, éd. Anthropos, t.1, p.470-471).

Les éléments qui se combinent pour donner le MPC ont chacun une origine différente et indépendante : « Dans les exemples analysés par Marx, la formation de travailleurs libres apparaît principalement sous la forme de transformation des structures agraires, tandis que la constitution des fortunes est le fait du capital marchand et du capital financier, dont le mouvement a lieu en dehors de ces structures, "marginale" ou "dans les pores de la société". » (Balibar, op.cit., p.531).

En bref, la dissolution du féodalisme n'est pas identique à la constitution du MPC, il n'y a aucun déterminisme dans le passage de l'un à l'autre. Il faut donc considérer l'indépendance relative de la formation des divers éléments et, c'est là où nous commençons à aborder le sujet propre de ce chapitre : la diversité des voies locales et historiques de cette formation⁵.

⁴ La traduction des éd. Sociales donne « la formation primitive du capital » (*Grundrisse*, t.1, p.444).

⁵ Même si par la suite nous nous appuyerons souvent sur les thèses de Brenner et de Meiksins Wood (MW), nous nous en séparons sur un point essentiel : pour Brenner, seules les conditions sociales anglaises de dissolution du

A propos de cette diversité, Balibar ajoute : « Un même ensemble de *présupposés* correspond à plusieurs séries de *conditions historiques*. Nous touchons ici un point d'autant plus important que les analyses de Marx dans le livre I du *Capital* avaient pu le faire méconnaître, malgré toutes les précautions prises : ces analyses sont explicitement celles de *certaines* formes, de certaines "méthodes" parmi d'autres de l'accumulation primitive, rencontrées dans l'histoire de l'Europe occidentale et principalement de l'Angleterre, Marx s'est expliqué très clairement sur ce point dans sa lettre à Vera Zassoulitch du 8 mars 1881 (dont il faut lire les différents brouillons)⁶. *Il y a donc une pluralité de processus de constitution de la structure qui aboutissent tous au même résultat : leur particularité dépend à chaque fois de la structure du champ historique dans lequel ils sont situés, c'est-à-dire de la structure du mode de production existant* (nous soulignons). On doit mettre en rapport les "méthodes" d'accumulation primitive décrites par Marx sur l'exemple anglais avec les caractères spécifiques du mode de production dominant en l'occurrence (le mode de production féodal) et notamment l'utilisation systématique d'un pouvoir extra-économique (juridique, politique militaire) dont j'ai plus haut rappelé brièvement comment il se fondait sur la nature spécifique du mode de production féodal⁷. » (op.cit, pp.532-533).

Si la constitution de la structure du MPC est une « trouvaille », cela signifie que la formation du MPC est totalement indifférente à l'origine et à la genèse des éléments dont elle a besoin quelle trouve et qu'elle combine, c'est-à-dire la fameuse *rencontre* de l'homme aux écus et du possesseur de la force de travail (*Le Capital*., éd. Sociales, t. 1, p. 179).

Dans cette rencontre, nous avons deux éléments distincts (l'argent et le travailleur libre) ayant suivi des genèses et des développements différents, entre ces deux éléments il s'agit de reconnaître celui qui est déterminant en dernière instance.

« Comme nous l'avons vu, le concept de capital et sa genèse impliquent qu'il a comme point de départ *l'argent* et, par conséquent, la fortune qui existe sous forme d'argent. (...) Par conséquent, la formation du capital ne part pas de la propriété foncière (tout au plus, en l'espèce, du *fermier*, dans la mesure où celui-ci est négociant en produits agricoles) ni de la corporation (bien qu'il existe sur ce point une possibilité) ; mais de la fortune tirée du commerce et de l'usure. Toutefois, cette fortune ne trouve devant elle les conditions qui lui permettent d'acheter du travail libre qu'à partir du moment où ce dernier a été détaché de ses conditions objectives d'existence par un procès historique. C'est seulement alors qu'elle trouve également la possibilité d'acheter ces *conditions* elles-mêmes. (...) Ce qui met la fortune en argent en mesure de devenir du capital, c'est, d'une part, le fait qu'on puisse trouver des travailleurs libres ; et, deuxièmement, qu'on puisse trouver des moyens de subsistance et des matériaux, etc., désormais *libres* et aliénables, alors que jadis, *d'une manière ou d'une autre*, ils étaient la *propriété* des masses à présent démunies de leur objectivité » (*Formes antérieures à la production capitaliste*, in *Grundrisse*, éd. Sociales, t.1, p.443).

Le point de départ « selon le concept de capital » est l'argent mais *le facteur déterminant de sa transformation en capital c'est l'existence du travailleur libre* (sinon Rome et Byzance, etc.) et des biens de subsistance en masse sur le marché non plus comme des

féodalisme permirent la formation du MPC. L'extension de ce dernier n'étant ensuite qu'une *diffusion* imposée à partir de l'Angleterre. En outre, Brenner, à la différence de MW plus prudente, néglige l'autre terme de la « rencontre » : la constitution dans le mode de production féodal du capital argent. Même si nous considérons avec Brenner que le capital marchand est totalement intriqué dans les structures féodales, il n'empêche que l'accumulation de capital argent en sa possession, s'il ne prédétermine pas la « rencontre », n'en n'est pas moins un élément nécessaire.

⁶ Les textes d'Engels sur les modalités spécifiques de la transition au MPC en Russie sont également nombreux entre 1875 et 1894 (voir Mar et Engels, *La Russie*, éd 10/18, 1974, édition réalisée par Roger Dangeville)

⁷ La séparation aussi bien dans les lieux que dans le temps entre ce que l'on peut qualifier de « travail nécessaire » et de « surtravail » implique la coercition, nda.

« excédents », mais comme production destinée au marché. La paysannerie ne doit plus être seulement *impliqué* dans le marché mais *dépendante* du marché⁸.

Les limites du capital marchand dans la genèse du mode de production capitaliste

Les deux éléments – le travailleur libre et l'argent – ont des voies diverses de constitution, nous réservons la détermination en dernière instance en ce qui concerne l'émergence du capitalisme à l'apparition du travailleur libre dans la mesure où le capital marchand reposait sur la solidité de l'ordre féodal et donc sur une alliance avec la noblesse dans le cadre de la protection des privilèges seigneuriaux et marchands.

« Le capital marchand est une condition nécessaire à l'émergence de la production capitaliste, mais il ne suffit pas par lui-même à garantir et à expliquer le passage d'un mode de production à un autre. » (Marx. *Le Capital*, éd. Pléiade, p.167). Ce passage ne peut s'expliquer par un seuil quantitatif du développement commercial.

Le monopole des compagnies commerciales était partout garanti par le pouvoir royal ou princier. En revanche, en Angleterre, le Ministère du commerce (*Board of Trade*) institué en 1696 ne se mêla point d'intervenir directement dans l'activité économique (contrairement à la France colbertienne) : les fabricants et les négociants ainsi que les compagnies de commerce conservèrent, dans le cadre des « Actes de navigation », une entière liberté d'entreprise. Par contre, lors de la tentative des Stuarts d'établissement d'une « monarchie absolue », Jacques Ier (1603-1625) et Charles Ier (1625-1649), pour se procurer des ressources sans passer par le Parlement, tentèrent d'intervenir dans la vie économique du pays et de s'en réserver les bénéfices par la création de monopoles innombrables allant de la vente de dentelles à celle des harengs saurs. La gentry puritaine autour de Cromwell s'accommodait de beaucoup de choses, sauf que l'on limite, que l'on touche et que l'on impose ses terres et son commerce, si bien que Charles Ier finit sur l'échafaud.

Pour Meiskins Wood (*L'origine du capitalisme, une étude approfondie*, éd. Lux 2009), le capital marchand est partie intégrante de la société médiévale, cependant si elle considère, comme Brenner, que le modèle commercial de la transition (Adam Smith) est insuffisant, elle ajoute qu'il est indéniable que le capitalisme est né au sein d'un réseau commercial serré. Mais cela n'est qu'une condition qui a pu se présenter à plusieurs reprises dans l'histoire européenne et mondiale et qui a pu même être contreproductive.

« Ce qui est remarquable par rapport à la situation anglaise dans le cas de l'Italie, de l'Allemagne et de la Hollande (et dans une certaine mesure de la France), c'est moins l'apparition précoce d'un type de production capitaliste que son incapacité à dépasser les prémices d'une adolescence précoce et prometteuse. Il semble que ce soit le succès même et la maturité du capital commercial et bancaire qui dans ces riches centres commerciaux continentaux, aient retardé, au lieu de les favoriser, les progrès de l'investissement dans la production ; de sorte que par comparaison avec la renommée que valait le pillage du Levant ou des Indes ou le fait de prêter à des princes, le capital industriel était en quelque sorte condamné à la situation d'une jeune sœur laide et sans dot. » (Dobb, *Etudes sur le développement du capitalisme*, éd. François Maspero 1981, pp.172-173). A l'aube du mode de production capitaliste, les politiques mercantilistes et leurs incitations à l'essor des manufactures sont des politiques d'émancipation vis-à-vis de la domination commerciale de l'Italie ou des Pays-Bas, d'autant plus que ces politiques s'accompagnent de lois sur les pauvres, les vagabonds et les mendiants, tant en France qu'en Angleterre, mettant à disposition une main-d'œuvre libre et quasiment gratuite.

⁸ Dans *Le Capital*, Marx écrira : « Au fond du système capitaliste il y a donc la séparation radicale du producteur d'avec les moyens de production. »

Le capital marchand reposait sur la solidité de l'ordre féodal, il était souvent prêté à la noblesse dans le but d'intégrer la hiérarchie féodale et l'achat de charges publiques était une priorité vis-à-vis de l'investissement industriel. On ne peut négliger cependant que le capital marchand et bancaire fut aussi une source de financement pour la production industrielle (à la condition de trouver des bras libres ou semi-libres) comme en témoignent les Médicis et les Fugger. La « finance » elle-même n'est pas synonyme de capitalisme. Les fermiers généraux, les trésoriers généraux, les receveurs généraux forment une classe parasitaire d'aristocrates financiers, ils investissent en offices et en rentes d'Etat et pour confirmer leur accession à la noblesse acquièrent une seigneurie, c'est l'exact contraire d'un « capitalisme entrepreneurial ».

Enfin Marx souligne que : « La loi selon laquelle le développement autonome du capital marchand est en raison inverse du degré de développement de la production capitaliste apparaît le mieux dans l'histoire du commerce de commission (*carrying trade*), comme chez les Vénitiens, les Génois, les Hollandais⁹, etc. » (*Le Capital*, éd. Sociales, t.6, p.337). La solidité des liens unissant le marchand et l'artisan au système féodal est analysée par Marx dans les *Formes antérieures à la production capitaliste* :

« Dans des circonstances où la majeure partie du surtravail se présente comme travail de la terre et où le propriétaire de terres apparaît comme propriétaire à la fois du surtravail et du surproduit, c'est le *revenu* (nous soulignons) du propriétaire foncier qui forme le fonds de travail pour le travailleur libre, pour le travailleur de manufacture (dans ce cas : ouvrier artisan), par opposition aux travailleurs agricoles. L'échange avec ces ouvriers est une forme de consommation du propriétaire foncier – qui répartit directement une autre partie de son revenu - en échange de services personnels, qui souvent ne sont que des apparences de services, avec une foule de *retainers* [clientèle] Dans les sociétés asiatiques où le monarque apparaît comme le propriétaire exclusif du surproduit agricole, nous voyons naître des villes entières qui, au fond, ne sont rien d'autre que des camps ambulants, et cela du fait de l'échange de son revenu avec les bras libres. Il n'y a pas la moindre trace de travail salarié dans ce rapport ... » (op.cit, in *Grundrisse*, éd. Sociales, t.1, p.406). Les biens manufacturés en provenance des villes, produits pour répondre à la demande des seigneurs, étaient échangés contre des produits paysans de première nécessité. Les centres manufacturiers et commerciaux qui apparaissent en Flandres ou dans le Nord de l'Italie à partir des X^e et XI^e siècles sont tributaires de leur capacité à capter la demande de textiles et d'armements de la classe seigneuriale européenne. Durant toute la période médiévale et jusqu'autour de 1750, dans la majeure partie de l'Europe occidentale, la proportion de la population non agricole dans la population totale n'a pas augmenté. Cependant cette insertion de l'artisanat, du commerce, du capital marchand dans les structures féodales ne doit pas masquer les conflits internes à ces structures. Les villes durent souvent lutter pour obtenir leurs droits communaux et leurs franchises (étant souvent appuyées par le pouvoir royal). A la bataille de Courtrai, en 1302, ce sont des ligues urbaines qui affrontèrent victorieusement une armée féodale.

En ayant posé le caractère déterminant en dernière instance du bouleversement des structures sociales agraires, parce que nous en avons là le fondement, nous pouvons revenir à notre question de départ : pourquoi l'universalité des échanges marchands et la concurrence des capitaux constituent cependant des ensembles plus ou moins « homogènes » en tant que

⁹ Dans les conflits qui les opposèrent aux agriculteurs zélandais et aux manufacturiers de Leyde ou Harlem, partisans de hauts tarifs douaniers, les banquiers et marchands hollandais l'emportèrent presque toujours récusant la quasi-totalité des préceptes mercantilistes y compris la prohibition de sortie de numéraire. Nous reviendrons plus loin sur le mercantilisme en tant que forme initiale de la délimitation nationale du mode de production capitaliste.

procès de formation d'un *capital national* vis-à-vis d'autres ensembles plus ou moins identiques ?

« Ce n'est pas la structure ancienne qui s'est elle-même d'elle-même transformée, elle s'est au contraire comme telle proprement "évanouie". » (Balibar, op.cit, p.534). On peut absolument suivre Balibar en ce qui concerne la « trouvaille » que constitue la « rencontre » ainsi que sa diversité selon l'histoire et les lieux de celle-ci, mais l'« évanouissement » ou la « dissolution » sont des faits historiques relevant de contradictions et de pratiques sociales déterminées par le mode de production antérieur, ce que Balibar laisse dans l'ombre. C'est là que les thèses et analyses de Dobb puis de Brenner sont pertinentes.

Pour Dobb (*Etudes sur le développement du capitalisme*, éd. François Maspero 1981, première édition 1946), c'est la misère même de la paysannerie qui en créant le danger du dépeuplement des domaines a pu amener les seigneurs à être plus enclins à des concessions visant à amoindrir les charges féodales, d'autant plus qu'à la suite de la grande crise de la seconde moitié du XIV^e siècle et du début XV^e l'effondrement démographique renforçait, face au seigneur, le pouvoir du paysan de plus en plus enclin à fuir et à trouver refuge sur un domaine où les conditions étaient plus favorables. L'indépendance des petits producteurs contre l'exploitation féodale est alors le fruit d'une mutation progressive du servage vers des formes de plus en plus « libres » : tenanciers libres, *yeomen*, vilains francs, puis enfin propriété paysanne libre se substituant à la tenure. Ce processus engendre une différenciation progressive entre ceux qui parviennent à racheter leurs tenures et ceux qui mettent leur travail à disposition des premiers. La croissance des villes et celle du commerce ne sont que des facteurs externes qui accompagnent la transition, le facteur décisif, à savoir la hausse de l'exploitation féodale à la suite d'une baisse de la productivité, qui épuise le travail et le fait fuir (avant que la concurrence entre seigneurs renforce l'opposition des paysans), est interne. La lutte des classes joue donc le rôle principal.

De même, pour Brenner, le processus d'accumulation ayant mené au capitalisme a été produit par des comportements féodaux : la relation salariale émerge du système féodal lui-même. Le propriétaire terrien, dans la lutte qui l'oppose au paysan exploitant directement la terre, parvient à séparer ce dernier de la production directe de ses moyens de subsistance. *C'est la structure des rapports de classes qui détermine dans quelle mesure et de quelle façon certains changements démographiques et commerciaux peuvent affecter les évolutions à long terme.* L'émergence du capitalisme ne tient pas à la simple « levée d'obstacles » barrant la route à libre expression du commerce, de la marchandise et du marché. Les théoriciens et historiens comme Braudel ou Wallerstein font dériver le capitalisme d'un vaste réseau marchand, *ils relèguent les conditions locales au second plan.* Si le commerce n'a pas toujours le même effet (voir la Chine, l'Inde ou l'Empire ottoman), c'est que les structures sociales et les luttes d'où émerge le capitalisme varient dans l'espace. L'expansion du commerce des grains, en Europe, à l'Est de l'Elbe, ne provoquera pas, au XVII^e siècle l'émergence du capitalisme mais, au contraire, le second servage.

En effet, pour Brenner : « Dans la mesure où l'essence du servage réside dans la capacité du seigneur à exercer une pression non marchande sur les paysans en déterminant le niveau de la rente, notamment en empêchant la mobilité paysanne, et donc l'émergence d'un marché locatif libre, il n'est guère surprenant que les fluctuations du commerce en général, et donc celles de n'importe quels facteurs de production, ne suffisent pas en tant que telles à engendrer la dissolution du servage. Le servage est une relation de pouvoir qui ne peut être renversée, pour ainsi dire, que dans ses propres termes, par un changement dans l'équilibre des rapports de classes. » (Brenner, *The paradox of Social Democracy : The American Case*, 1985, cité dans *Aux origines du capitalisme, Robert Brenner et le marxisme politique*, François Allison et Nicolas Brisset, ENS éditions, p.73 – traduction des auteurs). En conséquence, la thèse de Brenner consiste à soutenir que certaines stratégies de reproduction,

bien que compatibles avec les rapports sociaux de production en vigueur (ceux du féodalisme) peuvent mener, de façon involontaire, à l'autodestruction de ces mêmes rapports de production.

Allison et Brisset présentent un résumé des thèses de Brenner.

« Brenner pense l'émergence du capitalisme en Angleterre à partir d'une analyse des particularités de son système féodal ; il défend qu'en raison de certaines spécificités historiques, le système féodal anglais, né de l'invasion normande, fut plus qu'ailleurs centralisé autour d'un Etat féodal fort, capable de réduire la concurrence entre seigneurs, notamment par la mise en place d'un système de *common law* que pouvait saisir tout homme libre, y compris les paysans. Lorsque la peste noire frappa l'Europe (1347-1352), et que le ratio travail/terre s'effondra, l'entente entre les seigneurs vola en éclats en raison de la concurrence pour les tenanciers. Il en résulta un renversement du rapport de force entre paysannerie et seigneurie, symbolisé par la révolte paysanne de 1381 ; cette dynamique accrut la capacité de mobilité des tenanciers, dans la mesure où tout seigneur était désormais prêt à les accueillir en échange de conditions plus favorables, notamment en leur offrant le statut de tenanciers libres. Cette plus grande liberté se manifesta par la délivrance à chaque paysan d'une copie du registre manorial où étaient consignées les conditions de sa tenure (le fameux *copy holders*). Ces copies pouvaient être présentées devant les tribunaux royaux en cas de litige, ce qui eut pour conséquence d'empêcher tout retour en arrière, c'est-à-dire toute tentative de réinstauration du servage. Mais cette plus grande liberté paysanne se fit au détriment de leur possession et de leur accès aux terres coutumières (les communs). En effet, nous dit Brenner, les *lords* anglais ont réagi à ce rapport de force défavorable à la fois en poussant pour la fin des droits coutumiers (enclosures, contestation des droits de glanages et des accès aux forêts seigneuriales) et en soumettant les terres détenues en copie à des augmentations de rente lors des transferts, essentiellement intergénérationnels. Ceci constitue pour Brenner une importante tentative de réaffirmer l'arbitraire seigneurial. La paysannerie s'opposa fortement à cette tendance au nom des droits coutumiers. Néanmoins, les seigneurs, avec l'aide du pouvoir central, matèrent bon nombre de révoltes paysannes au début du XVI^e siècle.

« Brenner concentre donc son attention sur le fait que dans le rapport de force opposant les propriétaires terriens et les tenanciers, ces derniers réussirent à se libérer d'une partie du joug seigneurial par le système de *copyhold*. Toutefois, avec des seigneurs restés suffisamment puissants pour remettre en cause les droits coutumiers, cette nouvelle configuration institutionnelle déboucha sur une concentration des terres entre les mains de ces derniers (disparition de la petite propriété paysanne) dans le cadre de l'affirmation de la propriété privée. L'organisation féodale anglaise tendait à concentrer le pouvoir extra-économique entre les mains de la couronne, et le pouvoir économique entre celles des grands propriétaires terriens. Dès lors, le mode de reproduction de ces propriétaires devint économique : il fallait louer sa terre au plus offrant, ce qui incitait les tenanciers à être plus productifs. (...) Ainsi, paysans et seigneurs, tout en s'attachant à leurs règles de reproduction respectives, sont à l'origine de l'émergence de nouvelles relations sociales de propriété : petit à petit, le bail commercial, avec des niveaux fluctuants de rente, s'installa comme la norme. » » (Allison et Brisset, op.cit., pp 73-74-75).

Ainsi, les seigneurs anglais ont réussi à mettre un terme aux pressions des paysans, ils ont réussi à établir leur droit de propriété sur les terres et en séparant leurs tenanciers des moyens de subsistance, les ont rendus dépendants du marché, la concurrence pour les baux les ayant amenés à abandonner la production pour la subsistance. De cette façon apparaît la triade fondamentale : travailleurs salariés, exploitants capitalistes – fermiers -, propriétaires

fonciers¹⁰. Cette triade signe la fin de la période *nécessaire* (du moins en Europe occidentale) mais *transitoire* du « paysan libre » : « C'est seulement aux périodes de déclin de la féodalité, quand celle-ci est encore la proie de luttes internes – par exemple en Angleterre au 14^e et dans la première moitié du 15^e siècle – que se situe l'âge d'or » pour le travail en train de s'émanciper. » (Marx, *Grundrisse*, éd. Sociales, t. 1, p.448). Ce fut « l'âge d'or » de la *yeomanry* anglaise : « Dès que le servage eut donc disparu et qu'au XV^e siècle la prospérité des villes prit un grand essor, le peuple anglais atteignit l'état d'aisance si éloquemment dépeint par le chancelier Fortescue. *Mais cette richesse du peuple excluait la richesse capitaliste* (nous soulignons). » (Marx, *Le Capital*, éd. Sociales, t.3, p.158). Entre la fin du XVII^e et la moitié du XVIII^e siècle, « la classe indépendante des *yeomen* était supplanté par celle des *tenants at will*, des petits fermiers dont le bail peut être résilié chaque année, race timide, servile, à la merci du bon plaisir seigneurial. » (ibid, p.165)¹¹. Tant que le paysan libre demeure maître de ses moyens de production et de subsistance, il n'a aucun intérêt à la spécialisation et un intérêt minime à l'augmentation de sa productivité qui le rendrait dépendant du marché. La compétitivité est incompatible avec la diversification visant à minimiser les risques liés à la subsistance.

XX

L'Angleterre

p. 173

Pour Brenner, les seigneurs féodaux anglo-normands créèrent entre eux un Etat féodal plus centralisé que ceux existant alors sur le continent leur assurant une « communauté politique » plus forte limitant leur concurrence. Cette plus grande cohésion fut entérinée par le système de la *common law* [faire une note]. Après la peste noire, les seigneurs ont cherché à compenser l'importante baisse du nombre de tenanciers en augmentant les rentes et en faisant appel au Parlement. Cependant malgré leurs efforts de cohésion, la concurrence pour les tenanciers a pris le dessus, les paysans gagnant leur liberté.

« Les seigneurs anglais n'avaient guère d'autre choix – contrairement à leurs homologues de l'Europe du Nord-Est, caractérisée par une forme de néoservage, et de l'Europe de l'Ouest, constituée d'Etats absolutistes – que d'utiliser leur organisation politique féodale pour transformer ce qui restait de leur droits sur les terres coutumières des paysans en leur propriété inconditionnelle. (...) Ce qui s'est avéré leur atout majeur fut leur capacité à se tourner vers le puissant Etat monarchique national qu'ils avaient construit à l'époque médiévale et à le développer rapidement. Avec l'aide décisive de l'Etat Tudor et de ses tribunaux, les seigneurs anglais ont pu faire valoir leur revendication : que des terres autrefois coutumières et aujourd'hui détenues en *copyhold* [début XV^e siècle, les paysans pouvaient obtenir une copie du registre manorial où étaient énoncées les conditions des tenures] par

¹⁰ Tout le processus exposé par Brenner paraphrase en l'explicitant parfois le chapitre sur *L'Expulsion de la population paysanne* dans la section du livre I consacré à *l'Accumulation primitive*, il serait fastidieux de relever et d'analyser les mini différences entre l'exposé de Brenner et le texte de Marx. Cependant il existe une différence essentielle : pour Marx, il ne s'agit que d'un « schéma » ou d'une « esquisse » ; pour Brenner, il s'agit d'un procès qui ne pouvait avoir lieu qu'en Angleterre, ce qui fit dire à Wallerstein qu'il était heureux pour Brenner et pour la gloire de l'Angleterre que les Normands bien qu'initialement installés en France ne l'aient pas conquise.

¹¹ Marx idéalise un peu l'époque des *yeomen*. Les *yeomen* sont une classe d'agriculteurs commerciaux, née d'un processus de différenciation lié à la généralisation des pressions concurrentielles, la parcelle de subsistance moyenne était de 20 acres à l'époque médiévale, vers 1600 les fermiers disposaient de parcelles de 60 acres en moyenne et les fermes de 100 acres représentaient 70% des terres cultivées. En outre, ayant recours au travail salarié, les *yeomen* purent adapter le facteur travail à l'évolution des besoins de la production. Ce n'était pas « l'âge d'or » pour tout le monde.

leurs paysans soient soumis à des amendes ou des rentes arbitraires, donc variables lors d'un transfert (successoral ou autre) ceci contre les attentes de leurs tenanciers. Une rente pouvait donc, tôt ou tard, être transformée en ce qui serait, de fait, un bail commercial. (...) Ils [les seigneurs] ont ainsi établi leurs droits de propriété sur les terres et, en séparant leurs tenanciers de leurs moyens de subsistance, les ont rendus dépendants du marché. (...) Leur but n'était en aucun cas d'établir un nouveau système, mais simplement d'empêcher les paysans de consolider un ensemble de droits de propriété – à savoir des rentes fixes et des droits d'héritage. (...) Néanmoins, la conséquence principale, si elle n'était pas intentionnelle, fut la soumission de leurs tenanciers à la concurrence pour les baux, imposant d'abandonner la production pour la subsistance afin d'adopter des règles capitalistes de production. » (Brenner, op. cit., pp.175-176). Ainsi naquit une nouvelle classe de *fermiers*.

« La fin du XV^e siècle a vu l'émergence d'une seigneurie terrienne commerciale et de tenanciers commerciaux dépendants du marché. C'était une conséquence de la séparation des paysans qui avaient gagné leur liberté vis-à-vis du servage, de leurs moyens de subsistance. Les seigneurs conservaient de grands domaines, loués à des fins commerciales. Les tenanciers coutumiers, qui avaient également conquis leur liberté par la résistance et la fuite à la fin du XIV^e et au XV^e siècle, conservaient une "garantie de tenures" mais seulement de manière limitée. (...) Ces tenanciers sont progressivement devenus des locataires, dans la mesure où les propriétaires (dans la plupart des régions d'Angleterre) ont réussi à faire valoir leur droit à percevoir des prélèvements variables sur les successions ou d'autres transferts d'exploitation, droits qui se transformèrent en rentes commerciales. » (Brenner, idem, pp.182-183)

Il en résulta une rapide augmentation de la productivité agricole, en 1700, les fermiers anglais pouvaient nourrir la moitié non agricole de la population. La croissance de la population non agricole accompagne une accélération de la division sociale du travail et l'essor d'un *marché intérieur*. La croissance de la productivité agricole a en outre pour effet de provoquer une baisse des prix relatifs des denrées alimentaires se traduisant par une augmentation des salaires réels et jetant les bases d'une diversification de la consommation.

« L'émergence de relations sociales de propriété capitalistes a résulté de tentatives de la part d'acteurs féodaux de suivre des règles de reproduction féodales et/ou de collectivités féodales de maintenir des relations sociales de propriété féodales. Le tout dans des conditions où ces efforts ont eu pour effet involontaire de miner ces relations sociales de propriété. » (Brenner, idem, p.165).

Situation générale [s/titre à trouver]

Depuis l'apparition au X^e siècle de la seigneurie banale les paysans cherchent à résister aux exigences des seigneurs et à obtenir le contrôle total de leur personne et leurs biens. Si, bien que très lentement, au cours des siècles suivants, les paysans parviennent à atteindre leurs objectifs, c'est en exploitant une faiblesse interne du système : la concurrence entre seigneurs pour l'accès à la paysannerie.

[Brenner néglige une autre contradiction du système : d'une part, l'individu objectif dont l'appartenance à une communauté présuppose le travail dans un rapport d'exploitation et d'autre part son faire valoir direct. Voir TC 1 dans fichier *Etat nation et capitalisme I*]

A la suite de l'effondrement de la population à partir de 1348, la concurrence entre seigneurs est exacerbée. La réaction des seigneurs fut alors de construire une institution par laquelle ils pouvaient exiger une part des produits des paysans ainsi que la possibilité de faire la guerre à d'autres groupes seigneuriaux. En outre, la construction des Etats féodaux limitait

leur concurrence. S'il est possible de formaliser une certaine unité du mouvement, les choses se passèrent différemment selon les structures agraires existantes.

En France et dans une grande partie de l'Allemagne de l'Ouest, la solution à cette crise médiévale a été la construction d'Etats absolutistes. Avec une fiscalité d'Etat, les paysans ne pouvaient plus faire jouer la concurrence entre seigneurs. Cependant, cet Etat confirmait la liberté des paysans dans la mesure où les rentes seigneuriales entraient en concurrence avec les impôts centralisés. En retour, les bénéfices tirés des offices compensaient largement pour les seigneurs appartenant à l'administration fiscale ou à la chancellerie la baisse de leurs rentes due à la fiscalité centralisée (voir Pierre Chaunu, *Histoire économique et sociale de la France, t.1, 1450-1660*, première partie l'Etat).

Les problèmes théoriques chez Brenner (B) et Meiksins Wood (W)

[Introduire quelque part que B confond le processus de genèse du capital et son concept]

1) Pourquoi l'appellation de « marxisme politique »

Le concept clé du marxisme politique est celui de « relations sociales de propriété » (voir citation infra ou supra). Il en résulte un *ensemble d'agencements institutionnels* résultant d'affrontements pour l'accès aux moyens de subsistance.

Possession paysanne : « cette communauté assurait à chacun de ses membres le statut de possédant en remplissant une série de fonctions, répétons-le, essentiellement politique (fonctions de police et de justice) (p.134).

Extraction seigneuriale : « L'extraction de surplus par le biais de moyens coercitifs extra-économiques a été rendu possible par la constitution de communautés politiques ou d'Etats autonomes. Ces communautés ont permis l'usage de la force par les seigneurs et, donc, l'exécution de l'ensemble des fonctions politiques clefs (« gouvernementales ») leur permettant la mise en place coercitive de transferts réguliers de richesse en provenance des paysans.... » (p.135)

« Les seigneurs féodaux anglo-normands créèrent une forme de communauté politique seigneuriale ou d'Etat féodal plus centralisé que nulle part ailleurs dans le reste de l'Europe. En s'organisant « nationalement » par l'intermédiaire d'un Etat monarchique doté de pouvoirs majeurs destinés à imposer la discipline à son aristocratie, ces seigneurs ont pu atteindre un niveau inhabituellement élevé de coopération dans le fonctionnement du système décentralisé (implicitement concurrentiel) d'extraction des surplus par contrainte extra-économique, ainsi que dans les guerres. » (p.173)

Face à la résistance des tenanciers, eux-mêmes organisés en communautés politiques, « les seigneurs anglais ont utilisé leur organisation politique féodale pour transformer ce qui restait de leurs droits sur les terres coutumières des paysans en leur propriété inconditionnelle. (...) Avec l'aide décisive de l'Etat Tudor et de ses tribunaux, les seigneurs anglais ont pu faire valoir leur revendication. » (p.175)

- La problématique de Meiksins Wood in *Marxisme anglo-saxon, figures contemporaines* (pages 291 à 294)

« Wood affirme que la restauration de l'enjeu culturel au sein de la théorie marxiste et la compréhension des dimensions extra-économiques pour la critique de l'ordre social passent par d'autres voies que celles empruntées par les théories postmarxistes et post-modernes. (...) Toutefois, pour bien appréhender son traitement de la culture, il faut se pencher sur sa critique du modèle base / superstructure, qu'elle interprète comme une métaphore ayant

malheureusement acquis un poids théorique qu'elle ne peut supporter. (...) Une telle perspective repose sur le fait que pour Wood, il n'y a pas comme le veulent les variantes déterministes du marxisme qui reprennent cette métaphore, l'économie d'un côté, puis les sphères superstructurelles (politique, idéologique, culture, etc.), car la définition même de l'économie doit être sociale et politique. (...) Wood a été très influencée par les travaux d'E.P. Thompson. Cette influence se manifeste aussi dans sa conception des classes sociales, qu'elle aborde de façon relationnelle : les classes ne peuvent se définir que dans leur rapport aux autres classes, ainsi qu'au regard de leurs traditions culturelles, sociales et institutionnelles. Wood s'oppose en particulier à la déduction de la position des classes à partir du mode de production, une position qu'ont tour à tour adoptée plusieurs variantes du marxisme orthodoxe, mais aussi G.A. Cohen et Perry Anderson. Ainsi les conflits sociaux ne se résument pas aux seules relations d'exploitation. (...) La volonté de Thompson de ne pas réduire la définition des classes aux seules relations "objectives" d'un mode de production mène Wood à souligner l'importance des conflits dans une même classe. (...) Cette attention accordée aux conflits politiques qui opposent aussi bien les classes adverses que différentes factions au sein d'une même classe constitue un élément distinctif du marxisme politique. (...) On s'intéresse aux contradictions et conflits qui les traversent et qui se manifestent aussi bien dans les sphères dites culturelles ou idéologiques que dans leur dimension matérielle. Ce sont ces contradictions et conflits qui démontrent que l'appartenance de classe dépasse l'appartenance à une structure ou des rapports de production. » (Nancy Turgeon, op.cit.).

Des éléments, une perspective, des visions que l'on peut utiliser, mais chez MW tout est dans tout, pas de structure à déterminante, une totalité significative, c'est-à-dire sans explication de pourquoi et comment les diverses instances peuvent être déterminantes. Tout est exposé comme étant ainsi *de fait*. C'est, entre autres, un des gros problèmes du « marxisme politique ». Ce qui échappe à toutes ces théories remettant en cause l'objectivisme mécaniste c'est tout simplement que *les rapports de production sont eux-mêmes le principe de leur métamorphose*.

Il est toujours question d'institutions sans préciser comment et pourquoi le mode de production s'institutionnalise ; Si ce n'est sa constitution en « communautés politiques. Il est vrai que le rapport d'exploitation de la force de travail est toujours institutionnalisé, que ce soit légalement au travers d'un « Code du travail », de coutumes et de traditions, de rapports de genre, de relations familiales, ou par la simple contrainte, mais ce n'est pas l'institutionnalisation, comme il apparaît dans le « marxisme politique » qui fait l'exploitation.

Rejet de la « hiérarchisation stricte entre base économique et structure politique »

B et W : totalité significative. Il y a toujours une « dernière instance », même si son heure solitaire ne sonne jamais.

Dominante /déterminante : la politique dans l'antiquité, la religion au Moyen-âge : K.t.1, p.93. Et Balibar « Lire le Capital », p.451 et sq. le moment qui dans une totalité détermine les autres en dernière instance *Grundrisse* I, p.33 note.

Etat : sa racine dans les rapports de production : K.t.8, p.172

C'est dans la critique de la totalité significative qu'il faut introduire l'importance du « politique » pour B et W : p.134-135.

Pour Brenner, les relations de travail et d'appropriation de la production s'établissent politiquement à la suite de rapports conflictuels.

Position de Brenner sur la transition : Le capitalisme n'émerge pas en raison d'éléments extérieurs venant pervertir la logique féodale (comme le commerce), mais de dynamiques politico-économiques propres à certaines configurations féodales, en l'occurrence la configuration anglaise. Pour Brenner, il existe une exceptionnalité du système féodal anglais, et pas seulement une antériorité, ouvrant la voie au capitalisme.

Pour Marx, si tous les chapitres sur la prétendue accumulation primitive s'appuient sur le déroulement anglais de la chose, il précise qu'il ne s'agit là que d'un modèle, les choses pouvant se dérouler différemment ailleurs.

Transition au capitalisme : Th pl II, p.275.

Genèse du capital (« Formes antérieures » in *Grundrisse* : Pl II, p.348 et sq) : Marx est moins sévère que B vis-à-vis de Smith.

2) Renverser la relation entre concurrence et exploitation et finalement ignorer l'exploitation dans l'émergence et la définition du mode de production capitaliste

« Je préfère l'appellation *relations sociales de propriété* à celle plus classique de rapports de production pour deux raisons. Premièrement, le terme de rapports sociaux de production est parfois utilisé pour exprimer l'idée selon laquelle la structure sociale dans laquelle s'inscrit la production est d'une manière ou d'une autre déterminée par la production elle-même, c'est-à-dire la forme de coopération ou d'organisation du travail. Il me semble que cette idée est à la fois désastreuse et trompeuse. Secondement, je pense qu'il n'est pas suffisant de dévoiler uniquement ce que l'on entend généralement par relations sociales de production, à savoir les relations verticales de classes, qui structurent et contraignent l'extraction de surplus, et donc de parler seulement des relations entre exploiters et producteurs directs. Il est plus crucial encore [je souligne] de faire ressortir les effets structurants et contraignants des relations horizontales des exploiters entre eux et des producteurs directs entre eux. » (Brenner, *Propriété et progrès : quand Adam Smith faisait fausse route*, 2007, in Allison et Brisset *Aux origines du capitalisme, Robert Brenner et le marxisme politique*, ENS éditions, p.127

B reprend la thèse (juste) de la prédominance des rapports de production sur les forces productives, mais en éliminant « production » de rapports de production, c'est-à-dire que l'extorsion de surtravail est une conséquence du rapport des capitaux entre eux (concurrence, production pour le marché, pression du marché).

Grundrisse

Sur la concurrence : Pl II, p.294 : « ...le capital a détruit les barrières historiques qui gênaient et entravaient son mouvement. (...) La libre concurrence traduit la relation que le capital entretient avec lui-même en tant que capital autre, c'est-à-dire son comportement réel en tant que capital. »

« La libre concurrence est le développement réel du capital. A travers elle, le capital individuel se voit imposer comme une nécessité extérieure ce qui est conforme à la nature du capital, au mode de production du capital, au concept de capital. » (Pl II, p.294)

« Le capital porteur d'intérêts personnifié dans le capitaliste financier, le capital industriel dans l'*industrial capitalist*, le capital donnant une rente dans le propriétaire foncier en tant que propriétaire de la terre, et enfin le travail dans le travailleur salarié. C'est sous ces figures fixes, incarnées en de personnalités indépendantes qui, en même temps, apparaissent comme simples représentants de choses personnifiées, qu'ils entrent en concurrence et s'engagent dans le procès de production réel. La concurrence présuppose cette extériorisation. Ce sont les formes qui existent conformément à sa nature, conformément à l'histoire de sa

nature et dans son apparence à la surface, elle n'est elle-même rien d'autre que le mouvement de ce monde à l'envers. Dans la mesure où dans ce mouvement, les connexions internes s'imposent, elles apparaissent comme une loi mystérieuse.» (Marx, *Théories sur la plus-value*, éd. Sociales, t.3, p.604).

« La concurrence des travailleurs entre eux n'est qu'une autre forme de la concurrence des capitaux. »

Pl II, p. 275 : « C'est seulement dans la concurrence – dans l'action du capital sur le capital – que les tendances et les lois immanentes de celui-ci sont réalisées. (...) Comme si la concurrence imposait au capital des lois venues de l'extérieur et qui ne fussent pas ses lois propres. (...) Celle-ci [la concurrence] exécute les lois internes du capital, elle les rend impérieuse pour le capital individuel, mais ce n'est pas elle qui les forge : elle les réalise. Vouloir les expliquer simplement à partir de la concurrence, c'est avouer son incompréhension. »

Qu'est-ce que la concurrence « réalise » du concept de capital ? L'extorsion d'un maximum de surtravail.

B et W font de la concurrence et de la contrainte de la production pour le marché le fondement des lois du MPC. Tout est à l'envers.

B et le marxisme dit « politique » n'aiment pas la production. La place donnée à la concurrence et à la pression du marché occulte le rapport d'exploitation qui n'est plus qu'une conséquence de la concurrence et de la pression du marché.

Pour Wood, la concurrence, la pression du marché est tellement le principe premier du MPC que tout ce qui est violence extra-économique, domination, est rejeté à l'extérieur soit comme des signes de féodalisme (au XVII et XVIII ème siècle dans certaines régions européennes) soit comme des « accidents » (voir dans *Aux Origines du capitalisme*, pp.98-99-100). La concurrence devient l'équivalent du « doux commerce » de Montesquieu.

Un passage particulièrement significatif de la problématique de B.

Chez B, le capitalisme ne naît pas de la rencontre de l'homme aux écus (« l'homme aux écus n'existe pas chez B) et du travailleur libre, mais d'une affaire de concurrence entre propriétaires. L'exploitation est toujours une simple conséquence de la concurrence entre propriétaires et de la pression du marché.

« A moins qu'ils ne soient privés de leurs pleins moyens de subsistance (et pas nécessairement des moyens de production) ainsi que de leur capacité à s'emparer par la force de ces moyens auprès des producteurs directs, les agents économiques ne seront pas *obligés* d'acheter sur le marché les biens qui leur sont nécessaires. Tant qu'ils ne sont pas tenus d'acheter ces biens sur le marché, ils ne seront pas non plus dans l'obligation de vendre sur le marché pour assurer leur survie. **[il est évident ici que les seuls agent économiques en question sont les propriétaires, tout le mécanisme de l'émergence repose sur les contraintes pesant sur les propriétaires. L'émergence ne se situe pas dans la rencontre avec le travailleur libre, mais dans la concurrence entre propriétaires.]**

« Tant qu'ils ne sont pas obligés de vendre sur le marché, ils ne seront soumis à aucune pression concurrentielle ; dans le cas contraire, leur survie dépendrait de leur compétitivité productive. Finalement, tant qu'ils ne sont soumis à aucune pression concurrentielle, on ne peut s'attendre à ce qu'ils tentent de maximiser leurs profits en recherchant des gains commerciaux. [à nouveau la relation entre concurrence et exploitation est renversée]. De sorte que l'on ne peut ne peut compter sur eux pour se spécialiser, accumuler, innover et s'adapter au jour le jour aux mouvements de la demande. (...) En fin de

compte, là où les agents économiques [à nouveau, il ne s'agit que des propriétaires et de leurs relations] sont seulement impliqués dans le marché, les deux déterminants smithiens de la croissance ne fonctionneront pas [1° Pour chaque individu maximiser le profit ; 2° élimination par la concurrence]. **[Donc le principe premier de l'émergence du capitalisme, ce n'est pas le travailleur libre et l'exploitation de la force de travail mais la concurrence entre propriétaires. L'exploitation n'étant qu'une détermination nécessaire, en conséquence, de cette concurrence.]** Pour que ce soit le cas, il faut que ces agents dépendent du marché pour accéder aux ressources productives, les soumettant à la concurrence. En outre, il faut que ces mêmes agents soient incapables de subvenir à leurs besoins par le recours à une appropriation par la force auprès des producteurs directs. C'est la prédominance de relations sociales de propriété spécifiques qui libère les producteurs, les soumet à la pression concurrentielle [il est évident qu'ici « producteurs » n'est pas « producteurs directs »], les pousse à produire de façon compétitive pour survivre, et finalement amène le développement économique. » (pp.130-131).

Pour les producteurs directs, on sait (voir Marx) que leur concurrence n'est qu'une conséquence, une détermination de la concurrence entre les capitaux. On sait d'autre part, que l'échange de la force de travail sur le dit « marché du travail » n'en n'est pas un, mais un rapport de classe et que l'ouvrier avant de se vendre à tel ou tel capitaliste appartient à l'ensemble de la classe.

Le travailleur libre est le grand absent de toute la problématique de Brenner.

Suite de la citation précédente de Brenner :

« Je définirais donc les relations sociales de propriété comme les relations entre producteurs directs, entre exploités, et entre exploités et producteurs directs. Des relations qui, prises ensemble, rendent possible et définissent l'accès régulier des individus et des familles aux moyens de production (terre, travail, outils) et/ou au produit social. L'idée est que de telles relations, propres à chaque société, définissent les contraintes fondamentales encadrant et limitant les comportements économiques individuels. Elles constituent des contraintes dans la mesure où elles déterminent non seulement les ressources dont disposent les individus, mais également la manière dont ils y ont accès et, plus généralement, leur revenu. Les relations sociales de propriété sont maintenues et reproduites collectivement – en dehors du contrôle de chaque individu - par des *communautés politiques* (souligné dans le texte) constituées précisément à cette fin. Et c'est parce que ces communautés politiques constituent et maintiennent ces relations sociales de propriété collectivement et par la force – en mettant en œuvre des fonctions politiques normalement associées à l'Etat, comme la défense, la police et la justice - que les acteurs économiques individuels ne peuvent généralement les modifier, et doivent les considérer comme une réalité acquise, à l'instar du cadre à l'intérieur duquel ils effectueront leurs choix. » (idem, p.128). **Tous les « acteurs » sont mis au même niveau dans la « considération d'une réalité acquise ».**

Du verbiage : est-ce que tous les « acteurs » sont dans la même situation. Tous les rapports de production (dont B ne veut pas) sont égalisés, c'est-à-dire anéantis.

Les travaux de Brenner sur la période 1945-1970, puis sur ce qu'il qualifie de phase de long déclin après 1970, viennent confirmer cette survalorisation de la concurrence comme principe originel et moteur du capitalisme.

« C'est la trajectoire du taux de profit qui aurait suscité le boom de cette période [1945-1970], grâce au maintien dans les principaux pays dits économiquement avancés d'un rendement de l'investissement toujours croissant. C'est sur cet élément [c'est pas une grande découverte] que B appuie son analyse de la situation internationale contemporaine. Bien que les Etats-Unis continuent d'être le principal moteur de la production mondiale, les

dynamiques économiques demeurent « horizontales » plutôt que « verticales ». C'est-à-dire que *le dynamisme de l'économie capitaliste, de par sa nature internationale, doit s'analyser au sein des relations entre classes capitalistes, plutôt qu'entre classe capitaliste et classe ouvrière.* (...) L'analyse des rapports entre les différentes classes capitalistes « nationales » devient cruciale dans la théorisation du long déclin de 1970 à aujourd'hui, puisque la compétitivité est l'élément central de l'organisation sociale capitaliste sur le plan international. (...) Pour Brenner, la concurrence internationale, lors du long déclin, n'a pas donné lieu à une redynamisation de la production par investissement dans l'innovation. » (Francis Fortier et Louis-Philippe Lavallée, chapitre sur Brenner in « Marxisme anglo-saxon : figures contemporaines », éd Lux 2013, p.254. Les auteurs résument le texte *The Boom and the Bubble* – Verso 2002)

Brenner pose les bases théoriques d'une social-démocratie intelligente.

3) Injustice, répartition, distribution

Sans inclure Brenner là-dedans, il faut considérer que ses adeptes peuvent légitimement écrire : « La résurgence des travaux empiriques et théoriques concernant la question des inégalités de revenu et de patrimoine, notamment à la suite des travaux de Thomas Piketty, a eu pour conséquence le même type de débats, également orientés sur la dimension historique de l'approche de l'exploitation par les inégalités (Bihr et Husson 2020 ; Brisset et Walraevens 2020 ; Piketty 2021) ». (Allison et Brisset, *Aux origines du capitalisme*, p.79).

Quand l'inégalité de la répartition, « l'opposition entre riches et pauvres », les « différences dans la répartition où apparaissent aussi les *différences de classes* [souligné dans le texte] » (Engels, *Anti-Dühring*, éd. Sociales, 1963, p. 180) se renforcent et apparaissent de plus en plus comme injustes, cela n'apporte rien à « l'analyse scientifique du mode de production capitaliste » (Engels, *ibid*), mais cela n'est pas sans importance quant à la manière dont les classes se perçoivent, se constituent et agissent.

« La répartition n'est pas un pur résultat passif de la production et de l'échange ; elle réagit tout autant sur l'une et sur l'autre. [...] Tant qu'un mode de production se trouve sur la branche ascendante de son évolution, il est acclamé même de ceux qui sont désavantagés par le mode de répartition correspondant. [...] C'est seulement lorsque le mode de production en question a parcouru une bonne partie de sa branche descendante, qu'il s'est à demi survécu à lui-même, que les conditions de son existence ont en grande partie disparu et que son successeur frappe déjà à sa porte, - c'est seulement alors que la répartition devenant de plus en plus inégale apparaît injuste, c'est seulement alors que des faits dépassés par la vie, on en appelle à la justice dite éternelle. Cet appel à la morale et au droit ne nous fait pas scientifiquement progresser d'un pouce ; la science économique ne saurait voir dans l'indignation morale, si justifiée soit-elle, aucun argument mais seulement un symptôme. » (Engels, *idem*, p. 181). Les textes composant l'*Anti-Dühring* datent de 1877-1878, bien avant la mort de Marx ; un an après celle-ci, en 1884, dans la *Préface à la première édition allemande de Misère de la philosophie*, Engels revient sur la question :

« D'après les lois de l'économie bourgeoise, la plus grande partie du produit n'appartient pas aux travailleurs qui l'ont créé. Si nous disons alors : c'est injuste, ce ne doit pas être, cela n'a rien à voir avec l'économie. Nous disons seulement que ce fait économique est en contradiction avec notre sentiment moral. C'est pourquoi Marx n'a jamais fondé là-dessus ses revendications communistes, mais bien sur la ruine nécessaire, qui se consomme sous nos yeux, tous les jours et de plus en plus, du mode de production capitaliste. Il se contente de dire que la plus-value se compose de travail non payé : c'est un fait pur et simple. *Mais ce qui peut être formellement faux au point de vue économique, peut être encore exact au point de vue de*

l'histoire universelle [nous soulignons]. Si le sentiment moral de la masse regarde un fait économique, autrefois le servage ou l'esclavage, comme injuste, cela prouve que ce fait lui-même est une survivance ; que d'autres faits économiques se sont produits grâce auxquels le premier est devenu insupportable, insoutenable. *Derrière l'inexactitude économique formelle peut donc se cacher un contenu économique très réel* [idem]. » (*Préface à la première édition allemande de Misère de la philosophie*, Engels 1884, *Misère de la philosophie*, éd. Sociales, 1968, p. 29).

Comment ne pas faire de « **l'injustice** » un moment nécessaire de la constitution des classes (pas seulement « moral »), quand elle devient, comme dans la période actuelle, un symptôme de la structure historiquement spécifié du rapport salarial. **Un moment nécessaire de la constitution des classes, mais pas un moment des fondements des rapports de production ou des « relations sociales de propriété » (Brenner).** A propos du mouvement contre la réforme des retraites en France de l'automne 2010, Louis Martin écrit dans *Je lutte des classes* (éd. Senonevero 2012) :

« Ce qui fait du mouvement sur les retraites de l'automne 2010 un événement d'aujourd'hui, c'est le contexte mondial du rapport entre accumulation du capital et reproduction de la force de travail dans lequel s'effondrent les spécificités de l'Etat-providence français (long processus imperfectif de par la nature de la restructuration mais qui s'accélère dans la situation actuelle de la crise de cette phase du mode de production capitaliste). Ce n'est pas la même chose de mener une lutte revendicative – quelles qu'en soient les formes, institutionnelles ou de base, manifestations ou blocages – quand elle est vouée à l'échec, et qu'on le sait, par rapport à l'époque où ces luttes pouvaient gagner. Ce n'est pas la même chose quand sont en cause d'un côté la pérennisation de l'exploitation et, de l'autre, *l'appartenance de classe comme limite à la lutte* et non simplement le syndicalisme. Il s'agit maintenant de caractériser les limites de la lutte de classe comme étant celles de l'implication réciproque entre prolétariat et capital quand ce dernier ne produit plus aucune confirmation en lui-même de la classe pour elle-même. Fin de l'identité ouvrière, illégitimité de la revendication : les deux sont corollaires et c'est explosif. Cela signifie que c'est dans les actions revendicatives les plus triviales que peut s'annoncer la production de l'appartenance de classe comme une contrainte extérieure. » (*op. cit.*, p.100). L'appartenance de classe comme contrainte extérieure c'est la constitution même du prolétariat comme la classe ouvrière se retournant contre elle-même.

« En fait, les rapports et modes de distribution sont tout bonnement *l'envers des agents de la production* : l'individu qui contribue à la production par son travail salarié participe sous le mode du salaire à la distribution des produits créés dans la production. La structure de la distribution est entièrement déterminée par celle de la production. » (Marx, *Fondements de la critique de l'économie politique*, Ed. Anthropos, t.1, pp. 24-25). Il ne s'agit pas de confondre les deux, il est vrai que les formes de la distribution s'autonomisent comme objet de la lutte de classe, au point que la possibilité d'action sur elles apparaît comme totalement libre et que leur bouleversement entraînerait, de par la liberté de cette action même, celui des rapports de production. Un tel point de vue est naturel dans la société capitaliste. Mais, en érigeant la distribution en pôle absolu de la société c'est-à-dire celui qui en détermine toutes les divisions et les luttes, on se condamne à en accepter toutes les lois, car on a pris ce qui n'est que « l'envers de la production » pour l'ensemble des rapports sociaux capitalistes. Si, dans cette proposition, sont bien désignées les limites de nombreuses luttes et mouvements actuels, prise de façon absolue, elle est fautive dans son application indistincte à tous les mouvements.

Il est vrai qu'on part toujours d'une existence dans la distribution, mais ... mais ... les choses peuvent être très différentes selon les situations (formes de la crise, rapports de forces, composition de la classe ouvrière, structure de la mondialisation, etc.).

Continuons à citer Marx qui est assez clair : « Dans sa conception la plus banale, la distribution apparaît comme distribution des produits, et ainsi comme plus éloignée de la production, et pour ainsi dire indépendante de celle-ci. Mais avant d'être distribution des produits, elle est : 1° *distribution des instruments de production* (souligné par nous), et 2°, ce qui est une autre détermination du même rapport, distribution des membres de la société entre les différents genres de production (subordination des individus à des rapports de production déterminés). **La distribution des produits n'est manifestement que le résultat de cette distribution, qui est incluse dans le procès lui-même et détermine la structure de la production.** Considérer la production sans tenir compte de cette distribution qui est incluse en elle c'est manifestement abstraction vide, alors qu'au contraire la distribution des produits est impliquée par **cette distribution qui constitue originellement un moment de la production.** (...) la production a nécessairement son point de départ dans une certaine distribution des instruments de production. » (*Introduction de 1857*).

La dérive de B, c'est la confusion et l'amalgame des deux acceptions du concept de distribution et de considérer la seconde acception comme déterminante, c'est-à-dire comme un rapport de production. Rapport de production est une expression que Brenner a la cohérence de rejeter.

La lutte contre l'injustice de la distribution s'articule avec les rapports de production quand comme compréhension de soi et de cette injustice, consciemment ou non, dans la pratique, dans les formes et l'enracinement de la lutte, cette lutte contre l'injustice de la « distribution des produits » se relie aux rapports de production *en mettant en avant cette « distribution des éléments de production »* : l'absence de propriété, absence de moyens de production, la pauvreté. Marx poursuit : « Aux yeux de l'individu, la distribution (il s'agit ici à la fois de la distribution des produits et de la distribution des instruments de production, Marx vient de définir les deux comme corollaires) apparaît tout naturellement comme une loi sociale qui fixe sa position au sein de la production (*nous y voilà !*), c'est-à-dire le cadre dans lequel il produit : elle précède donc la production (*attention : "aux yeux de l'individu", mais justement à partir des rapports de distribution et de leur injustice c'est notre point de départ*). L'individu n'a ni capital ni propriété foncière de par sa naissance : en venant au monde, il est voué au travail salarié par la distribution sociale. » (*ibid*). En résumé, c'est peut-être *à partir de la révolte contre l'injustice, au travers de cette forme de la distribution (des instruments de production) liée à la distribution des produits (revenus) que le jeu entre rapports de production et rapports de distribution peut être impacter de façon dynamique selon les circonstances historiques et locales.*

Dans la même citation de l'*Introduction de 1857*, Marx introduit une autre relation de réflexivité entre distribution (des produits) et production : « 2°, ce qui est une autre détermination du même rapport, distribution des membres de la société entre les différents genres de production ». Les limites entre lesquelles peut osciller la consommation individuelle dépendent de la composition interne du capital et sont fixées à chaque moment. Dit autrement : elles dépendent de la « distribution des membres de la société entre les différents genres de production ». Un peu plus clair : « Tout comme le travail de l'ouvrier individuel se partage en travail nécessaire et surtravail, le travail total de la classe ouvrière peut être, lui aussi, divisé de telle manière que la fraction qui produit la totalité des moyens de subsistance pour la classe ouvrière (y compris les moyens de production requis) accomplit le travail nécessaire pour toute la société. Le travail effectué par tout le reste de la classe ouvrière peut

être considéré comme du surtravail. » (Marx, *Le Capital*, Ed. Sociales, t.8, p. 24). Bien que le travail des producteurs directs de moyens de subsistance se divise, pour eux-mêmes (et pour le capital qui les exploite), en travail nécessaire et surtravail, il représente, du point de vue de la société, le travail nécessaire à la seule production des moyens de subsistance, c'est-à-dire le travail nécessaire par rapport au surtravail. En outre, on n'est pas loin dans tout cela de la question des émeutes et du plancher de verre.

4) Relations sociales de propriété vs rapports de production

Quand Brenner privilégie « relations sociales de propriété » contre « rapports de production », il fait de la « propriété » un rapport fondamental du MPC. La propriété n'est pas un moment premier ou « fondateur » du MPC (de toute façon « mode de production » est absent chez B et W ou alors une simple expression)

Marx : « Pour exprimer les relations qui s'établissent entre le capital et le travail salarié en tant que rapport de propriété ou des lois, il nous suffit de définir comme processus d'appropriation le rôle des deux facteurs dans le processus de valorisation. Le fait, par exemple, que le surtravail apparaît comme plus-value du capital signifie que le travailleur ne s'approprie pas le produit de son propre travail ; il voit que celui-ci est propriété d'autrui ; qu'inversement le travail d'autrui est la propriété du capital. » (Grundrisse, Pl II, p.287)

Les formes de propriétés et d'appropriation c'est-à-dire les relations de propriété découlent (une forme de manifestation) du rapport d'exploitation.

« Trois faits majeurs caractérisent la production capitaliste :

1° Concentration des moyens de production entre des mains peu nombreuses, en sorte qu'ils cessent d'apparaître comme la propriété des travailleurs immédiats et se transforment en puissances sociales de la production, même si, dès l'abord, celles-ci sont la propriété privée des capitalistes. Ceux-ci sont des gérants de la société bourgeoise, mais c'est eux qui empochent tous les bénéfices de cette gérance ;

2° Organisation du travail comme travail social, par la coopération, la division du travail et l'union du travail et des sciences naturelles.

Dans les deux sens, le mode de production capitaliste abolit, bien que sous des formes antagoniques, la propriété privée et le travail privé. » (*Le Capital*, Pl II, p.1046) [Le troisième point : la « création du marché mondial » qui contraste avec la base rétrécie sur laquelle se développe les puissances de la production].

Si les thèses de Brenner suivent *grosso modo* le développement exposé par Marx dans les chapitres du *Capital* sur « l'Accumulation primitive » (ou la « prétendue accumulation primitive »), dans les *Grundrisse* Marx expose un processus conceptuellement un peu différent et remettant en cause l'origine plus ou moins exclusivement terrienne du capitalisme (exclusivisme qui, dans les chapitres du *Capital* sur l'accumulation primitive, n'est pas aussi évident que dans le traitement de la chose par Brenner).

Grundrisse, éd ; Sociales, t.1, pp. 217-218-219 :

« Dans le marché monétaire, le capital est posé dans sa totalité ; là, il *détermine les prix, donne du travail, règle la production*, en un mot, est *source de production* ; mais le capital, non seulement en tant qu'il se produit lui-même (matériellement par l'industrie, etc., posant les prix, développant les forces productives) mais, en même temps, en tant qu'il est créateur de valeurs, doit nécessairement poser une valeur ou une source de richesse spécifiquement différente de lui-même. C'est la *rente foncière*. C'est l'unique création de valeur du capital qui, en tant que valeur, soit distincte de lui et de sa propre production ; par nature aussi bien qu'historiquement, le capital est le *créateur* de la propriété foncière

moderne, de la rente foncière ; c'est pourquoi aussi son action apparaît comme une dissolution de l'ancienne forme de propriété foncière. *La nouvelle naît de l'action du capital sur l'ancienne* (je souligne). Le capital – vu sous un aspect - est ce créateur en tant que créateur de l'agriculture moderne. C'est pourquoi la construction interne de la société moderne, ou encore le capital dans la totalité de ses relations, sont posés dans les rapports économiques de la propriété foncière moderne qui apparaît comme un procès unique : rente foncière – capital – travail salarié (la forme du syllogisme peut aussi être formulée autrement : travail salarié – capital – rente foncière ; mais le capital doit toujours apparaître comme moyen terme actif). La question qui se pose maintenant est de savoir comment s'opère le passage de la propriété foncière au travail salarié. (Le passage du travail salarié au capital se fait de lui-même, celui-ci étant revenu ici à son fondement actif.) Historiquement ce passage est irréfutable. Il est déjà donné dans le fait que la propriété foncière est le produit du capital. C'est pourquoi partout où, par l'action rétroactive du capital sur les formes les plus anciennes de propriété foncière, celle-ci se transforme en rente monétaire (la même chose se produit sous une autre forme là où naît le paysan moderne) et où de ce fait aussi, en même temps l'agriculture, dont le moteur est le capital, se transforme en agriculture industrielle, nous observons que les cōtiers, les serfs, les paysans corvéables, les tenanciers héréditaires, les petits villageois, etc., deviennent des journaliers, des ouvriers salariés, et que, donc, c'est seulement par l'action du capital sur la propriété foncière et, ensuite, dès que celle-ci s'est développée en tant que forme, du propriétaire foncier lui-même, que le *travail salarié* est créé dans sa totalité. Ensuite, comme le dit Steuart, celui-ci *nettoie* lui-même le pays de ses bouches superflues, arrache les enfants du sein de la terre nourricière où ils ont grandi, et transforme ainsi jusqu'au travail de la terre qui, de par sa nature, apparaît comme source immédiate de subsistance, en source de subsistance médiatisée, totalement dépendantes de relations sociales. (Il faut que la dépendance réciproque soit d'abord élaborée et développée dans toute sa pureté avant qu'on puisse penser à une communauté sociale effective. Que tous les rapports apparaissent comme des rapports posés par la société et non déterminés par la nature.). C'est par ce moyen seulement que l'application de la science et le plein développement de la force productive deviennent possibles. Il ne fait donc aucun doute que c'est d'abord la propriété foncière moderne, c'est-à-dire la propriété foncière en tant que valeur créée par le capital lui-même, qui a créé le travail salarié dans sa forme classique, celle qui imprègne la société dans toute son étendue et devient à la place de la terre le sol sur lequel elle se tient. C'est pourquoi, donc, la propriété foncière ramène au travail salarié. D'un côté, elle n'est rien d'autre que la transposition du travail salarié des villes à la campagne, donc le travail salarié étendu à toute la surface de la société. S'il est riche, l'ancien propriétaire foncier n'a pas besoin du capitaliste pour devenir un propriétaire foncier moderne. Il suffit qu'il transforme ses ouvriers en travailleurs salariés et produise pour le profit au lieu de produire pour le revenu. Dès lors, en sa personne même, sont présumés et le fermier et le propriétaire foncier moderne. Mais le fait que la forme dans laquelle il touche ses revenus, ou celle dans laquelle est payé l'ouvrier, se modifie n'est pas une différence formelle ; il implique au contraire un total remodelage du mode de production lui-même (de l'agriculture), c'est pourquoi cela présuppose des conditions fondées sur un développement déterminé de l'industrie, du commerce et de la science, bref, des forces productives. Même chose, *a fortiori*, pour la production qui repose sur le capital et le travail salarié : elle n'est pas différente d'autres modes de production d'un point de vue seulement formel, mais présuppose tout autant une totale révolution et un total développement de la production matérielle. Si le capital peut se développer complètement en tant que capital commercial (avec cependant une moindre ampleur quantitativement) sans le remodelage de la propriété foncière, en tant que capital industriel, il ne le peut pas. Même le développement de la manufacture présuppose un début de dissolution des anciens rapports de propriété foncière. D'autre part, la nouvelle

forme ne devient elle-même dans sa totalité et dans toute son étendue à partir de cette dissolution ponctuelle, qu'à partir du moment où l'industrie moderne a atteint un haut degré de développement, laquelle à son tour progresse elle-même d'autant plus rapidement que l'agriculture moderne, la forme de propriété correspondante et rapports économiques correspondants se sont eux-mêmes développés. C'est pourquoi l'Angleterre est, sous ce rapport, le modèle des autres pays continentaux. De même : Si la première forme de l'industrie, la grande manufacture, présuppose déjà la dissolution de la propriété foncière, cette dissolution est à son tour conditionnée par le développement subordonné du capital qui s'est produit dans les villes elles-mêmes dans ses formes encore non développées (médiévales) et, en même temps, par l'action de la manufacture qui fleurit simultanément au commerce dans d'autres pays (c'est ainsi que la Hollande agit sur l'Angleterre au 16^e siècle et dans la première moitié du XVII^e siècle). Dans ces pays, le procès est déjà parvenu à son terme, l'agriculture sacrifiée à l'élevage et les céréales importées de pays arriérés comme la Pologne, etc. (*Là encore Hollande*). Il ne faut pas perdre de vue que les nouvelles forces productives et les nouveaux rapports de production ne se développent pas à partir du néant, ne tombent pas du ciel ni ne sortent du ventre de l'Idée qui se pose elle-même ; mais ils se forment à l'intérieur d'un développement existant de la production et des rapports de propriétés hérités et traditionnels, et en contradiction avec eux. » (Marx, *Grundrisse*, éd. Sociales, t.1, pp. 217-218-219).

Entre l'exposition du *développement* des concepts de capital et de travail salarié (Hegel, le développement est la *Théorie du concept* reprenant en lui ses particularités et son processus de construction dont il était, chez Hegel, déjà sa propre origine) des *Grundrisse* (reprenant une dialectique fortement hégélienne) et l'exposé historique du *Capital* on peut (peut-être) expliquer la différence par la méthodologie exposée par Marx dans la *Postface à la seconde édition allemande du Capital* : « Certes, le procédé d'exposition doit se distinguer formellement du procédé d'investigation. A l'investigation de faire la matière sienne dans tous ses détails, d'en analyser les diverses formes de développement, et de découvrir leur lien intime. Une fois cette tâche accomplie, mais seulement alors, le mouvement réel peut être exposé dans son ensemble. Si l'on y réussit, de sorte que la vie de la matière se refléchisse dans sa reproduction idéale, ce mirage peut faire croire à une construction *a priori*. »

En conclusion

Sans dénigrer ce que l'on peut en tirer, le fond du « *Brenner debate* » c'est un échange entre adhérents plus ou moins dissidents des PC anglais ou américain par rapport à l'orthodoxie du moment ou à l'ancienne orthodoxie à laquelle ils avaient adhéré et se disputant la direction de diverses revues.

Une bande d'anciens staliniens plus ou moins repentis qui se disputent les créneaux universitaires sur fond de « luttes des classes » vs « objectivisme-déterminisme », en faisant passer leurs échanges et leurs « découvertes » pour des avancées majeures alors qu'il ne s'agit que de leurs propres problèmes de carrière.